

## La RDA et M. Gorbatchev

Le vent nouveau  
vend de l'Est siffle désagréable-  
ment sur les oreilles de certains  
dirigeants des pays du pacte de  
Varsovie. Le discours réformis-  
tiste et les gestes spectaculaires  
de M. Mikhaïl Gorbatchev - libé-  
ration de dissidents et propo-  
sition de réforme du mode de dési-  
gnation des responsables - se  
heurtent au scepticisme et à  
l'irritation des plus hauts respon-  
sables de Prague et de Berlin-  
Est.

M. Vasil Bilak, le numéro deux  
du Parti communiste tchécoslo-  
vaque, principal tenant de la  
ligne « dure » au sein du PCT, a  
mis en garde ceux qui voudraient  
s'inspirer du nouveau cours mos-  
covite pour réhabiliter le « prin-  
temps de Prague ».

A Berlin-Est, M. Erich Honecker, si l'on en croit un hebdoma-  
daire aussi sérieux que « Die  
Zeit », de Hambourg, a usé d'un  
langage sans détour devant les  
secrétaires régionaux de son  
parti, le SED. « On peut dire ce  
que l'on veut de l'Union sovié-  
tique et de son évolution, aurait-il  
déclaré, il demeure que la vic-  
toire de l'Octobre rouge est un  
événement d'importance mon-  
diale. Cela signifie entre autres  
qu'un Mikhaïl Gorbatchev, si cri-  
tique soit-il, ne pourra rien chan-  
ger au fait que l'URSS est une  
puissance mondiale de première  
grandeur ».

Bien qu'exprimées  
simultanément, ces oppo-  
sitions à la nouvelle ligne en  
vigueur à Moscou doivent être  
analysées de manière différen-  
ciée. La réaction de M. Bilak  
relève d'une attitude conserva-  
trice classique. Elle est destinée  
à décourager ceux qui, à l'inté-  
rieur comme à l'extérieur du  
PCT, voudraient s'engouffrer  
dans la brèche pour mettre fin à  
deux décennies d'immobilisme.

M. Honecker, au contraire, n'a  
pas à craindre que l'exemple  
soviétique ne incite ses concitoyens à la révolte. Les libé-  
rations de dissidents intervenues à  
Moscou pèsent peu à leurs yeux  
en face de la très forte augmen-  
tation des visages de sortie amon-  
cés sans tambour ni trompette  
par les autorités de Berlin-Est.

Mais surtout on se méfie des  
intentions de M. Gorbatchev sur  
le plan international qui risquent  
de compromettre le discret mais  
efficace processus de rapproche-  
ment interallemand en cours  
depuis près de vingt ans.

Une fois n'est pas coutume,  
l'intérêt de l'appareil dirigeant  
semble coïncider avec les aspira-  
tions de la population.

Plus profondé-  
ment, la mémoire collective de la  
société est-allemande retient  
que les périodes de changement  
et d'instabilité en Union sovié-  
tique ont eu des conséquences  
dramatiques pour le pays : le  
mur de Berlin n'a-t-il pas été  
dérégé lorsque le pouvoir de Mikhaïl  
Khrouchchev était à son apogée ?  
Que M. Gorbatchev s'avisait  
simultanément de négocier avec  
Washington et d'appliquer une  
politique nouvelle à l'égard de  
l'Europe occidentale, et c'en est  
fait de la marge de manœuvre  
interallemande que M. Honecker  
s'était ménagée depuis le début  
des années 70.

M. Gorbatchev trouve certes  
des appuis pour sa politique en  
Pologne, en Hongrie et même  
dans une partie de la direction  
tchécoslovaque. Mais il devra  
compter avec la grogne du  
« meilleur élève de la classe  
socialiste », qui va sans doute  
bien au-delà d'une révolte  
d'appareils inquiets pour  
leurs privilèges.

(Lire nos informations page 4.)

## Coopération pour un réacteur en Indonésie

### Rapprochement franco-allemand dans l'énergie nucléaire

La société allemande Kraftwerke Union (KWU), filiale à 100 % de Siemens, et FRAMATOME, filiale de la française CGE, ont décidé de coopérer pour l'étude d'un réacteur nucléaire de 600 MW destiné à l'Indonésie.

Cette information pourrait  
paraître anodine. Après tout, les  
sociétés précitées officiellement  
que cette coopération est limitée à  
ce seul contrat. Mais, pour qui  
connaît le marché des réacteurs  
nucléaires, c'est là un armistice,  
preuve de la grande inquiétude de  
cette industrie, et, à terme, une  
chance à saisir pour l'Europe.

L'industrie nucléaire se porte  
mal. Après avoir enregistré une  
certaine annulation de com-  
mandes - principalement aux  
États-Unis - depuis l'accident de  
Three Mile Island (pour des rai-  
sons qui ne devaient pas toutes  
à la sécurité), la voilà qui va devoir  
faire face à la grande inconnue de  
l'après-Tchernobyl. Or, déjà, par-  
tout, après le ralentissement de la  
croissance économique et de la  
consommation énergétique, sans  
parler de la pression des Verts, les  
marchés nationaux des construc-  
teurs s'étaient réduits. Quant à  
l'exportation, c'est encore pire.

Comme l'affirme un responsa-  
ble nucléaire : « Les pays qui  
auraient le plus besoin de s'équi-  
per n'ont pas l'argent néces-  
saire ».

L'Égypte et la Turquie,  
après avoir lancé des appels  
d'offre et, dans le second cas,  
après s'être engagés auprès d'un  
fournisseur canadien, hésitent. Et  
quand un industriel emporte un  
rare marché - sur lequel la  
concurrence est forcément mon-  
umentale - il ne le fait pas pour  
maintenir les équipes en activité.  
Les Français en savent quelque  
chose, qui ont perdu des sommes  
non négligeables en Corée du Sud  
et n'espèrent pas - pour 6 mil-  
liards de francs - faire le moindre  
bénéfice sur le contrat des deux  
réacteurs construits à Daya-Bay  
pour le compte des Chinois.

En Europe, alors que KWU et  
FRAMATOME ont une capacité  
de production de quelque  
15 000 MW, KWU n'a reçu en  
1986 aucune commande, et FRA-  
MATOME s'est contentée, après  
sept années de négociations, de  
l'achat par la Chine de deux lots  
de réacteur de 1 000 MW.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 27.)

## Du septennat au quinquennat

### Le RPR se déclare opposé à la réforme de la Constitution

Le RPR organise un tir de barrage contre la proposition de réduction du mandat présidentiel. MM. Toubon, Borotra et Chaban-Delmas se sont déclarés, vendredi 13 février, opposés à toute réforme de la Constitution.

Sept ans, c'est bien long. Ils  
sont deux - qui parlent d'expé-  
rience - à le penser. « Trop  
long », estime M. Giscard  
d'Estaing en promettant de parve-  
nir à ses fins - le raccourcisse-  
ment du mandat présidentiel -  
dès cette année. « Il ne faut pas  
qu'un président s'éternise », ren-  
chérit M. Mitterrand, qui, pen-  
dant sa campagne présidentielle,  
s'était prononcé pour un mandat  
de sept ans non renouvelable, ou  
deux mandats de cinq ans, au  
plus.

Il était difficile pour le chef de  
l'Etat d'annoncer tout à trac, en  
fin de mandat, une telle initiative.  
Elle aurait été immédiatement  
interprétée comme une manœuvre  
tactique destinée à faciliter son  
éventuelle réélection, voire  
comme une infime « ratiocelle  
politicienne » pour parler comme  
M. Barre, mitonnée dans le seul  
but de diviser encore un peu plus  
la majorité de M. Chirac.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 6.)



## Dans l'attente d'une offensive libyenne

### Guerre d'escarmouches au Tchad

Les commutations diploma-  
tiques se multiplient pour tenter  
de ramener la paix au Tchad.  
Après l'Algérie et le Congo, le  
Nigéria et le Gabon étudient de  
nouvelles initiatives. Alors que la  
guerre d'escarmouches se pour-  
suit, les Tchadiens redoutent une  
offensive libyenne par le Soudan.

N'DJAMENA  
de notre envoyé spécial

Il ont le regard fuyant de tous  
les prisonniers. Un minibus les a  
transportés ici, dans l'une des  
nombreuses casernes dont dispo-  
sent, dans la capitale, les Forces

armées nationales tchadiennes  
(FANT). Certes, ce n'est pas la  
première fois que les autorités de  
N'Djamena exhibent des prison-  
niers devant la presse internatio-  
nale. Mais ceux-ci, un groupe de  
quatorze Mauritanais, ont des  
choses bien intéressantes à racon-  
ter. Les circonstances qui les ont  
amenés à affronter les troupes  
tchadiennes, puis à être capturés,  
à Zouar, dans le massif du  
Tibesti, le vendredi 6 février, ne  
sont guère originales, bien que  
confuses. Comme tant d'autres  
éléments de la « légion islami-  
que », ils voulaient se rendre en  
Libye pour « trouver du travail ».

La « filière », cette fois, passait  
par l'Algérie, où certains disent  
avoir été contactés par des  
« Libyens ». Arrivés en Libye, le  
mirage d'un emploi dans des  
« projets de construction » est vite  
dissipé : ceux qui refusaient une  
formation militaire (trois ou qua-  
tre mois, à Mazda, près de Tri-  
poli), ont été « frappés » et empri-  
sonnés à la prison de « Zinco »,  
située dans le centre de la capitale  
libyenne, jusqu'à ce qu'ils cèdent.

Le témoignage de ce groupe de  
jeunes prisonniers (ils ont entre  
dix-sept et vingt-trois ans) prend  
toute sa signification dès lors que  
l'on essaie de leur faire préciser la  
date de leur arrivée dans le

Tibesti. Trois d'entre eux, qui par-  
lent français, affirment la même  
chose : c'est le 28 janvier qu'ils  
ont quitté la Libye par avion (l'un  
d'eux précise qu'ils s'agissait d'un  
Fokker-27 et qu'ils étaient une  
quarantaine de Mauritanais à  
bord), qui les a déposés à Zouar.  
Leur description de la palmeraie  
semble suffisamment précise pour  
qu'il n'y ait pas de doute sur  
l'endroit. Ils ajoutent qu'après  
avoir passé environ huit jours  
dans la localité, ils ont été cap-  
turés à deux kilomètres de là.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 5.)

## Kokoschka au Centre Georges-Pompidou

### Dessins de rupture et d'errance

Après la grande exposition  
« Vienne », après celle d'honora-  
ble taille qui, en 1984, réunissait à  
l'Hôtel de Ville de Paris les des-  
sins de Klimt, Kokoschka et  
Schiele, on n'est pas très sûr de  
bien saisir l'opportunité d'une  
nouvelle inscription de Kokoschka  
au programme du Musée national  
d'art moderne.

Pour un peu, on se prendrait  
même à penser, méchamment,  
que cette programmation, décidée-  
ment, tient trop aux goûts particu-  
liers (certes il en faut) de tel ou  
tel conservateur. Cela dit, la par-  
tition de l'autobiographie du peintre  
dans le temps de l'exposition  
doit pouvoir lui servir, si besoin  
est, d'alibi. Même si de cette lan-  
gue « vie » les quelques quatre-  
vingts dessins et aquarelles ras-  
semblés au cabinet d'art  
graphique ne recouvrent qu'une  
vingtaine d'années, de 1906  
à 1926.

Ce sont les meilleures, les plus  
cruciales, celles des grandes rup-  
tures, mutations et migrations.  
Rupture avec l'esprit de la Séces-

sion viennoise par le rejet de l'élé-  
gance linéaire héritée de maître  
Klimt ; rupture avec Vienne tout  
court : après ces années-là,  
Kokoschka n'y reviendra pas ;  
rupture au cœur et mal d'amour  
exorcisé dans une poupée de chiffon  
grandeur nature et faite à  
l'image (infidèle) d'Alma Mah-  
ler.

Rupture, errance et violence...  
rien n'échappe au travail sur  
pepère où l'artiste prépare son  
entrée dans l'expressionnisme, la  
monie de la couleur, après avoir  
brisé les contours, ouvert et multi-  
plié plaies, contours, déformations  
et dissonances. Dans les nus et les  
portraits. D'abord à travers des  
corps maigres d'adolescents incer-  
tains, plus tard dans des visages  
décrits sans complaisance, perdus  
dans d'insaisissables rêveries.

Kokoschka, ça n'est pas  
Schiele. Dans la préface au cata-  
logue, l'historien d'art allemand  
Werner Hofmann fait remarquer  
à ce propos que les modèles de  
Schiele, même placés dans des

situations extrêmes, ont toujours  
conscience de jouer un rôle, mais  
pas ceux de Kokoschka, seule-  
ment préoccupés d'eux-mêmes.

Et c'est vrai que chez Schiele le  
nu pose et s'expose. Tandis que  
chez Kokoschka il ne pose pas, il  
cherche à se poser, tête le terrain  
et se tâte, perplexe et pensif, pen-  
ché, toujours en équilibre fragile  
dans la page, lieu d'exercices cor-  
porels et de conflits internes, qui  
balance la figure humaine entre  
action et réflexion, rêve et réalité,  
intérieurité et extériorité, opacité  
et transparence.

Ici la saisie à corps perdu du  
mouvement de la vie intérieure ne  
laisse pas de place à la recherche  
d'un style. D'autant que le dessin  
n'a jamais été pour Kokoschka un  
moyen d'expression autonome,  
une fin en soi.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire page 19 l'article de NICOLE ZAND  
sur l'autobiographie de Kokoschka.)

\* Musée national d'art moderne.  
Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au  
22 mars.



صكنا من الاصل

# Etranger

## Les contrecoups de la rébellion au Suriname

« J'espère que la France prendra rapidement des dispositions contre les terroristes », nous déclare le lieutenant-colonel Bouterse

M. Jules Wijdenbosch a été désigné, jeudi 12 février, comme nouveau premier ministre du Suriname, à la suite de la démission du même jour de M. Radhakishun. Le nouveau chef du gouvernement, qui était auparavant vice-premier ministre, est membre du Mouvement du 25 février, dirigé par l'homme fort du régime, le lieutenant-colonel Bouterse, alors que son prédécesseur appartenait au Parti réformiste (centre droit). M. Wijdenbosch va devoir procéder au remplacement de quatre ministres de l'ancien gouvernement, également démissionnaires, et notamment de M. Herrenberg, ministre des affaires étrangères.

PARAMARIBO de notre envoyé spécial

Dans le taxi qui nous emmène au Palais du peuple, sur la place de la Révolution, anciennement de l'Indépendance, et plus anciennement encore place d'Orange, le chauffeur nous fait remarquer que le nom de l'actuel président du Suriname. Il est vrai que, depuis le coup d'Etat du 25 février 1980, les présidents ont beaucoup changé dans cette ancienne colonie hollandaise. Il faut donc avoir recours aux brochures officielles pour apprendre que c'est un civil qui est à la tête du pays : L. Ramdat Misier, le premier ministre, M. Radhakishun, est homme d'affaires, la plupart des ministres sont des civils représentant les trois grands partis ethniques (hindous, noirs et javanais) écartés du pouvoir après 1980. Une nouvelle Constitution doit être présentée avant le 31 mars, des élections sont annoncées pour cette année : qui parle encore de dictature au Suriname ?

Et, pourtant, un symbole : dans le Palais du peuple, ex-palais présidentiel, ce n'est pas le président de la République qui nous accueille, mais le commandant en chef des forces armées, le lieutenant-colonel Desi Bouterse. L'armée au Suriname conserve toujours la réalité du pouvoir. Encadré par ses gardes du corps, le « leader du gouvernement » est vêtu d'une tenue de combat, casquette de para masquant une calvitie avancée, lunettes de soleil « sport » : un « look » révolutionnaire qui tranche sur l'architecture

« Autant en emporte le vent » des lieux. Desi Bouterse est agacé par la publicité donnée par les médias occidentaux aux rebelles qui, depuis six mois, paralysent le tiers du pays. Depuis le 21 janvier, en raison de l'insécurité, la compagnie américaine ALCOA a préféré abandonner les mines de bauxite qu'elle exploitait à Moengo, privant le Suriname des deux tiers de ses recettes à l'exportation.

« Le groupe de Ronnie Brunswijk n'a rien à voir avec un mouvement de guérilla ou des combattants de la liberté ». Ce ne sont que de simples terroristes. S'ils formaient une vraie guérilla, je les aurais déjà rejoints, car, moi, je suis un combattant de la liberté », dit-il.

« Ces terroristes », ajoute-t-il, reçoivent une aide de l'étranger, et pour être plus précis, des Pays-Bas. Ils sont libres de s'exprimer à la radio et à la télévision hollandaise, libres d'y préparer leurs actions, d'y réunir de l'argent (...). Je regrette aussi qu'ils utilisent la Guyane française comme base arrière. Ils paraissent échapper au contrôle des autorités françaises (...).

« Aujourd'hui nous avons besoin de la France pour résoudre ce problème. Mais il n'est pas impensable que la France ait bientôt besoin de nous. C'est ce que j'entends par des relations de bon voisinage. Il faut savoir recevoir mais également donner. J'espère - je suis convaincu - que la France prendra rapidement les dispositions nécessaires contre les terroristes. Jusqu'à présent, j'ai l'impression que les Français ont été égarés par leurs liens européens avec les Pays-Bas. Nous souhaitons qu'ils dépassent ce problème. »

« Des réfugiés Surinamiens en Guyane française affirment avoir vu des conseillers libyens aux côtés des militaires surinamais. Nous avons nous-mêmes vu des affiches de Kadhafi dans les bureaux d'un de vos ministres. Quelles sont donc les relations entre le Suriname et la Libye ? »

« Le principe-clé de notre politique étrangère est de maintenir et de développer d'excellentes relations diplomatiques avec tous les pays, de l'Union soviétique à l'Espagne. Tous les diplomates en poste ici savent que nous n'avons qu'une petite représentation libyenne avec en tout quatorze personnes, les diplomates, leurs femmes et leurs enfants. Dans notre armée, nous

n'avons aucun conseiller libyen, ni d'ailleurs d'aucune autre nationalité. Nous sommes un petit pays. Tout se sait. Le problème des Libyens est une création de notre ancienne puissance coloniale qui veut nuire aux bonnes relations que nous entretenons avec la France et les Etats-Unis.

« Si j'avais voulu être président... »

« Quand la démocratie sera-t-elle rétablie au Suriname ? »

« Il ne s'agit pas de rétablir la démocratie au Suriname. Avant 1980, nous n'avions qu'une apparence de démocratie, car la démocratie, cela signifie que tout le pouvoir est au peuple (...). Avant le 31 mars 1987, nous étions présentés comme une nouvelle Constitution aux Surinamiens. Nous aurons ensuite six mois pour expliquer au peuple son contenu (...). Car nous voulons que le peuple sache comment va fonctionner le gouvernement, à quoi ressembleront les institutions, comment seront organisées les élections. C'est cela, pour nous, la démocratie. »

« Quelle sera le rôle des partis, le président sera-t-il élu démocratiquement ? »

« Nous avons créé une assemblée, le « topberaad », à laquelle participent les syndicats, les trois partis politiques les plus importants, et les représentants de tous les secteurs de production, chefs d'entreprise, ouvriers, paysans. Ce sont eux qui élaborent la future Constitution. Aussi est-il un peu prématuré de me demander à quoi elle ressemblera (...).

« Vous dites qu'il n'est pas nécessaire de rétablir la démocratie au Suriname. Mais, après la mesure de l'opposition en 1982, il n'y a pas de liberté d'expression ? »

« Vous êtes vous aussi victime de la campagne de propagande hostile à notre révolution. En 1982, nous avions découvert un complot, appuyé de l'étranger, pour renverser le gouvernement. Nous avons agi en conséquence. Et on nous a traité de barbares. C'est la même chose avec Ronnie Brunswijk. Lorsque, en novembre dernier, ses terroristes se sont rapprochés de Paramaribo, tout le monde a pensé : voilà Paramaribo à genoux, et Bouterse tremble. Nous avons réagi à cette agression, et les réactions sont d'une grande hypocrisie. On soulève le

problème des droits de l'homme. On nous accuse de génocide (...).

« Serrez-vous candidat à la présidence ? »

« Desi Bouterse rit longuement avant de répondre : « Si j'avais voulu être président, je l'aurais été depuis 1980. Mais en dehors de mes responsabilités dans l'armée, j'appartiens aussi à un mouvement politique où les décisions sont prises démocratiquement. J'ai également une famille, et j'aime la vie de famille. Pour l'instant, je n'ai jamais sérieusement envisagé une telle possibilité (...).

« Vous retourneriez sans regret dans votre caserne ? »

« Nous, les militaires, nous n'avons jamais quitté nos casernes (...). Mais vous voulez sans doute savoir quelle sera la place des militaires dans nos futures institutions ? Quelle que soit cette place, nous n'aurons aucune objection. Depuis sept ans, nous avons beaucoup travaillé pour que le Suriname ait des institutions vraiment démocratiques. Mais nous voulons que les futurs acteurs de la vie politique utilisent ces institutions de manière responsable. Sinon, nous serons obligés d'en revenir à la volonté populaire. »

Propos recueillis par PIERRE DUMAINE.



## Paris renforce son dispositif militaire en Guyane

Avec l'accord du chef de l'Etat, le gouvernement a décidé d'installer à Cayenne un général de brigade et son état-major, qui prendront le titre de commandement supérieur délégué des forces armées françaises en Guyane. Jusqu'à présent, ce commandement militaire n'existait pas dans ce département d'outre-mer. La création de cet état-major correspond à la volonté de la France de renforcer sa présence militaire dans un territoire qui subit actuellement les contrecoups de la guerre au Suriname.

Ce commandement supérieur délégué des forces armées en Guyane a été confié au général de brigade Jean Mouscardes. Agé de cinquante-deux ans, cet ancien de Saint-Cyr a notamment servi à la Réunion et en Nouvelle-Calédonie, avant d'être nommé, en mars 1986, adjoint du général commandant la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine (à Nantes), qui est l'une des unités constitutives de la force française d'action rapide (FAR).

Dans ses nouvelles fonctions à Cayenne, le général Mouscardes travaillera avec deux responsables, politique et militaire, qui partageront son « profil » de carrière. Le com-

mandement depuis 1975, est le théâtre d'une lutte armée entre factions rivales depuis juillet 1986. Du fait de sa frontière commune avec le Suriname et de l'afflux des réfugiés en Guyane, la France est aujourd'hui en première ligne.

La présence dans ce département de la base spatiale de Kourou, d'où sont tirées les fusées européennes Ariane et d'où seront lancés les prochains satellites militaires de transmissions et d'observation français, pourrait constituer un objectif de première grandeur pour des menaces extérieures.

Bien qu'elle soit démentie par le lieutenant-colonel Bouterse, l'« homme fort » du Suriname, la présence de conseillers libyens dans les forces gouvernementales du Suriname, à quelque 100 kilomètres de Kourou, retient l'attention des Etats-majors français, qui n'écartent pas l'hypothèse que le colonel Kadhafi, après le Tchad et la Nouvelle-Calédonie, multiplie des tentatives de déstabilisation ou des actions de subversion en s'en prenant à la Guyane.

Le général Mouscardes aura autorité sur les détachements interarmées en Guyane. Outre un contingent d'appelés du service militaire adapté, qui exécutent des travaux d'intérêt général et reçoivent localement une formation professionnelle, l'armée de terre entretient un régiment de légion étrangère et un bataillon d'infanterie de marine qui, pour l'instant, sont mobilisés par l'accueil des réfugiés du Suriname avec des matériels prêts, principalement, par le corps de défense de la sécurité civile.

De son côté, l'armée de l'air française dispose d'hélicoptères Puma. La gendarmerie, qui a installé un peloton de gendarmes mobiles sur le site Diamant de Kourou, a été invitée à multiplier ses missions de surveillance sur le fleuve Maroni, qui marque la frontière avec le Suriname. Enfin, la marine nationale dispose de quelques patrouilleurs, d'un bâtiment de transport léger et, parfois, elle met en œuvre un avion Breguet-Atlantic de surveillance maritime. Récemment, le commandement de l'escadron de l'Atlantique, à Brest, a été sollicité de détacher en permanence en Guyane un avisos-croiseur d'un plus fort tonnage.

A Cayenne, l'état-major du général Mouscardes sera organisé pour s'affranchir, le cas échéant, de ses liens avec l'état-major du général Béal à Fort-de-France. En particulier, le nouveau « patron » des forces françaises en Guyane sera en relation directe, pour tout ce qui concerne le renseignement et l'action opérationnelle, avec le centre opérationnel des armées (COA), à Paris, aux ordres du général Sautier, chef d'état-major des armées.

JACQUES ISNARD.

## ÉTATS-UNIS

### Le vice-président Bush se démarque de l'affaire des ventes d'armes à l'Iran

Alors qu'aux Etats-Unis le vice-président Bush prend ses distances avec l'affaire de l'« Irangate », à Jérusalem le premier ministre israélien, M. Shamir, a estimé, dans un entretien accordé au Washington Post, que Washington devrait se débarrasser de son « sentiment de culpabilité » après ce scandale et poursuivre ses efforts en vue de créer des liens avec des éléments du régime islamique à Téhéran.

WASHINGTON de notre correspondant

Rompant avec sa traditionnelle attitude d'absolue loyauté vis-à-vis de M. Reagan, le vice-président George Bush vient pour la première fois de se démarquer de l'affaire des ventes d'armes à l'Iran.

« Les principaux acteurs (au sein de l'équipe dirigeante) savent sur certains aspects », a-t-il déclaré, jeudi 12 février, dans le Michigan en critiquant notamment le manque de coordination dans l'élaboration de cette politique. Le vice-président s'est refusé à toute précision sur la nature des réserves qu'il aurait exprimées, mais il n'a, en revanche, pas hésité à dire que, si la conclusion des enquêtes en cours était que les Etats-Unis avaient échangé des armes contre des otages, il serait « le premier à dire que cela était erroné ».

Publiquement, en tout cas, M. Bush s'était toujours refusé jusqu'à présent à envisager cette hypothèse, pourtant hautement vraisemblable. Cette évolution pourrait donc préfigurer la teneur des rapports parlementaires et judiciaires à venir. Il semble ainsi que celui que s'apprête à publier, le 26 février, la commission d'enquête mise en place par M. Reagan lui-même pour étudier le fonctionnement du Conseil

national de sécurité puisse se révéler particulièrement sévère.

Préside par l'ancien sénateur républicain John Tower, cette commission aurait tout récemment mis la main sur de nombreux messages internes au Conseil national de sécurité (NSC) échangés sur un système d'ordinateurs et préservés en mémoire et qui pourraient, dit-on, être embarrassants pour la Maison Blanche. Leur examen pourrait en effet démontrer, selon des sources anonymes et abondamment citées par plusieurs organes de presse, une implication très étroite du NSC

dans la collecte de fonds privés au profit de la guérilla anti-sioniste ainsi qu'une tentative, à la mi-novembre, de maquiller toute l'affaire.

Une entrevue orageuse

Dès jeudi, le Washington Post avait d'ailleurs révélé qu'il avait fallu, le 20 novembre dernier, une « explication orageuse » entre le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et M. Reagan pour que le directeur de la CIA, M. Casey, renonce à affirmer, le jour suivant, devant le

Sénat que ses services et lui-même n'avaient, un an plus tôt, vu qu'une innocente fourniture de matériel de forage pétrolier dans une livraison israélienne d'armes à l'Iran.

M. Shultz avait notamment fait valoir au président que « certaines affirmations au sujet de l'affaire irannoise ne résisteraient pas à l'examen ».

Le plus étonnant dans ces révélations est, au demeurant, qu'elles aient été exactement vingt-quatre heures la publication, dans le même journal, d'un article de deux éditeurs conservateurs selon lesquels c'est au contraire M. Reagan qui aurait, à l'époque, rappelé M. Shultz à l'ordre. A en croire ces deux commentateurs, très bien introduits dans les milieux de la droite républicaine, le président aurait fait dire à son secrétaire d'Etat de « le soutenir ou de se retirer de l'équipe ». Cette mise en garde aurait été transmise par le vice-président Bush.

Ajoutées à une vague de démissions dont on n'a pas encore vu la fin, ces fuites ont organisé le renforcement de l'image de sauveur-qui-peut donnée par l'exécutif américain. Avec on sans dignité, chacun joue son jeu. Ainsi, jeudi, après ses remarques sur l'« Irangate », M. Bush a-t-il enchaîné sur les perspectives de sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Il a expliqué qu'il allait donner maintenant un coup de fouet à sa campagne en faisant ressortir ses vœux propres, même au risque de créer des « frictions ». Le problème, pour lui, est qu'un vice-président est par définition coupable soit de manque de caractère lorsqu'il reste à sa place, soit de manque de loyauté lorsqu'il sort du rang.

Tant que M. Reagan bénéficiera du prestige qui fut le sien, M. Bush pouvait seulement attendre d'être intronisé. Il ne le peut plus aujourd'hui. M. Reagan, qui n'a déjà plus que ressentiment à l'égard de son secrétaire d'Etat, pourrait désormais n'avoir plus que méfiance vis-à-vis de son vice-président.

BERNARD GUETTA.

### M. Shultz réaffirme l'importance « stratégique » de l'aide américaine aux « contras »

Washington. - Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a estimé, jeudi 12 février, que les Etats-Unis risquaient d'être « éviscérés stratégiquement », face à l'URSS en Amérique centrale s'ils cessaient leur aide aux « contras » anti-sandinistes, au Nicaragua.

Répétant dans un discours prononcé devant l'Association du barreau américain à La Nouvelle-Orléans, que le gouvernement nicaraguayen « est engagé dans une direction qui présente une menace » pour la sécurité des Etats-Unis, M. Shultz a déclaré que « nulle part dans le monde les enjeux n'étaient aussi élevés qu'ils le sont actuellement » en Amérique centrale.

Le gouvernement américain est confronté à une opposition croissante du Congrès à l'aide que les Etats-Unis fournissent aux insurgés anti-sandinistes, notamment du fait du scandale sur le détournement de fonds au profit des « contras ». M. Shultz a fait valoir à ce propos qu'en venant en aide « à ceux qui combattent pour leur liberté » au Nicaragua, Washington « pourrait éviter une intervention militaire directe dans l'avenir ».

Soulignant que le Nicaragua est en train de devenir, comme Cuba, un « état stratégique » pour l'URSS, le chef de la diplomatie américaine a affirmé qu'au Nicaragua « l'URSS est en train de mettre en place les moyens de menacer notre capacité à venir en aide à nos alliés asiatiques et à défendre nos communications maritimes ».

De son côté, l'amiral William Crowe, chef d'état-major américain interarmes, a cependant déclaré, jeudi, que « l'opinion publique » américaine retirerait son soutien aux « contras » si ceux-ci ne changeaient pas leurs « méthodes » et ne parvenaient pas à quelque « succès ». (AFP).

« Démission prochaine du secrétaire à la marine. - Le secrétaire à la marine, M. John Lehman, a annoncé son intention de démissionner dans le courant de l'année, a déclaré le Pentagone, jeudi 12 février. M. Lehman a contribué, depuis sa nomination en 1981, au renforcement de la puissance navale américaine, obtenant notamment les crédits nécessaires pour porter à 600 d'ici à 1992 le nombre d'unités de la flotte américaine. (AFP, Reuters).

**AVIS**

**FOURRURES**

**SPRUNG FRÈRES**

**INFORME SON**

**AIMABLE CLIENTÈLE**

**DE SON**

**CHANGEMENT**

**D'ADRESSE:**

**32, RUE DE PARADIS - PARIS 10<sup>e</sup>**

**MÉTRO POISSONNIÈRE**

**(PRÈS DU MUSÉE BACCARAT)**

**TEL 42.46.76.22 - TELEX: 290 266**



# Proche-Orient

## L'évolution du conflit libanais

### Le Conseil de sécurité poursuit ses efforts en vue d'obtenir la levée du siège des camps palestiniens

Des contacts diplomatiques se sont poursuivis, jeudi 12 février, durant toute la journée à l'ONU pour obtenir que le Conseil de sécurité des Nations unies réclame la levée du siège des camps palestiniens de la banlieue de Beyrouth, où règne la famine. La demande formulée par M. Yasser Arafat en faveur d'une intervention de l'Office des Nations unies pour la Palestine (UNRWA) dans le cas des camps a provoqué un intense débat.

En principe, nous indiquons notre correspondance aux Nations unies, Charles Lescant, le directeur des vivres et de médicaments par l'UNRWA ne devait pas poser de problèmes, étant donné qu'il s'agit d'une activité parfaitement compatible avec le mandat de cette agence, chargée d'aider les réfugiés palestiniens dans tous les pays de la région. Mais l'existence du mouvement chite Amal de recevoir, simultanément, le même volume d'aide « au profit des populations éprouvées par des combats autour des camps » représente une évolution que les Nations unies ne semblent pas prêtes à affronter.

La proposition des pays scandinaves, qui souhaitent l'évacuation des camps assiégés, s'étant heurtée au refus de l'OLP, il ne reste aux

Nations unies qu'à composer avec Amal. Un accord ou ce sera soit été conclu mercredi entre le directeur de l'UNRWA, M. Giacomelli, et M. Nabih Berri. On sait qu'il n'a pu être mis en application sur place. Le secrétaire général, poursuit notre correspondant, éprouve des difficultés à refuser les demandes chites, étant donné l'importance des militaires d'Amal dans le sud du Liban, où le sort des « casques bleus » de l'ONU dépend en partie de l'appui apporté par M. Nabih Berri.

Selon des sources bien informées, des consultations formelles du Conseil pourraient intervenir vendredi et aboutir à l'adoption d'une déclaration appelant au cessez-le-feu et demandant à toutes les parties concernées de permettre aux services de l'ONU de reprendre leur aide humanitaire aux réfugiés palestiniens.

Sur le terrain, deux cent cinquante femmes et enfants palestiniens ont quitté, jeudi, le camp de Bourj-el-Barajneh et ont été conduits dans une école jouxtant la route de l'aéroport de Beyrouth, dans la banlieue sud de Beyrouth. M. Akif Haidar, le vice-président d'Amal, a précisé à la presse qu'il « était désormais sous la protec-

tion de son mouvement, que des vivres leur ont été acheminés et que deux médecins, dont l'un est palestinien, sont venus prodiguer des soins ». M. Haidar a de nouveau démenti que la situation soit « catastrophique » dans les camps. « Elle n'est pas prospère, mais il n'y a pas de famine », a-t-il dit, accusant les « combattants palestiniens de tenir en otage les civils de Bourj-el-Barajneh pour pouvoir obtenir des vivres et continuer à faire la guerre ».

Tel n'est pas l'avis de M<sup>me</sup> Pauline Cutting, un chirurgien britannique qui fait partie d'une équipe de quatre médecins étrangers présents dans le camp palestinien. « Même s'ils n'en sont pas encore réduits à se nourrir de chairs humaines, s'est-elle exclamée, les assiégés affaiblis du camp ne trouvent plus de chats et de chiens pour s'alimenter et n'ont plus rien à manger... A partir de vendredi, nous ne pourrions plus opérer ou avoir de l'électricité dans l'hôpital ».

La Syrie a d'autre part réaffirmé jeudi un arrêté interdisant des hostilités dans la « guerre des camps » du Liban qui oppose depuis plus de trois mois la milice chite Amal aux fedayins palestiniens, demandant à ceux-ci de se replier dans leurs

camps. Damas demande également que les camps de réfugiés palestiniens assiégés par Amal soient aussitôt ravitaillés, rapporte l'agence SANA, citant un porte-parole officiel.

Les miliciens intégristes pro-syriens du Hezbollah (Parti de Dieu) ont relâché jeudi soir à Beyrouth quatorze militaires syriens et onze libanais, membres d'une patrouille mixte, qu'ils avaient fait prisonniers quelques heures plus tôt.

Des responsables du Hezbollah ont remis les militaires syriens, puis les six soldats de l'armée libanaise et cinq gendarmes au siège des observateurs militaires syriens à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane). Les soldats portaient des traces de services corporels, selon une source du mouvement chite Amal.

Ces militaires avaient été faits prisonniers dans le quartier sunnite de Basta, à la suite d'un accrochage qui s'est produit à proximité de la caserne Fathallah, l'une des plus importantes du Hezbollah. Un milicien intégriste a été blessé au cours de l'affrontement et est décédé des suites de ses blessures, et un militaire syrien a été blessé. En outre, cinq véhicules militaires de la patrouille ont été brûlés. — (AFP, Reuters.)

### La débâcle de la monnaie

BEYROUTH  
de notre correspondant

De nouvelles prises d'otages, des vols d'abus, dix batailles de rues et même plusieurs voitures piégées n'auraient pas davantage attiré les Libanais que le dollar à plus de 100 livres libanaises (mercredi), à plus de 110 LL (jeudi), à plus de 120 LL (vendredi dès l'ouverture).

La débâcle de la monnaie libanaise, après son orageuse invulnérabilité durant les neuf premières années de la guerre, fait d'autant plus l'effet d'un cataclysme que les structures socio-économiques du pays sont fortement tournées vers l'étranger.

C'est vers le dollar, symbole de toutes les devises étrangères, que les regards se tournent donc, à commencer par ceux des plus démunis. Et le dollar s'envole : les autres monnaies encore plus avec un franc à 20 LL ce vendredi 13 février.

Paradoxe des paradoxes, ce pays, où l'on ne trouve plus un dollar sur le marché sans qu'il soit happé à l'instant, est assis sur un monticule de devises étrangères. Alors que les cours

de ces dernières montent chaque jour, ce qui partout ailleurs témoignerait d'une pénurie totale, jamais le Libanais n'en ont tant possédé : l'équivalent de 30 à 40 milliards de dollars, peut-être même plus, en bonnes devises bien liquides dans les meilleures monnaies, dollar bien sûr, mais aussi yen, deutsche-mark, franc suisse et autre florin. Plus encore : on estime que 20 à 25 % des familles détiennent des devises.

Mais pour les autres, pour les trois quarts de la population, c'est la paupérisation accélérée : la classe moyenne se tiers-monde et s'amerindie. La classe pauvre atteint la misère. Un chiffre l'exprime mieux que tout autre : en 1983, après neuf ans de guerre, à 1 100 LL, le salaire minimum équivalait à 2 000 FF, soit près des deux tiers du SMIC français d'alors ; aujourd'hui, à 3 300 LL, il représente 165 F, soit presque le trentième du SMIC.

Pour celui qui a un salaire faible ou même moyen, la monnaie de dollars serait une montagne que cela ne lui servirait de rien.

LUCIEN GEORGE.

### Expulsé de Cisjordanie en décembre

#### Le rédacteur en chef d'« Al Chaab » veut rentrer à Jérusalem

Il effectue une tournée en Europe afin de sensibiliser l'opinion

Expulsé de Cisjordanie le 28 décembre dernier, le journaliste palestinien Akram Hani, rédacteur en chef d'« Al Chaab », l'un des deux grands quotidiens en langue arabe de Jérusalem-Est, est fermement déterminé à rentrer chez lui.

De passage à Paris dans le cadre d'une tournée qu'il effectue en Europe afin de sensibiliser l'opinion publique à son cas et à celui des déportés politiques palestiniens, il se déclare disposé à retourner à Jérusalem « en prison s'il le faut, mais à la condition que l'on me garantisse un procès équitable ».

Le rédacteur en chef d'« Al Chaab » ne se fait pas d'illusions sur ses chances de pouvoir retourner à Jérusalem. « Sur les deux mille Palestiniens qui ont été déportés depuis l'occupation de la Cisjordanie, dit-il, seulement trois ont été autorisés

à regagner leurs foyers ». Il estime cependant que, si l'opinion publique internationale et surtout européenne se mobilise, tout deviendrait possible.

« Après tout, souligne-t-il, je ne demande pas une faveur, mais simplement le droit de pouvoir vivre dans le pays où je suis né ». Il s'ajoute toutefois, avec amertume, que les gens ne semblent pas s'intéresser au sort des déportés palestiniens.

« Beaucoup en Europe, dit-il, prétendent ignorer le problème palestinien. Cela leur évite de douloureux examens de conscience. Après tout, je ne suis pas un dissident soviétique. Mon nom n'est ni Sokolov ni Tchikharovski. Je ne suis qu'un simple journaliste et écrivain palestinien... »

### POINT DE VUE

#### Requiem pour un anthropophage

par Bernard Kouchner  
président  
de Médecins du monde

C'ÉTAIT autrefois une image, et voilà aujourd'hui qu'il se mangeant entre eux. Un dignitaire religieux, disciple de l'iran barbare, autorise l'anthropophagie au nom de Dieu. Est-ce l'ultime châtiment d'un peuple martyrisé dont les dirigeants ont toujours exclu toute logique de paix ?

Que les Palestiniens meurent, on en avait pris l'habitude. Qu'ils perdent la bataille en laissant de la guerre ne surprenait pas. Qu'ils succombent sous les bombes israéliennes ou sous les abus de leurs frères arabes, cela ne choquait plus.

Mais qu'ils se mettent à manger des cadavres, après en avoir défilé des casernes religieuses, et voilà que l'on trahisse. Révélé des consciences ou vérification de l'immonde loi du taphage ?

ce siège et ces atrocités. Il fut assassiné par Kachafi.

Sadeq Ghotzadeh. Toujours proche des chutes déshéritées, il prêchait la modération aux Palestiniens et organisait avec nous, médecins, des secours aux plus démunis. Ministre des affaires étrangères de l'Iran, il fut assassiné par l'imam Khomeiny.

Issam Sartout. Seul, parmi les dirigeants palestiniens, il osa rechercher les voies de la paix. Il fut assassiné par des Palestiniens.

Il y a longtemps que les axes d'honneur du Liban, d'où qu'ils viennent, ont produit l'effet inverse : une indifférence. Un massacre de plus n'y signifie plus rien. On y accepte l'inhumain comme un événement ordinaire. Mais l'approbation de l'acte par une autorité religieuse, la codification de l'immortel par des représentants de Mahomet sur la terre soulèvent le cœur et poussent à intervenir encore. Qui peut le tenter hors les éternelles organisations humanitaires ?

Que faire pour les Palestiniens du camp ravagé de Bourj-el-Barajneh ? On peut hurler notre indignation, dire notre dégoût et tenir de la sécurité.

Hurler d'indignation.

S'élever contre l'escalade de l'horreur sur cette terre d'otages et d'assassins. Les chrétiens n'ont plus de médicaments, les Palestiniens manquent de vivres, les juifs libanais sont assassinés un par un dans l'indifférence générale, et les chutes, déchirées entre la Syrie et l'Iran, sont devenues fous.

J'ai connu au Moyen-Orient trois hommes de paix.

L'imam Moussa Sadr, chef religieux des chutes du Liban. En son nom, en 1975 et en 1976, Bourj-el-Barajneh, quartier encerclé par les chrétiens, médecins, nous nous étions glissés pour porter secours aux Palestiniens et aux chutes mêlés. Les chutes assassinent aujourd'hui ces mêmes Palestiniens sous son portrait. Jamais un homme tel que l'imam Moussa Sadr n'aurait accepté

Tout les exploits militaires israéliens disparaissent derrière la ruée d'un parachutage de vivres sur le réduit palestinien, comme le demande le roi Hassan II. Faute de plus, le Syrie se pose, une fois de plus, en arbitre et s'installe dans l'indispensable en arrêtant dans l'extrême un massacre ininterrompu.

Tenter de la sécurité.

Médecins du monde repart au Liban, et nous allons nous efforcer, comme en 1984 et en 1985, de pénétrer dans ces ghettos désespérés où les noyeurs se poursuivent parce que les caméras y sont interdites. Nous essaierons encore, au nom du devoir d'ingénierie, du droit des victimes à être secourues et surtout pour nous-mêmes, parce que nous ne le supportons pas.

Mais en sachant qu'il est un degré d'infamie qui appelle la réponse des armes et non le soutien des secouristes, sans illusion et en criant : « Asses de l'encourager, assez de tous vous battre jusqu'au dernier Palestinien, jusqu'au dernier chrétien, jusqu'au dernier otage. »

### EN BREF

● ZAMBIE : Limogeage du ministre de l'intérieur. — Le président Mobutu a limogé le mardi 10 février son ministre de l'intérieur, M. Vundwa Te Pemako, et le maire de Kinshasa, M<sup>me</sup> Zuzi Wa Mbombo. Un décret indique que cette mesure fait suite à « un manquement grave à la discipline du parti », mais ne donne aucune précision à cet égard. M. Vundwa avait retrouvé son portefeuille de l'intérieur en octobre 1986 après une disgrâce de deux ans. Ancien recteur de l'université de Kinshasa, il avait tenté d'amorcer un dialogue avec l'Union pour la démocratie et le progrès social (UPDS), parti d'opposition interdit. Il est remplacé à l'intérieur par le ministre du budget, M. Duga Kugbe Toro. Le ministre des finances, M. Nyembo Shabani, cumule les fonctions avec celles de ministre du budget. — (Reuters.)

● Attaque éthiopienne dans le nord de la Somalie, selon Mogadiscio. — La Somalie a accusé, vendredi 13 février, l'Éthiopie d'avoir lancé, la veille, une « attaque terrestre » dans le nord de son territoire. Selon l'agence de presse officielle Soma, les forces éthiopiennes ont été repoussées après une opération, appuyée par des chars et des véhicules blindés, qui duré environ six heures dans six districts de la province du Togdheere, à la frontière de l'Éthiopie. Soma ne fait état d'aucune perte du côté somalien. Depuis décembre, cette région est le théâtre d'affrontements permanents entre les forces régulières somaliennes et le Mouvement national somalien (MNS — une des deux organisations en lutte contre le régime de Mogadiscio). Le MNS avait fait parler de lui récemment en enlevant une équipe de « Médecins sans frontières ». — (AFP.)

### La guerre du Golfe

#### Téhéran a été bombardée jeudi à trois reprises

Pour la deuxième journée consécutive, l'aviation irakienne a pris pour cible, jeudi 12 février, Téhéran et dix autres villes irakiennes.

Toutefois, a-t-il ajouté, l'Iran est disposé à entretenir des relations de bon voisinage avec son voisin du Nord, relations basées sur le respect mutuel et la non-ingérence.

M. Tarek Aziz  
reçu par M. Mitterrand

A trois reprises la capitale irakienne a été bombardée : une première fois dans la matinée dans le nord-est (dix personnes tuées ou blessées, selon les sources officielles), une deuxième fois en fin d'après-midi dans l'ouest et une dernière fois en début de soirée, où quatre explosions très fortes ont été perçues. Trois alertes aériennes maximales ont été déclenchées, suivies d'un intense tir de défense antiaérienne.

Après le deuxième bombardement, qui a provoqué une très vive réaction dans le ciel de la capitale, marquée comme un événement ordinaire. Mais l'approbation de l'acte par une autorité religieuse, la codification de l'immortel par des représentants de Mahomet sur la terre soulèvent le cœur et poussent à intervenir encore. Qui peut le tenter hors les éternelles organisations humanitaires ?

Tous les exploits militaires israéliens disparaissent derrière la ruée d'un parachutage de vivres sur le réduit palestinien, comme le demande le roi Hassan II. Faute de plus, le Syrie se pose, une fois de plus, en arbitre et s'installe dans l'indispensable en arrêtant dans l'extrême un massacre ininterrompu.

Tenter de la sécurité.

Médecins du monde repart au Liban, et nous allons nous efforcer, comme en 1984 et en 1985, de pénétrer dans ces ghettos désespérés où les noyeurs se poursuivent parce que les caméras y sont interdites. Nous essaierons encore, au nom du devoir d'ingénierie, du droit des victimes à être secourues et surtout pour nous-mêmes, parce que nous ne le supportons pas.

Mais en sachant qu'il est un degré d'infamie qui appelle la réponse des armes et non le soutien des secouristes, sans illusion et en criant : « Asses de l'encourager, assez de tous vous battre jusqu'au dernier Palestinien, jusqu'au dernier chrétien, jusqu'au dernier otage. »

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a indiqué, jeudi, au président Mitterrand que Bagdad jugeait « inacceptable » l'initiative de paix de l'ONU dans le conflit Iran-Irak, et rappela les « trois conditions » posées par l'Irak pour parvenir à « une paix globale ».

Le chef de la diplomatie irakienne, venu à Paris une semaine après le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a expliqué au président français que l'Irak « a toujours coopéré avec le Conseil de sécurité » et que « l'initiative des Nations unies est indésirable dans la mesure où elle a pour but une paix globale et non pas une trêve partielle des combats ».

Le cessez-le-feu, le retrait des belagérés sur les frontières internationales et la solution du problème des prisonniers de guerre constituent pour Bagdad les trois conditions absolues pour parvenir à cette paix globale, a expliqué M. Tarek Aziz.

Le président Mitterrand a, pour sa part, indiqué à son hôte que Paris soutient l'initiative de M. Perez de Cuellar. Il a réaffirmé que « rien n'est changé et rien ne changera dans les dispositions générales de la France par rapport à la guerre du Golfe ».

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 659572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontana

Directeur de la publication : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Favret (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontana, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Verneil.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$480 per year by Le Monde

c/o Speedpost, 45-45 39 th street, L.G.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at

New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.

P.A.C.L. 45-45 39 th street, L.G.L. N.Y. 11104.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 538 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Imprimé à la « Miro » 7, rue de la Harpe PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$480 per year by Le Monde

c/o Speedpost, 45-45 39 th street, L.G.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at

New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.

P.A.C.L. 45-45 39 th street, L.G.L. N.Y. 11104.

## Bernard DELEPLACE



### Une vie de flic

L'histoire d'une vie riche d'anecdotes, d'indiscrétions et de révélations.

au Vif du Sujet

GALLIMARD nrf

هذا من الاصل



Sydney Bowell; Robert N. Waring; Dennis Skinner; Ernie Roberts; Raymond Ellis; Andrew S. Bennett; Harry Cohen; Jeremy Barnham; Robin Corbett; Rob Clay; Ben Jackson; Alan Roberts; David Winkler; Ronald Wilson; Tony Evans; Ken Foster; Dave L. Anderson; David



## Europe

### TURQUIE

#### Un bilan des sévices dans les prisons

ANKARA  
de notre correspondant

M. Nevzat Halvacı, président de l'Association turque des droits de l'homme, fondée en juillet 1986, mais qui n'a toujours pas reçu toutes les autorisations nécessaires à son organisation, a déclaré au cours d'une conférence de presse, jeudi 12 février, à Ankara, qu'au moins 148 personnes sont mortes dans les prisons turques depuis le coup d'Etat de septembre 1980 ; 97 d'entre elles seraient mortes sous la torture (115 selon les autorités) et 52 se seraient suicidées ou seraient décédées par manque de soins. M. Halvacı a indiqué que la torture est en diminution depuis que l'opinion publique s'est emparée de la question à la suite des révélations faites à la presse par un policier turc en janvier 1986. Mais elle continue d'être pratiquée, malgré les pourparlers et les procès dont leurs auteurs sont désormais l'objet.

Le gouvernement avait implicitement admis la possibilité que ces pratiques n'aient toujours pas disparu en incluant la torture parmi les motifs pouvant justifier un recours individuel à la Commission européenne des droits de l'homme. Cette procédure de recours a été admise par les autorités d'Ankara fin janvier.

M. F.

### YUGOSLAVIE

#### Le régime s'irrite des libertés que prend la presse

BELGRADE  
de notre correspondant

Les autorités yougoslaves manifestent un nouveau et vif mécontentement à l'égard de la presse. Certaines rédactions propageraient l'idéologie bourgeoise et le nationalisme, disent-elles. Leurs articles sont à la disposition de l'opposition, déclarent-elles les auteurs de la guerre et de la révolution, supposent le système politique et économique. Un tel état de choses, selon la direction collégiale de la Ligne des communistes, exige une mise en ordre dans les rédactions, où les membres du parti sont invités à régler sans hésitation contre tous les « abus ».

Les critiques officielles concernent la quasi-totalité des publications pour la jeunesse, qui s'attaquent aux dirigeants et vont jusqu'à égratigner Tito lui-même, des journaux littéraires qui s'occupent de politique au lieu de culture et la plupart des périodiques. Ces derniers, si étonnant que cela puisse paraître dans un pays socialiste, abondent en textes négatifs. Leurs sujets préférés sont la corruption, les « investissements manqués », dans lesquels sont engloutis des milliards de dinars, l'enrichissement injustifié et ses répercussions sur les inégalités sociales.

Depuis plusieurs semaines, la revue *Duga* (Aro-en-ciel) fait l'objet de critiques obstinées. Confectionnée par un groupe de journalistes et de collaborateurs expérimentés, ayant des lecteurs dans toutes les parties de la Yougoslavie, *Duga* a été rappelée à l'ordre à plusieurs reprises pour avoir publié des textes « inacceptables pour notre société ». Il s'agit notamment d'un article « bienveillant » à l'égard des Tchétchènes, mouvement royaliste adverse, pendant la guerre, des partisans de Tito ; des Mémoires d'un ancien chef de cabinet de Tito, portant sur l'événement, en 1965, du ministre de l'Intérieur Rankovic et contredisant la version officielle ; d'une interview de M. Mijolko Todovic, l'un des dirigeants de la vieille garde du parti, aujourd'hui à la retraite et qui a prêté en substance l'établissement d'un système politique multipartite, etc. Comme la rédaction a refusé de faire son autocritique, son rédacteur en chef a été contraint de se démettre de ses fonctions, et il ne sera probablement pas le seul à quitter *Duga* dans les prochains jours.

L'avenir de *Duga* n'est pas la seule raison de la nervosité actuelle dans les milieux journalistiques. On apprend, en effet, que M. Dusan Bogavac, ancien rédacteur du *Komunist*, exclu du parti et de la rédaction pour divers « excès » et « déviationisme » (le *Monde* du 21 août 1986), a mis au point le projet d'un « fonds de solidarité » destiné à soutenir les condamnés pour dix ans de prison d'intellectuels, d'anciens hommes politiques et de deux cent cinquante de ses confrères.

PAUL YANKOVITCH.

### PORTUGAL : en dépit de l'opposition de l'Eglise et du président Soares

#### La loi sur les radios est adoptée par le Parlement

LISBONNE  
de notre correspondant

« Les partis de la gauche parlementaire ont affronté l'Eglise catholique ; ils se sont opposés ainsi à la conscience de la majorité du peuple portugais » : telle a été la réaction de la direction de Radio-Renaissance, propriété de l'Eglise catholique portugaise, après le vote de l'Assemblée, le jeudi 12 février, confirmant un projet de loi sur la radio déjà approuvé en première lecture le 22 décembre dernier (le *Monde* du 25 décembre 1986). La polémique avait été suscitée par des articles de ce projet qui retravaient Radio-Renaissance et à une station publique appelée Radiodiffusion portugaise deux réseaux nationaux de fréquence qui leur avaient été attribués à titre provisoire en octobre 1985.

Considérant que le texte de la loi se révélait « hautement controversé », le président de la République, M. Mario Soares, s'était alors opposé à sa promulgation immédiate en usant de son droit de veto.

Cette attitude, associée à la campagne déclenchée par l'Eglise, a profondément impressionné les députés de quelques-uns des partis qui s'étaient prononcés en faveur de la loi. M. Victor Constancio, secrétaire général du PS, en a appelé à « bon sens » des députés de son

parti. De son côté, le général Eanes, président du Parti rénovateur, a publiquement reconnu la « justesse » des réclamations de l'Eglise.

Les prises de position de ces deux dirigeants n'ont pourtant pas modifié le vote des députés de leur formation respective. En effet, cent trente et un parlementaires, c'est-à-dire les représentants du PS, du PRD, du Parti communiste, du Mouvement démocratique portugais ainsi que le député du parti des Verts, ont confirmé leur vote de décembre 1986. Les cent quatre députés du Centre démocratique et social, organisation affiliée à l'Union européenne des démocrates chrétiens, et du Parti social-démocrate actuellement au pouvoir, s'y sont opposés, comme ils l'avaient déjà fait lors du premier débat.

Le président de la République dispose désormais d'un délai de huit jours pour promulguer la loi. Il peut néanmoins saisir le Tribunal constitutionnel au cas où il considérerait que certains aspects du texte sont en contradiction avec la Loi fondamentale. Ensuite, le gouvernement doit, dans les trente jours qui suivent cette promulgation, adopter les décrets d'application. Ce n'est qu'après ces procédures que les concours d'attribution des réseaux nationaux de fréquence sera ouvert.

JOSÉ REBELO.

### ITALIE

#### M. Ugo Stille devient directeur du « Corriere della sera »

ROME  
de notre correspondant

Le *Corriere della sera*, le plus prestigieux des quotidiens italiens, change de directeur, a-t-on appris le jeudi 12 février. Piero Ottolenghi laisse son poste à Ugo Stille, soixante-sept ans, jusqu'à la fin de l'année, correspondant du journal à Washington. Piero Ottolenghi avait succédé, en 1984 à Alberto Cavallari, lui-même en poste depuis la grave crise en 1981 au cours de laquelle il avait été découvert que le journal était tombé entre les mains de la Loge P2.

Ce changement survient à un moment de relative incertitude pour le *Corriere*. Sa prééminence en matière de tirage (environ 500 000 exemplaires) est aujourd'hui contestée par le succès de la *Repubblica*, créée en 1976.

La rumeur d'un départ anticipé de Piero Ottolenghi considéré comme favorable à l'actuel président du conseil, M. Bettino Craxi, circule depuis quelques semaines. Beaucoup de commentateurs ont donc lié ce mouvement à l'approche du

« passage de relais » au début du printemps à la tête du gouvernement entre socialistes et démocrates chrétiens.

Le *Corriere* avait par ailleurs fait connaître son intention d'entreprendre une offensive pour tenter de reprendre le flambeau à la *Repubblica*.

Le choix de M. Ugo Stille ne paraît cependant confirmer aucun de ces objectifs supposés ou réels. Ugo Stille avait été contraint de s'exiler en 1941 en raison des lois antisémites promulguées par Mussolini. Il revint en Italie en 1943 dans les rangs de l'armée américaine. A la fin de la guerre, il fut ambassadeur du *Corriere* et servit comme correspondant aux Etats-Unis. Personnalité indiscutée et professionnel respecté, Ugo Stille est cependant resté constamment éloigné de la rédaction et prend la direction à un âge avancé, ce qui cadre mal à première vue avec un projet de relance, à moins que cette nomination ne soit que transitoire.

JEAN-PIERRE CLERC.

## Diplomatie

### M<sup>me</sup> Thatcher aux Etats-Unis : « S'il vous plaît, consultez vos alliés ! »

M<sup>me</sup> Thatcher a tenu à donner un caractère public aux inquiétudes apparues en Europe à la suite des intentions prêtées aux Etats-Unis de déployer plus vite que prévu un réseau de protection antimissile et d'abandonner ou de modifier le traité ABM de 1972, qui limitait ces systèmes d'armes. Parant mercredi 11 février en présence de M. Craxi, le chef du gouvernement italien, en visite à Londres, le premier ministre britannique a déclaré : « Nous avons tous deux exprimé notre espoir que les Etats-Unis consultent de près leurs alliés sur les problèmes relatifs à l'intégrité de la défense stratégique. Notre message est : s'il vous plaît, consultez vos alliés sur une affaire qui est si vitale pour nous. »

Ce n'est pourtant pas précisément dans cette direction que l'on s'oriente à Washington, si l'on en croit M. Kenneth Adelman, chef de l'Agence américaine pour le contrôle des armements et le désarmement. Partant mercredi devant une réunion d'anciens combattants, M. Adelman a dit des Européens et du désarmement qu'il s'agit de « la dernière chance de voir les Etats-Unis s'orienter à une interprétation « étroite » du traité ABM : « Je ne pense pas qu'ils soient qualifiés pour nous dire quelle est la bonne interprétation du traité ABM. Il est bon de recueillir les avis des alliés sur tout, mais il vaut mieux recueillir leurs vues

sur des sujets qu'ils connaissent mieux. »

Les Etats-Unis ont, par ailleurs, procédé mercredi à un nouvel essai nucléaire dans le Nevada, le deuxième de l'année après celui du 3 février. Sans commentateur est intervenu, M. Guerresimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a accusé les Etats-Unis, dans un entretien paru jeudi 12 dans le quotidien ouest-allemand *Bild*, de faire preuve d'« immobilité » aux négociations de Genève, le résultat étant que les conditions d'une rencontre au sommet entre M. Reagan et Gorbachev « ne sont pas réunies actuellement ».

Enfin, l'AFP rapporte de Vienne, en marge de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), que des discussions informelles entre l'OTAN et le pacte de Varsovie sur le façon d'aborder de futures négociations sur le désarmement classique en Europe « de l'Atlantique à l'Oural » commenceront mardi prochain 17 février, sous la forme d'un petit déjeuner de travail à l'ambassade de France dans la capitale autrichienne.

Selon un compromis franco-américain conclu en décembre à Bruxelles, les négociations à venir sur un éventuel désarmement dans toute l'Europe se tiendront sous l'égide de la CSCE et de ses trente-cinq pays membres, mais elles seront menées concrètement par les deux alliances militaires.

## Afrique

### Dans l'attente d'une offensive libyenne

#### Guerre d'escarmouches au Tchad

(Suite de la première page.)

Or le gouvernement de N'Djamena avait annoncé, le 21 janvier, que l'armée tchadienne avait pris le contrôle de Zouar. « L'annonce est en débandade », indiquait-on à N'Djamena. Force est de constater qu'une semaine après cette « victoire », un avion libyen se posait sans difficultés apparentes sur la piste de l'aéroport. Les prisonniers mauritaniens sont formels : lorsqu'ils étaient à Zouar, ils ont vu beaucoup de chars libyens. L'officier libyen (de race blanche), dont dépendent ces supplétifs, était un certain « commandant Senoussi », et ils estiment que plusieurs centaines de soldats libyens étaient sur place...

A l'évidence, sauf en ce qui concerne les données de leur « couverture », les affirmations de ces prisonniers ne sont pas à prendre au pied de la lettre. Leur histoire illustre cependant la difficulté de se faire une idée exacte de la situation militaire dans le Tibesti. La radio nationale tchadienne a annoncé que des bombardements libyens ont eu lieu, lundi 9 et mardi 10 février, sur Zouar et Fada, puis, mercredi, le « néo-GUNT » (appellation pour qualifier les éléments tchadiens alliés à la Libye et dont le chef politique est M. Achekikh Ibn Omar) a affirmé que ses troupes doivent mener une « violente attaque » contre Fada, ce que N'Djamena dément.

Dans le Tibesti, il semble que les FAP (Forces armées populaires, le mouvement de M. Goukouni Oueddei), l'empêchant le plus souvent sur les troupes libyennes. Celles-ci s'obtiennent en effet à conduire une guerre d'embuscades et d'escarmouches avec des chars lourds, qui sont des cibles faciles pour les petits détachements tchadiens très mobiles. Tout comme dans l'Ennedi, région dont le relief est pourtant très différent, les

Libyens combattent dans le Tibesti selon un ordre de bataille et une tactique copiés sur le modèle soviétique. Leurs troupes n'avancent que derrière une « cuirasse » blindée, ce qui est exactement l'inverse de la guerre de « rezou » menée par les Tchadiens.

La situation ne semble guère avoir changé dans la zone de Fada, qui est contrôlée par l'armée du président. Hissène Habré, bien que Tripoli masse des troupes au nord-ouest de cette localité. Ainsi, environ 1 500 soldats libyens auraient été concentrés à une dizaine de kilomètres d'Ouadi-Doum, la grande base aérienne libyenne dans le nord du Tchad, et, selon une source sûre, ces éléments auraient été baptisés « Groupe de libération de Fada ».

### Un chantage de Tripoli ?

On affirme, de source tchadienne, que le raid lancé le 7 janvier par la chasse française contre les installations radar d'Ouadi-Doum, a été plutôt inefficace. Le radar de surveillance de l'aérodrome, de fabrication soviétique, et de type « tall rods » (appellation de l'OTAN), n'a rien à voir avec un radar classique comme le « flat face » de surveillance lointaine, qui à l'aspect d'une parabole tournante. Il est constitué d'environ huit pylônes reliés par un champ d'antennes. Ce sont quelques-unes de ces antennes qui ont été détruites lors du raid des Jaguar français. Seulement, indique-t-on, de même source, les antennes étaient remplacées trois heures après et le radar fonctionnait alors normalement. A l'époque, Paris avait annoncé que la « riposte » française avait rendu l'aviation libyenne « aveugle » pour une longue période...

A N'Djamena, l'état-major militaire français observe un mutisme total sur le « redéploiement » du dispositif épervier dans l'est du pays.

Il apparaît, toutefois, que ce dispositif « anti-chars et anti-aérien » est, notamment, destiné à empêcher toute infiltration d'éléments libyens par l'ouest du Soudan. On fait état, à N'Djamena, de la présence libyenne dans le Darfour (à l'ouest du Soudan), dans la région comprise entre El Fasher et la frontière tchadienne. Un accord de coopération existe entre cette région et celle de Khoufra, en Libye, ce qui, officiellement, justifie la présence de « coopérateurs agricoles » et d'« agromomes » libyens.

Un accord tacite avait été conclu entre les autorités soudanaises et tchadiennes : Khartoum s'engageait à interdire cette zone frontalière aux troupes libyennes ; en échange, N'Djamena ne permettait pas aux maquisards du colonel John Garang, chef de la rébellion dans le sud du Soudan, de s'approvisionner en territoire tchadien. Or, manifestement, Khartoum n'a pas tenu ses engagements. Selon un haut responsable tchadien, « plus de deux mille Libyens » sont disséminés dans la région du Darfour. D'autres Libyens se sont infiltrés dans les camps de réfugiés situés dans la région d'El Geneina, à moins de 50 kilomètres de la localité tchadienne d'Adre, située juste sur la frontière. Enfin, des « coopérateurs » libyens poursuivent la réfection de la piste de l'aéroport d'El-Fasher.

Il semble que le gouvernement de Khartoum, qui est loin de contrôler le sud du Soudan – soit victime d'un chantage de la part de Tripoli : la Libye pourrait fort bien, comme elle l'a fait dans le passé, fournir une aide militaire à la rébellion soudanaise si les autorités de Khartoum ne se montrent pas favorables à une « fructueuse coopération » avec « leurs frères libyens », notamment dans l'ouest du Soudan.

Ce problème a été évoqué lors de la visite que M. Ali Hassan Tadjedine, membre du Conseil suprême soudanais, vient d'effectuer à N'Djamena.

Certes, officiellement, il a été question de la médiation soudanaise dans le conflit tchadien. L'émisaire de Khartoum, qui se trouve être le fils du sultan d'El Geneina, a même indiqué qu'il était parvenu à un « accord de principe », à ce sujet, avec le président Hissène Habré. Mais les autorités de N'Djamena sont devenues très sceptiques devant ces multiples offres de médiation. « Qui sait, le Lesotho ou la principauté de Monaco ont peut-être aussi un « plan de paix » pour le Tchad », souligne ironiquement un proche du président Habré.

FRANCIS DERON.

LAURENT ZECCHINI.

## Océanie

### NOUVELLE-ZÉLANDE : M. Lange embarrassé

#### Le ministre des affaires maories au cœur d'une polémique

A six mois des élections législatives, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, va devoir marcher sur la pointe des pieds à la suite d'une campagne de l'opposition mettant en cause le ministre responsable de la minorité maorie. L'affaire a éclaté au grand jour le 16 décembre lorsque un représentant de l'opposition chargé des affaires concernant cette communauté a profité devant le Parlement d'une série de documents destinés à montrer que le département des affaires maories s'apprêtait à verser une commission de sept millions de dollars à des hommes d'affaires douteux afin d'obtenir un prêt, de toute façon très hypothétique.

Ce prêt, d'un montant de trois cent millions de dollars, était censé provenir du Proche-Orient par l'intermédiaire de financiers établis en Allemagne de l'Ouest et à Hawaï. Il aurait permis le financement d'entreprises maories, répondant en cela au souhait du gouvernement de voir cette communauté se prendre en charge économiquement plutôt que de s'en remettre uniquement aux fonds publics pour son développement.

Dans le collimateur de l'opposition, naturellement, se trouve le ministre des affaires maories, M. Koro Wetere, un des quatre députés élus par les Maoris au Parlement. M. Wetere a offert sa démission, que le premier ministre a refusée le 8 février. Le ministre affirme avoir tout ignoré du projet de prêt, mais chercherait à obtenir un nouveau vote de confiance des siens, afin de lever les Maoris de tout soupçon.

M. Lange, quant à lui, n'entend pas céder à l'opposition, qui met en doute le respect des principes de responsabilité ministérielle au sein de son gouvernement. Il assure que M. Wetere n'a commis aucune faute, même s'il ne s'est pas montré très avisé en ordonnant de façon un peu tardive à ses subordonnés de mettre un terme à leurs agissements.

Mais les Maoris placent d'un poids non négligeable sur l'électeur néo-zélandais : ils représentaient, au recensement de 1986, 12 % de la population. Aussi M. Lange a-t-il dû prendre son bâton de pèlerin et se rendre, depuis, auprès des chefs de

deux communautés maories afin de calmer les esprits et de les rassurer sur le sort de leur représentant au sein du cabinet. La balle est désormais dans le camp de l'opposition, apparemment décidée à produire, d'ici les élections prévues à l'automne, la preuve qu'un pot-de-vin allait bien être versé.

FRANCIS DERON.

LAURENT ZECCHINI.

### OSEZ REGARDER L'EUROPE EN FACE !



EDITIONS RIVAGES/LES ECHOS

حکومت من الامم



# Politique

La majorité après les initiatives de l'ancien chef de l'Etat

## M. Jacques Chirac voudrait éviter la réduction de la durée du mandat présidentiel

M. Jacques Chirac devait quitter Paris le vendredi 13 février pour Toulouse, pour une visite consacrée à la recherche et à l'industrie spatiales, d'une part, à l'aéronautique, d'autre part. Le premier ministre devait s'entretenir avec les élus de la région, à la préfecture, au cours d'un dîner, auquel M. Lionel Jospin et les autres parlementaires socialistes avaient décidé de ne pas participer. Le premier secrétaire du PS devait être présent, en revanche, à la réception offerte auparavant au Centre national d'études spatiales. Samedi, M. Chirac devait assister à la sortie d'usine de l'Airbus A-320, en présence du prince et de la prin-

cesse de Galles et de nombreux ministres européens. Le chef du gouvernement entreprend ce deuxième voyage en province, après l'Alsace, alors que la majorité attend qu'il détermine sa position sur la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel, projet relancé par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Dans le camp des « contre », se rangent aussi, à l'UDF, les centristes, M. Jean Lecanuet, hostile au projet Pompidou en 1973, le demeure, mais son attachement à la présidence de l'UDF pourrait, il est vrai, le conduire à s'adapter aux circonstances.

La démarche de M. Giscard d'Estaing est soutenue, en effet, par M. François Léotard et ses amis du Parti républicain. M. Jacques Douffignies, ministre délégué aux transports, s'est déclaré « très favorable » à ce projet, en marquant sa préférence pour la procédure du Congrès plutôt que celle du référendum. C'est aussi contre un référendum que s'est prononcé M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, craignant qu'il ne tourne au « plébiscite » pour M. Mitterrand.

A gauche, tandis que les communistes demeurent favorables au septennat, M. Lionel Jospin observe que l'ancien président de la République « a ajouté une pomme au kilo de pommes de discorde dans la majorité ».

M. Giscard d'Estaing a donné « un joli coup de pied dans la fourmière », disait-on jeudi à Matignon. Il faudra quelques jours aux journaux pour se remettre en rangs.

PATRICK JARREAU.

## Les cinq quinquennats

par Olivier Duhamel  
professeur à l'université  
Paris-X-Nanterre  
et à l'institut d'études  
politiques de Paris

La proposition de Valéry Giscard d'Estaing de raccourcir le mandat présidentiel pose la question de savoir quel quinquennat il conviendrait d'instituer puisqu'il en existe au moins cinq types différents, de la réforme à la plus profonde révision de la Constitution.

1) Le quinquennat élargi. — Même le partisan le plus farouche du maintien du septennat, M. Raymond Barre, admet que sept ans de pouvoir présidentiel, sans renouvellement de la confiance populaire, sont une durée trop longue dans une démocratie moderne. Aussi est-il partisan du quinquennat élargi, puisqu'il considère que le président est tenu d'engager sa responsabilité lors des élections législatives, et que celles-ci ont lieu au moins tous les cinq ans.

En outre, Raymond Barre étant partisan de dissoudre l'Assemblée au lendemain de son éventuelle élection à la présidence, c'est bien un mandat de cinq ans qu'il demande au peuple français, éventuellement reconduit pour deux ans aux élections législatives de 1993. Son schéma a l'avantage de ne pas impliquer une révision constitutionnelle, et l'inconvénient d'être subordonné au bon vouloir du président en exercice quant à l'engagement effectif de sa responsabilité.

2) Les quinquennats dissociés. — Valéry Giscard d'Estaing propose alors la révision minimale de la Constitution, puisqu'elle se limiterait à un mot. Il ne précise pas quelle durée devrait se substituer aux sept ans, probablement parce que ses préférences vont vers six ans, mais qu'il ne veut pas pouvoir espérer une majorité qui sur cinq ans. En toute hypothèse, l'ancien président ne souhaite pas la concordance des mandats, et ne prône pas la dissolution au lendemain de la présidentielle de 1988. Son schéma a l'avantage d'une révision limitée, mais l'inconvénient, plus encore que dans l'idée barrière, de laisser subsister une grande dissociation des mandats, avec la précarité du pouvoir et le désordre des rythmes électoraux en découlant. Le président élu en 1988 pour cinq ans n'aurait en réalité que quatre ans de tranquillité devant lui. Et l'Assemblée actuelle, renouvelée en 1991, ne serait assurée de la survie jusqu'à la présidentielle de 1993. On ne sortirait guère de la campagne électorale quasi-permanente.

3) Le quinquennat de fait. — Pour régulariser nos rythmes électoraux, il suffirait de combiner les idées giscardiennes et barrières : que le mandat présidentiel soit ramené à cinq ans, que l'élection présiden-

tielle soit, par la dissolution, immédiatement suivie d'élections législatives. Ainsi les nouveaux pouvoirs seraient-ils en place pour cinq ans. La coïncidence des mandats serait établie de facto. Et si la majorité parlementaire ne coïncidait pas avec la majorité présidentielle, c'est que le corps électoral l'aurait vraiment voulu, s'étant prononcé en connaissance de cause et quasiment au même moment. Ce schéma a l'avantage de la souplesse, mais l'inconvénient d'être décrié en cas de dissolution en cours de mandat.

4) Le quinquennat obligé. — Le rythme quinquennal peut être imposé par une révision constitutionnelle un peu plus importante, liant dissolution et élection présidentielle. Etant donné que toute dissolution en cours de mandat présidentiel engage, en vérité, la responsabilité du chef de l'Etat, la consécration juridique de cette convention ne serait pas aussi révolutionnaire qu'on le croit parfois. Quant à l'objection parfois avancée d'un risque d'une vacance du pouvoir, on y remédierait en prévoyant que ce cas n'ouvre pas l'interim et que le président reste en fonction jusqu'aux termes des élections générales. Ce schéma a l'avantage de renvoyer les deux principaux pouvoirs devant les électeurs en cas de désaccord, mais l'inconvénient d'avoir, de ce fait, peu de chances d'être proposé par les acteurs politiques.

5) Le quinquennat à l'américaine. — Reste alors une réforme plus radicale encore, l'adoption d'un véritable régime présidentiel. Président et Assemblée seraient élus pour cinq ans, le premier ministre disparaîtrait, le droit de dissolution et la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée seraient supprimés. Un vice-président ferait la jonction en cas de vacance de la présidence. La tentation américaine est forte chez nombre de libéraux, centristes et socialistes. Les uns y voient le moyen pour la gauche de revenir au pouvoir, la voie présidentielle paraissant plus prometteuse que la voie parlementaire. Les autres espèrent y trouver un moyen de gouverner sans passer sous les fourches caudines du puissant RPR, relégué dans le contrôle parlementaire. Tous espèrent un vrai renouveau du Parlement, débarrassé des obligations de la discipline majoritaire. Ce schéma a l'avantage de s'inspirer d'un modèle qui fonctionne assez bien, mais l'inconvénient d'impliquer un bipartisme simple dont nous sommes encore éloignés et sans lequel la cohabitation obligée risque de tourner à l'affrontement des pouvoirs.

Ainsi, derrière le quinquennat présidentiel, c'est l'organisation de notre démocratie qui est en cause. Tel est l'intérêt principal de la question soulevée par Valéry Giscard d'Estaing. Telle est aussi la raison pour laquelle elle risque d'être sans suite.

## En Polynésie française

### M. Teuira succède à M. Flosse à la présidence du gouvernement territorial

PAPEETE  
correspondance

M. Gaston Flosse a abandonné la présidence du gouvernement de la Polynésie française, mais il conserve le contrôle de ce pouvoir par personne interposée. Telle est la conclusion qui s'impose après l'élection, le jeudi 12 février, à la tête du gouvernement territorial, de M. Jacques Teuira, qui présidait jusqu'à présent l'Assemblée locale, où le parti de M. Flosse — le Taharua Huiraatira (Rassemblement du peuple) — dispose de la majorité absolue et qui était le candidat désigné par le conseil politique, puis le comité central de cette formation.

Avant le scrutin, M. Teuira avait indiqué que s'il était élu il reconduirait sans changement l'équipe ministérielle mise en place en mars dernier par M. Flosse, confirmant ainsi sa réputation d'homme lige du secrétaire d'Etat, chargé des problèmes du Pacifique sud.

Son M. Alexandre Léontieff, député RPR, aurait pu contraindre la démarche de MM. Flosse et Teuira. Le premier vice-président du Taharua Huiraatira n'avait pas exclu, en effet, d'opposer sa propre candidature à celle du candidat officiellement choisi par son parti. Devant le conseil politique du mouvement, M. Léontieff avait fait savoir qu'il souhaitait, pour sa part, sensiblement modifier la composition du gouvernement du territoire et l'ouvrir, en particulier, à certains membres de l'opposition. Or M. Léontieff, mis en minorité, avait ensuite annoncé, mercredi, qu'il refuserait de faire partie, le cas échéant, du gouvernement de M. Teuira après avoir occupé les fonctions de ministre de l'économie,

du plan, du tourisme et de la mer dans celui de M. Flosse.

M. Teuira, cinquante-quatre ans, maire d'Arue depuis 1972, conseiller territorial depuis 1969, président de la Société d'équipement de Tahiti et de ses îles (SETIL) et du syndicat central de l'hydraulique, est souvent taxé, comme M. Flosse, d'autoritarisme par les élus de l'opposition.

Son élection provoque déjà de vives réactions. Selon M. Marins Rasputa, conseiller partisan de l'indépendance-association, la démission de M. Flosse « n'est qu'une force dont personne n'est dupe ». Pour M. Drollet (indépendantiste), la politique menée jusqu'ici par la majorité locale ne doit pas demeurer « dictatorial ». « Je continuerai à appliquer scrupuleusement le programme de gouvernement du Taharua Huiraatira », lui a répondu le nouveau chef de l'exécutif local.

Toute la question est maintenant de savoir si cette perspective de continuité pourra permettre de ramener le calme en Polynésie après une période de tension sociale et politique.

● NOUVELLE-CALÉDONIE : M. Jospin « inquiet ». — M. Lionel Jospin, qui était, jeudi 12 février, l'invité d'Europe 1, s'est déclaré « inquiet » de la politique du gouvernement en Nouvelle-Calédonie. Il a estimé que le ministre des DOM-TOM « court le risque de réveiller les antagonismes » dans le territoire : « Je crois que M. Pons a tort de vouloir miser à ce point les représentants du mouvement indépendantiste, a-t-il déclaré. Il risque de pousser ce mouvement à vouloir démontrer sa présence. »

## Le camp des « contre »

M. Mitterrand ayant exprimé, au début de l'année, ses réserves sur le référendum M. Chirac peut escompter que le président de la République ne donnera pas suite à la proposition de son prédécesseur. A défaut, le premier ministre pourrait tirer profit d'un vote du Congrès. A défaut encore, il peut estimer que les députés de la majorité, saisis d'une proposition de loi constitutionnelle de M. Giscard d'Estaing, qui conduirait obligatoirement à un

La reprise du projet Pompidou donne lieu à un débat juridique sur la validité d'une procédure dont les deux temps — vote par chaque Assemblée, puis adoption définitive — seraient séparés par quatorze ans, par deux présidences et trois législatures, mais elle a l'avantage de remettre la décision entre les mains du président de la République. M. Chirac peut dire que le problème soulevé par M. Giscard d'Estaing ne concerne pas le premier ministre et que l'ancien chef de l'Etat doit

se adresser à M. François Mitterrand. Ensuite, cette procédure permet de réunir le Parlement en Congrès plus tôt que d'organiser un référendum. Dans cette hypothèse, le premier ministre défendrait devant les députés et les sénateurs le projet Pompidou et pourrait recueillir le bénéfice de son adoption par les trois cinquièmes des parlementaires, qui pourrait apparaître comme une sorte de super vote de confiance. Un référendum, au contraire, tendrait à donner les premiers rôles à M. Mitterrand et Giscard d'Estaing et à réduire M. Chirac — et peut-être le gouvernement et la majorité avec lui — à jouer les utilités.

## Le RPR s'oppose à la réforme de la Constitution

(Suite de la première page.)

D'autant qu'il se refuse soigneusement à accorder l'idée d'une nouvelle candidature dont il n'a pas envie, affirme-t-il, et qui, en tout cas, répète-t-il, est le cadet de ses soucis. Quant au recours au référendum — l'une des deux voies possibles pour une réforme constitutionnelle avec le vote du Congrès à la majorité des trois cinquièmes, — il s'en « méfie », bien qu'il ait exprimé son vœu de ne pas laisser cette procédure « tomber en désuétude ». Les Français « répondent toujours à la question qui ne leur est pas posée », remarque M. Mitterrand le 6 janvier, deux jours après que M. Giscard d'Estaing ait annoncé, au « Grand Jury RTL-le Monde », que le référendum aurait lieu. Le chef de l'Etat avait ajouté : « Au-delà d'une date raisonnable cette année, [il] deviendrait inopportuniste et pourrait apparaître comme un élément de campagne politique ».

Il y avait donc tout avantage à ce qu'une pareille initiative vienne

d'ailleurs. Le débat autour de la question soulevée par M. Giscard d'Estaing fait opportunément apparaître que la responsabilité présidentielle de la décision appartient, finalement, à celui qui est le plus embarrassé de tous, M. Jacques Chirac. Le premier ministre doit faire face à une majorité que le sujet divise et préférerait évidemment que l'on parle d'autre chose. Il peut, devant ses alliés et face à l'opinion publique, invoquer un argument de poids : il importe pour un chef de gouvernement, de s'occuper de ce qui intéresse la France, des questions de première nécessité (économie et emploi) plutôt que d'écarter la majorité sur le subalterne.


## Retournement et complétude

Voici donc M. Chirac, et accessoirement M. Barre, pris en étau, provisoirement, entre MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing. Le premier ministre n'a d'ailleurs pas tardé à essayer de desserrer l'étau. M. Toubon, secrétaire général du RPR, et M. Borotra, porte-parole, ont organisé le tir de barrage. « La priorité n'est pas aux manœuvres politiques », estime le premier. « L'année 1987 est trop importante pour qu'on se paye le luxe d'une campagne électorale », ajoute le second.

Quel curieux retournement de la petite histoire ! Deux hommes séparés par d'âpres combats politiques (victoire de M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974, puis de M. Mitterrand sept ans plus tard) paraissent aujourd'hui, la complexité des hommes d'Etat. Le plus paradoxal dans l'aventure serait que ni l'un ni l'autre ne soit candidat en 1988.

La rencontre entre l'ancien et le nouveau président, en juillet 1984, à Chamalières, dans la mairie auvergnate de M. Giscard d'Estaing, aurait dû mettre la puce à l'oreille. Ce jour-là, en pleine querelle scolaire, M. Giscard d'Estaing, alarmé par la « déstabilisation » des Français, avait demandé publiquement à M. Mitterrand de « prendre une initiative de nature à débloquer la situation ». Six jours plus tard, M. Mitterrand annonçait le retrait du projet de loi sur l'enseignement privé et avançait l'idée d'organiser un référendum sur l'élargissement du champ référendaire à des sujets de société. Favorable depuis longtemps au prin-

# FAITS & ARGUMENTS



Abonnez-vous en téléphonant gratuitement au 05 20 08 30 ou en renvoyant ce bulletin à B.A. FAITS & ARGUMENTS

B.P. 102 - 92356 La Pléiade Robinson Cedex.

Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

Abonnement France : 140 F

Etranger : 190 F

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de G.E.S.E.C.O.M.

Non

Adresse



# Politique

M. Stasi se retire devant M. Giscard d'Estaing

## Les forçats de l'union

M. Bernard Stasi jette le gant, mais les centristes ont décliné les poings serrés dans les poches. Ainsi peut-on, d'une image, résumer la longue réunion de trois heures du bureau politique du CDS du jeudi 12 février, provoquée au lendemain de l'annonce officielle de la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

A l'issue de cette réunion, comme il l'avait fait d'entrée devant ses amis, M. Stasi a expliqué en ces termes sa décision de se retirer de cette course par trop inégale : « Ma décision a été inspirée par deux considérations. D'abord le respect de la parole donnée : en octobre dernier, j'étais allé voir M. Giscard d'Estaing pour lui dire que s'il était candidat à ce poste, je ne me présenterais pas. M. Giscard d'Estaing m'avait répondu que ce poste ne l'intéressait pas. Mercredi soir, l'ancien président a changé d'avis. Moi je n'ai pas changé d'avis, je tiens mes engagements. Ma décision s'inspire également de mon souci et de celui de mes amis du CDS de préserver l'union de la majorité. La situation actuelle crée un certain malaise dans la majorité et, contrairement à certains qui prétendent donner des leçons, le CDS n'a jamais manqué à l'esprit d'union. Le CDS veut donner aujourd'hui une nouvelle démonstration de sa constante loyauté au moment où la majorité, au lieu de se diviser sur des problèmes secondaires, doit unir ses forces pour lutter contre le chômage, pour poursuivre le redressement économique et pour préparer l'élection présidentielle. »

Cette déclaration de M. Stasi a été approuvée à l'unanimité par le bureau politique du CDS. Ce n'est pas ce texte qui a nécessité trois heures de débat, mais plutôt la façon de « gérer politiquement » ce recul, de faire comprendre que tout en donnant l'impression une fois de plus de se coucher, les centristes ont

la « ferme » intention de se tenir droit dans la majorité. Personne au cours de cette réunion n'a, en vérité, osé avancer l'hypothèse d'un départ du gouvernement. M. Stasi expliquant en substance qu'il était d'avance assuré que pas une voix du RPR ne lui aurait fait défaut si l'UDF l'avait investi.

### « Faire gagner Mitterrand »

Ce sont plutôt les oreilles de M. Giscard d'Estaing et des responsables du Parti républicain qui ont dû siffler au cours de cette soirée. Haro sur « ceux qui disent alors que l'on prend le prétexte de l'union ». Sur ce Giscard « qui ne cherche qu'à flatter le bœuf », « qui s'amuse à faire tous les coups pour faire gagner Mitterrand ». Et que dire de ces libéraux qui « se posent en donneurs de leçons d'union », mais qui « font la course en faussant constamment les règles du jeu ». Au sein de l'UDF, a déploré M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, il y a maintenant deux sortes de gens : « ceux qui sifflent leurs amis » et « ceux qui cherchent à les dépasser en étant loyaux et honnêtes ».

En fait, les centristes se sont vite persuadés qu'après l'entrée en lice de M. Giscard d'Estaing, qui n'a même pas eu — ont-ils regretté — la correction de prévenir M. Stasi, le choix était entre le retrait et un nouvel affront. Si M. Stasi s'était imposé devant le député du Puy-de-Dôme, il n'y serait « allé que pour la gloire », assuré d'avoir à la fois contre lui le Front national et des députés du Parti républicain, manœuvrés dans la coulisse par M. Giscard d'Estaing.

Le jeu, d'autre part, valait-il de méconter une opinion qui n'a cure de cette présidence de commission ?

Les dirigeants du CDS ont donc pris leur parti « d'arrêter les frais tout de suite » pour ne pas apparaître devant cette opinion, « que d'autres se seraient chargés de chauffer », comme des diviseurs.

Entre les militants et l'opinion, les centristes ont donc choisi l'opinion. Les militants ? Les cadres du CDS ont parfaitement conscience que leur « faire avaler une telle décision ne sera pas simple ». Une campagne d'explication va être lancée, un conseil politique réuni avant le 2 avril. L'opinion ? Les centristes espèrent qu'elle saura, au bout du compte, discerner de quel côté se trouvent les mauvais joueurs.

Mais, ces mêmes centristes sont bien disposés à réserver un chien de leur chienne à M. Giscard d'Estaing « lorsqu'il s'agira — par exemple — de défendre sa proposition de loi sur la réduction du mandat présidentiel sous le prétexte qu'il y a certainement des choses plus utiles à faire en ce moment ». Enfin, chacun se console en constatant que cette nouvelle « affaire Stasi » aura cette fois vraiment désigné les centristes « comme le parti de M. Barre ».

Personne n'a été dupe : cette contre-offensive des libéraux et de M. Giscard d'Estaing visait aussi l'ancien premier ministre. Sans M. Barre, et si l'échec présidentiel n'était pas aussi proche, le CDS ne se serait peut-être pas incliné. L'union de l'UDF, et donc la participation au gouvernement, est une impérieuse nécessité pour le candidat Barre. Les centristes viennent, une fois encore, de se sacrifier vertueusement sur l'autel de cette union, avec le secret espoir que dans quelques mois, si leur sera rendu au centuple.

DANIEL CARTON.

● Elections régionales en Haute-Corse. — Les électeurs du département de la Haute-Corse se rendront aux urnes, le 22 mars prochain, pour élire leurs trente-trois représentants à l'assemblée régionale. Le décret de convocation des électeurs, publié le 12 février au Journal officiel, fait suite à la décision du Conseil d'Etat du 16 janvier 1986, en raison des irrégularités ayant entaché le déroulement de l'élection à Bastia (le Monde du 17 janvier).

## Le « manifeste » des « rénovateurs » du PCF est rendu public

Le « manifeste » des « rénovateurs » du PCF est sur les rails. Il est même dans la presse. Le *Nouvel Observateur* du 13 février publie des extraits de ce texte, dont la rédaction a été décidée au cours d'une réunion d'un Collectif de coordination des rénovateurs communistes, tenue à Paris, le 31 janvier (le Monde du 3 février). La diffusion du texte intégral est prévue, par ses auteurs dans les prochains jours.

La première partie du « manifeste » est consacrée à la « crise profonde » que traverse le PCF. Elle se manifeste, selon les auteurs, « par l'effondrement de son influence électorale » et « la désaffection » de nombreux militants « pour sa vie interne, pour les initiatives de ses dirigeants ». A contrario, un hommage implicite est rendu à la CGT sans la nommer (« mouvement syndical heureusement de plus en plus indépendant ») et aux élus locaux. « Chaque communiste porte la responsabilité de cette crise », note le texte, qui précise que « cette responsabilité est d'autant plus grande que les fonctions de direction sont importantes ».

### Critiques contre le PS

Il dénonce, en creux, le sectarisme de la direction, « qui s'apprête à organiser un vingt-sixième congrès sur la base d'effectifs irréfutables et d'une « grève perdue » d'un grand nombre de militants dans leurs cellules » dans le but de refuser le débat que veulent ouvrir les « rénovateurs ».

Sectaire, la direction est également accusée d'être opportuniste. « La direction tient pour acquis le glissement à droite de la société, la marginalisation dans la société des idées révolutionnaires, la pérennité de la « cohabitation » entre le PS et la droite, la volonté des dirigeants socialistes de gouverner avec les « centristes », affirme le manifeste qui souligne que ce « défaitisme s'accompagne de toutes les incertitudes opportunistes et électora-

listes, qui, sous couvert de conserver au PCF quelques points d'appui, conduisent à renforcer le Parti socialiste ».

Le PS, lui non plus, n'est pas à la fête. « Sans projet transformateur, [il] fait courir des risques mortels au mouvement populaire et à la gauche, qu'il prétend incarner seul », écrivent les « rénovateurs ». Selon eux, « le PS n'est pas sorti d'une logique de capitulation ou de compromis défensif. Il risque de brader son identité de gauche contre l'illusion d'un retour sans principe aux affaires ».

Soulignant l'émergence de « solidarités nouvelles » dans la jeunesse, « le besoin de démocratie, d'auto-organisation, le refus des hiérarchies autoritaires anachroniques », des récents mouvements sociaux, le texte affirme que « l'autogestion est un enjeu moderne de la lutte des classes ».

« Aujourd'hui doit s'imposer au PCF la formulation d'une stratégie unitaire dans les luttes sociales et politiques », indique, en conclusion, ce « manifeste ». Il prône « une recomposition de la gauche, qui associerait au PC et au PS les courants alternatifs, tous les modernes et les révolutionnaires ». Il affirme, enfin, que « cette recomposition débouchera sur l'engagement de gouverner ensemble, à tous les niveaux des institutions politiques ».

« Nous avons décidé de travailler dans la transparence, et cela comporte évidemment des risques de « fuite » qu'il faut assumer », nous a indiqué un des membres du collectif, qui ne s'attendait pas à la publication prématurée de cet « avant-projet ». Selon lui, ce texte a déjà subi « des modifications par amendements et va en subir d'autres ».

## Le « goulag » interdit d'« Humanité »

L'Esprit Saint déguisé en journaliste anticommuniste aurait-il frappé dans les colonnes de l'*Humanité* ? Annonçant l'élargissement de « plusieurs dizaines de prisonniers politiques en URSS », le quotidien communiste du 9 février avait tiré, sur une pleine page, « Libérations au goulag » (le Monde du 10 février). Des membres du PC se sont émus de l'usage du mot « goulag » et une journaliste communiste, membre du comité central, avait même indiqué, au cours d'une réunion de section, que l'emploi de ce mot avait été « très fortement critiqué par la direction » de l'*Humanité*. Information, donnée en « confidence » par l'*Humanité* le 12 février. Elle est confirmée par le « courrier des lecteurs » de l'organe central du PCF du 13 février.

Cette autocritique est d'autant plus curieuse qu'interrogé par les journalistes sur ce sujet, le 11 février, M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, avait indiqué qu'il ne voyait là rien de scandaleux et qu'en tout état de cause l'usage du mot était « bien rassurant par les communistes ». Il ne s'agit, en effet, que des « initiales du système pénitencier soviétique », avait précisé M. Marcel Zaidner, responsable du bureau de presse du PCF.

en URSS sont emprisonnés et non plus mis dans des camps de travail ». Y aurait-il là un incontestable progrès ? Pour ne pas être en reste, la direction de l'*Humanité* publie une mise au point : « La direction du journal, sa rédaction en chef, la conférence de rédaction et l'auteur de l'article ont déploré dès le jour de sa parution l'emploi du terme « goulag » à qui a pris en France au fil des années une forte connotation antisoviétique ».

Cette autocritique est d'autant plus curieuse qu'interrogé par les journalistes sur ce sujet, le 11 février, M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, avait indiqué qu'il ne voyait là rien de scandaleux et qu'en tout état de cause l'usage du mot était « bien rassurant par les communistes ». Il ne s'agit, en effet, que des « initiales du système pénitencier soviétique », avait précisé M. Marcel Zaidner, responsable du bureau de presse du PCF.

CARTIER JUSQU'AU BOUT DES GRIFFES

PARFUM  
Panthere de Cartier  
Paris

هكذا من الاصل



هكذا من الاصل

# Société

## JUSTICE

La situation de l'éducation surveillée

### Que faire des jeunes délinquants ?

M. Albis Chalandon veut réorganiser l'éducation surveillée, ce secteur du ministère de la justice chargé des jeunes délinquants. Il le juge inadéquat à sa mission et avait demandé, il y a quelques mois, à une commission d'experts de lui proposer des remèdes (*le Monde* daté 21-22 septembre 1986). Cette commission, présidée par M. Jean-Louis Langlais, inspecteur général de l'administration et ancien directeur de la jeunesse au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs de 1979 à 1984, vient de lui remettre ses conclusions. Elles sont critiques et risquent d'attiser la fronde politico-syndicale que suscitent souvent les projets présentés au garde des sceaux.

Comme pour le code de la nationalité, les prisons privées ou la lutte contre les petits toxicomanes, M. Chalandon s'est mal expliqué. Il a laissé accorder l'idée qu'il fallait créer, en plus des prisons, des centres fermés pour mineurs. Ainsi, un de ses conseillers techniques, M<sup>me</sup> Béatrice de Beaupuis, a déclaré un jour qu'il fallait rétablir les « maisons de correction ». Le mot est malheureux. Comme le remarque M. Langlais dans son rapport, ces maisons évoquent, pour nombre d'éducateurs, « le souvenir de marmottes prêtes à exploser », de gamins en fugue et de punitions vexatoires.

M. Langlais est plus nuancé que ce qu'on entend parfois à la chancellerie. A l'instar de M. Chalandon, il insiste sur la « quasi-inexistence » d'établissements susceptibles « d'accueillir les cas les plus difficiles ». D'où son idée de créer ce qu'il appelle des « secteurs éducatifs à encadrement renforcé ». Deux ou

trois expériences pilotes seraient lancées dans un premier temps. Ces « structures » accueilleraient trente adolescents en moyenne auxquels seraient dispensées une scolarité de rattrapage et une initiation professionnelle en ateliers. Ces adolescents « très difficiles » travailleraient aussi sur des chantiers extérieurs car, note M. Langlais, « rien n'est pire pour des jeunes très perturbés qu'un univers figé ».

« Un ensemble bien défini et cohérent de règles » présiderait à la vie de ces établissements d'où M. Langlais exclut « les éducateurs trop jeunes, incapables de gérer les conflits » ou ayant professionnellement la bougeotte. Il voit, au contraire, à la tête de ces centres des personnes « particulièrement expérimentées » qui seraient entourées d'éducateurs « attentifs, exigeants mais chaleureux ».

La principale audace du rapport Langlais réside dans une idée avancée avec une grande précaution de style : « Ne conviendrait-il pas, lit-on dans ce rapport, de proposer au législateur de supprimer la détention provisoire pour les mineurs de moins de seize ans ? »

M. Langlais rejoint ainsi l'opinion de ceux qui parlent de prisons « pourrissoirs » — M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, était de ceux-là — et violent en elles « l'école du crime ». M. Langlais est particulièrement sensible à ce danger de contamination et propose d'y remédier en créant « le plus rapidement possible » des centres de jeunes détenus « totalement séparés » des prisons actuelles et qui accueilleraient des mineurs délinquants ainsi que « les moins âgés

des jeunes majeurs ». Ces centres, écrit M. Langlais, se distingueraient « radicalement » des établissements pénitentiaires traditionnels par l'amélioration des conditions de vie, la possibilité de faire du sport et de suivre une vraie scolarité.

M. Chalandon écoutera-t-il M. Langlais ? Celui-ci ne fait que des propositions qui s'ajoutent à celles, nombreuses, des rapports Capitant (1968), Costa (1976), Menga (1981) et Martagnet (1983). L'éducation surveillée est une source de réflexions inépuisables. Beaucoup de ces rapports n'ont pas eu de suite. Ainsi, M. Pierre Martagnet avait-il, lui aussi, suggéré l'interdiction de la détention provisoire pour les moins de seize ans. Mais M. Robert Badier, alors garde des sceaux, n'avait rien voulu entendre.

**Une administration « pétanque »**

Il faudrait que M. Chalandon mette beaucoup d'eau dans son vin pour convaincre de la pureté de ses intentions les éducateurs qui se plaignent d'être « dénigrés » par lui et le soupçonner de vouloir malgré tout créer des maisons de correction, sans le nom. L'effervescence est telle à l'éducation surveillée qu'un appel rédigé en particulier par des fonctionnaires de ce secteur a reçu le soutien de nombreuses personnalités telles que MM. Laurent Fabius, Jean Ferrat, Gilles Perrault, Claude Oliveinstein ou André Lajoie (1).

C'est que M. Chalandon n'a pas fait preuve dans tout cela de beaucoup de doigté. Il a laissé, par exemple, M<sup>me</sup> Michelle Giamotti, le

directeur de l'éducation surveillée nommée par lui, qualifier cette administration de « pétanque ». Que tout aille bien dans ce secteur, personne ne le prétend. Pas même M. Jean-Marie Angelini, secrétaire général du puissant Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SEEN), qui convenait samedi 7 février qu'il y a des choses à améliorer. Mais tout est dans la manière. M. Langlais l'a même si certaines de ses conclusions provoquent de nouveaux remous.

Il met le doigt dans son rapport sur une série de dysfonctionnements que, pour une grande part, M. Chalandon avait relevés lui-même : absence d'autorité hiérarchique sur les divers échelons régionaux, déperditions et locaux ; influence syndicale « prépondérante » sur les nominations ; lacunes dans le contrôle (« aucun établissement de la région parisienne n'a été inspecté depuis 1983 ») ; décentralisation inopérante (« c'est à Paris que se décide le changement de freins d'un véhicule administratif ») ; divergences entre magistrats et éducateurs, ainsi qu'un soin de ces deux professions, impossibilité de s'y retrouver dans les diverses formules de prise en charge d'un mineur qui peut être « interne, externe, interne externe, externe interne, demi-pensionnaire, etc. ». Et autres maux dont les éducateurs ne sont évidemment pas toujours responsables, loin de là.

**BERTRAND LE GENDRE.**

(1) Cet appel est diffusé par l'association Riposte, 52, rue de Vitruve, 75020 Paris.

## FAITS DIVERS

En Seine-Maritime

### Un jeune homme est tué alors qu'il s'apprêtait à voler une voiture

Un jeune homme, Laurent Brouck, dix-neuf ans, a été tué d'une balle dans la nuque, jeudi 12 février, vers une heure du matin, alors qu'il tentait de voler une voiture en compagnie de deux camarades, dans le parking privé d'un grand immeuble à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime).

Laurent Brouck, sans emploi, résidant dans cette banlieue de Rouen, a été surpris, avec ses deux complices, par un riverain qui venait chercher sa voiture dans le parking de la résidence Saint-Julien, groupant deux tours d'une quinzaine d'étages. Les trois jeunes gens, qui tentaient de s'emparer d'une R5 Turbo, se sont alors enfuis malgré les injonctions du riverain, qui a sorti une arme de poing et a tiré un seul coup de feu en direction des fuyards : Laurent s'est alors écroulé, mortellement atteint à la base du crâne.

Le tireur n'avait pas encore été identifié jeudi en fin d'après-midi, mais la police a pu arrêter les deux complices du jeune homme, déjà connus des services de police. Le corps de Laurent Brouck n'a été découvert que vers 6 heures du matin par un automobiliste se rendant au travail.

De nombreux vols avaient eu lieu ces derniers mois dans ce groupe d'immeubles, particulièrement visé par les petits délinquants.

Près d'Aix-en-Provence

### Un enfant de douze ans tué par son beau-père

Olivier, douze ans, dont le corps avait été découvert mercredi matin 11 février, dans la campagne près d'Aix-en-Provence, a été tué de quatre balles de 22 long rifle par son beau-père, Bernard Fraisse, trente-six ans.

Très déprimé par des difficultés familiales et financières, Bernard Fraisse avait décidé de tuer son épouse et les deux enfants de celle-ci, Olivier et Gilles, neuf ans, avant de se donner la mort. Mais, après avoir exécuté Olivier, le désespéré n'a pas eu le courage de mener son projet à terme.

Bernard Fraisse et son épouse devaient être présentés vendredi au parquet d'Aix-en-Provence.

Dans les Alpes-Maritimes

### Dix-huit interpellations pour un trafic d'antiquités

Dix-huit personnes ont été interpellées et placées en garde à vue, mardi 10 et mercredi 11 février à Antibes (Alpes-Maritimes), dans le cadre d'une enquête visant un important trafic de meubles et d'œuvres d'art estimé à 100 millions de francs.

Ces meubles et œuvres d'art — tableaux, statues, bibelots — proviennent de quelque deux cents châteaux et églises qui ont été pillés dans les pays de Loir, le Sud-Ouest, la région de Limoges et la Bourgogne, au cours des trois dernières années par le « gang des Italiens », surnommé ainsi en raison de la participation de malfaiteurs italiens à ces vols. Il a été établi que les équipes de cambrioleurs réalisaient leurs faits avec l'aide d'un spécialiste en objets d'art afin de ne pas s'encombrer de pièces sans valeur.

Les objets volés étaient entreposés dans la région de Nice chez des complices avant d'être acheminés frauduleusement en Italie. Une fois parvenus dans ce pays, ils revenaient — légalement — sur le marché des antiquaires du sud-est de la France.

## POINT DE VUE

### Non à l'enfermement des mineurs

par Adeline Hazan  
Syndicat de la magistrature  
Gérard Boulanger  
Syndicat des avocats de France  
et Jean-Marie Angelini  
Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée

DANS plusieurs pays européens, l'expérience a prouvé que le traitement des mineurs délinquants et des mineurs en danger devait se fonder prioritairement sur une optique éducative ; l'évolution de la prise en charge des mineurs en France depuis plusieurs décennies allait également dans ce sens ; en effet, l'ordonnance du 2 février 1945 instituant la primauté des mesures éducatives ; depuis les années 70, l'aspect positif du maintien du jeune dans son milieu naturel était reconnu et, depuis 1981, était instituée une politique de désinstitutionnement de la prise en charge des jeunes, permettant aux divers intervenants d'agir ensemble, sur le terrain, auprès des jeunes et de leurs familles, créant ainsi une approche globale des difficultés des mineurs et non plus une approche essentiellement répressive.

Depuis quelques mois, les orientations de l'actuel garde des sceaux, fondées sur un recours de plus en plus grand à l'enfermement, ou au mieux à l'éloignement, risquent de faire de la France un pays en pleine régression. C'est la même logique qui sous-tend les projets relatifs aux toxicomanes et aux étrangers : une logique d'exclusion qui accroit encore la marginalisation de catégories sociales de plus en plus nombreuses au lieu de les aider à s'insérer dans le corps social.

Au printemps dernier a été annoncé le rétablissement des centres fermés alors que le dernier avait été supprimé en 1979 par M. Peyrefitte après avoir fait la preuve de son inutilité et de son inefficacité.

Dans le même temps, M. Chalandon a commandé un audit de l'éducation surveillée, et ce sur la base d'un a priori critique du fonctionnement de cette direction. On se souvient des déclarations de M<sup>me</sup> Giamotti sur la « pétanque » qu'elle avait trouvée à son arrivée à la direction de l'éducation surveillée.

**Contradictions**

La commission Langlais vient de déposer son rapport au garde des sceaux, et certaines contradictions y apparaissent. Contradiction entre la proposition du rapport de synthèse de supprimer la détention provisoire des mineurs de seize ans, ce que nous réclamons depuis longtemps, et la possibilité, préconisée dans une annexe, d'incarcérer un jeune au motif que la mesure éducative aurait échoué, ce à quoi nous nous sommes toujours opposés.

En outre, le rapport rappelle que la majorité des magistrats, éducateurs

tant du secteur public que du secteur privé, se sont prononcés contre les centres fermés en ce qu'ils ne peuvent être que des prisons déguisées sans même en présenter les garanties légales ; soit ; mais par ailleurs il propose la création de « structures éducatives à encadrement renforcé » qui ne sont ni plus ni moins que des centres fermés sous un autre nom, et la mise en œuvre d'un programme de mille places, selon la formule des centres de jeunes détenus, à l'administration pénitentiaire. Or l'on ne peut prétendre réinsérer en mettant les jeunes à l'écart du corps social.

Enfin, bien qu'affirmant la nécessité pour l'éducation surveillée de ne pas revenir au ghetto institutionnel, ni limiter son activité au seul volet pénal, le rapport, contradictoirement, propose un recours intensif aux internats isolés et assigne à cette administration ce type d'hébergement comme mission spécifique. Ce retour à des pratiques pédagogiques archaïques est la négation de la réussite du travail d'ouverture, plus localisé, autour du jeune et de sa famille.

Nous imaginons malheureusement déjà comment les contradictions relevées dans ce rapport pourraient être utilisées par le garde des sceaux : en effet, les orientations d'Albin Chalandon ont, entre autres buts, celui de rassurer l'opinion publique dans une logique électoraliste, face à une pseudo-augmentation de la délinquance ; ce qui va d'ailleurs à contre-courant des vœux de l'opinion publique, puisqu'un sondage effectué en juillet 1986 par le CREDOC a révélé que 93 % des personnes interrogées sont favorables à la priorité des mesures éducatives sur les peines ; que 60 % sont contre la prison pour les mineurs de seize ans (sauf actes plus graves) et 30 % hostiles dans tous les cas.

La logique du garde des sceaux va également à l'encontre de la réalité puisque l'examen des statistiques données par le Conseil national de prévention de la délinquance, le 4 février 1987, révèle que la délinquance globale a baissé de 2,78 % en 1985 par rapport à 1984 ; que les mineurs mis en cause représentaient 11,1 % de l'ensemble des personnes interpellées, contre 11,3 % en 1984. Par ailleurs, on doit rappeler que l'enfermement prédispose à la récidive, ce qui est source d'insécurité.

Pour toutes ces raisons, nous donnons acte à la commission Langlais de sa proposition de suppression de la détention provisoire des mineurs de seize ans, mais nous réaffirmons notre opposition à toute création de centres fermés quelle qu'en soit l'appellation et quelle qu'en soit la forme ainsi que notre opposition à toute forme d'exclusion. Nous continuerons d'agir afin que ne puisse plus être fait le triste constat que chaque année près de cinq mille mineurs sont placés en détention provisoire, dont un quart ont moins de seize ans.

Précision : l'annulation de la procédure de l'affaire Papon.

L'arrêt de la Cour de cassation, dit nous avons fait état dans nos éditions du 13 février, annule une grande partie de la procédure de l'affaire Papon à partir du 5 janvier 1983 et non à partir du 5 février 1983 comme indiqué par erreur.

C'est, en effet, le 5 janvier 1983 et non le 5 février que le procureur de la République de Bordeaux a transmis au magistrat instructeur, M. Jean-Claude Nicot, la sentence du jury d'honneur faisant état d'une déclaration de M. Maurice Sabatier, ancien préfet régional, selon laquelle il assumait d'entière responsabilité de la répression anti-juive dans le ressort de sa préfecture. C'est donc à partir de cette date que les actes d'instruction sont annulés, car, un préfet étant susceptible d'être inculqué, le juge aurait dû, conformément à l'article 681 du code de procédure pénale, communiquer le dossier au procureur de la République pour qu'il demande à la chambre criminelle de la Cour de cassation de désigner une chambre d'accusation chargée de poursuivre l'instruction.

Les deux inculpations de crimes contre l'humanité, prononcées contre M. Papon le 19 janvier 1983 et le 8 mars 1984, sont, en conséquence nulles. Il appartiendra à la chambre d'accusation de Bordeaux de décider s'il y a lieu d'inculper à nouveau M. Papon.

### Affirmant avoir été insulté et frappé Un directeur de société porte plainte contre des policiers du Val-d'Oise

M. Pascal Ledevodec, trente ans, directeur de société à Argenteuil (Val-d'Oise), vient de déposer une plainte avec constitution de partie civile contre des policiers du commissariat d'Engennes-le-Bas qui l'accusent d'avoir frappé, vendredi la nuit du samedi 8 au dimanche 9 février, alors qu'il était placé en garde à vue, au commissariat de la ville. La Ligue des droits de l'homme a décidé de se porter partie civile avec M. Ledevodec.

M. Ledevodec, marié et père de trois enfants, patron d'une petite entreprise de protection électronique, a déclaré qu'il était parti samedi soir à la recherche d'un téléphone dans les rues d'Engennes, pour appeler un garagiste, son véhicule étant tombé en panne dans une petite rue. De retour à sa voiture, il avait trouvé des policiers qui exigeaient l'enlèvement immédiat avec mise en fourrière.

M. Ledevodec affirme qu'il a alors accepté de montrer les papiers du véhicule, mais ayant refusé un contrôle d'identité, il a été placé en garde à vue. Il a, selon lui, été insulté, puis frappé, au commissariat, jusqu'à l'arrivée de l'officier de police judiciaire de permanence,

avant de voir en garde à vue levée par un magistrat.

De leur côté, les policiers affirment que plusieurs témoins ont certifié que le plaignant s'était montré agressif envers eux lors de son interpellation ; ils soutiennent aussi que l'alcoolotest auquel a été soumis M. Ledevodec s'est révélé positif, ce qui est contesté par le directeur de société.

## LE MONDE diplomatique

Février 1987

### AFRIQUE

#### DÉRAPAGE AU TCHAD

Paul-Marie de La Gorce fait le point sur l'évolution de la guerre au Tchad. La fragile entente autour de M. Hissène Habré face à l'ennemi libyen laisse intactes les graves problèmes internes. Dans ce contexte, jusqu'où l'Occident peut-il s'engager ?

### DÉFENSE

#### LE RÔLE DE L'ARMEMENT PRÉSTRATÉGIQUE FRANÇAIS

Comment signifier à l'adversaire que l'on est prêt à franchir le seuil nucléaire ? Telle est la clé de l'armement préstratégique. Cet enjeu, capital pour la sécurité de l'Europe, nourrit un profond désaccord entre majorité et opposition en France.

En vente chez votre marchand de journaux

**BTS/DUT - LE VENT EN POUPE**  
LE MONDE  
NUMÉRO DE FÉVRIER  
EN VENTE PARTOUT

Pierre Lévy  
**LA MACHINE UNIVER**  
C'est la conquête ultime de l'homme

**La Machine univers**

« Jamais encore on n'avait à notre connaissance poussé aussi loin l'analyse de la fonction informatique dans la civilisation où nous vivons. »

**Le Monde**

A partir d'une vaste enquête sur les nouvelles conditions techniques de la création, Pierre Lévy s'attache à montrer toute l'ampleur de la transformation contemporaine des manières de sentir et de connaître et dessine les lignes de force de la culture de demain.

89 francs

Éditions La Découverte





## Société

### ÉDUCATION

Le conflit sur les maîtres-directeurs

#### Aucun accord entre M. Monory et la FEN

Le ministre de l'éducation nationale a réaffirmé, jeudi 12 février, au cours d'une entrevue avec les représentants de la FEN, qu'il n'était pas question de retirer les décrets sur les maîtres-directeurs. « Nous avons une conversation courtoise. Mais l'opinion publique est très favorable et je ne suis pas très inquiet sur l'application de ce décret », a précisé M. Monory, après l'entretien qui a duré près de deux heures.

« La situation reste bloquée », a commenté de son côté M. Jacques Pommat, secrétaire général de la FEN, qui a qualifié l'audience de « difficile et tendue ». M. Jean-Claude Barbraud, secrétaire général du SNF-PEOC, parle, lui, de « dialogue de sourds ». Il n'exclut pas la reprise des grèves après les vacances de février et une extension du mouvement de contestation à d'autres secteurs de l'éducation nationale, voire une convergence avec des protestations dans la fonction publique.

La possibilité d'une négociation sur les modalités d'application des décrets contestés ne semblent pas exclus, puisque M. Monory affirme qu'il est « très souple » sur les modalités d'application. Mais le Bulletin officiel de l'éducation nationale publié, ce 13 février, une note de service aux recteurs et inspecteurs d'académie précisant les conditions d'établissement des listes d'aptitude à partir desquelles doivent être sélectionnés les futurs maîtres-directeurs.

M. Alain Griotteray, député du Val-de-Marne (UDF-PR), a proposé jeudi que l'on procède à « une consultation des instituteurs » sur l'utilité de la réforme. M. Monory a répondu que d'engager une épreuve de force avec cette profession, qui assure-t-il, « mérite plus de considération ».

L'entretien de M. Monory avec la FEN a également porté sur d'autres dossiers : avenir de l'école, des ensei-

gnants et de leur formation, situation des personnels ouvriers et de service et enseignement professionnel. Aucun calendrier de discussion n'a été établi mais les parties sont convenues de reprendre contact.

D'autre part, M. Monique Vassilat, secrétaire général du SNES (FEN), nous a adressé la mise au point suivante à la suite de notre article sur la manifestation des instituteurs du 11 février :

« Pour la manifestation organisée le 11 février, le SNF-PEOC a délivré à toutes les organisations syndicales et politiques qui soutiennent son action des cartons permettant l'accès au « carré de tête n° 2 ».

Ce carré de tête comprenait notamment les représentants de tous les syndicats de la FEN, des mouvements pédagogiques, des associations complémentaires de l'enseignement public, du COMCEN, de la FCFPE, de l'UNEF, de la CGT, de la CFTD, du PS et du PCF, etc. »

Pour les états généraux de mars

#### Les étudiants de Paris-VIII lancent une souscription nationale

A l'issue d'un laborieux marathon, les étudiants avaient décidé, le 1<sup>er</sup> février, d'organiser à l'université Paris-VIII-Saint-Denis les états généraux de l'enseignement supérieur dont l'idée avait été lancée en décembre, au terme du mouvement étudiant (le Monde du 3 février). Épanchés par ceux de Strasbourg et de Nancy-II avec qui ils ont relancé ce projet d'états généraux, les étudiants de Saint-Denis ont manifesté leur volonté de relever le défi en accueillant quelque deux mille délégués pendant trois jours, les 27, 28 et 29 mars prochains.

Depuis quinze jours, une soixantaine d'entre eux se sont mobilisés pour constituer un dossier technique dont ils ont présenté les principaux éléments le 13 février. Premier point noir : l'absence à Paris-VIII d'un amphithéâtre assez grand pour accueillir tous les délégués. Il est donc proposé, après accord avec la municipalité de Saint-Denis, d'installer un vaste chapiteau sur les ter-

raires d'un complexe sportif à proximité de l'université.

Une commission s'occupe d'autre part de régler les problèmes d'hébergement (dans l'université), de repas et de transport des délégués (tarifs réduits pour les déplacements province-Paris et navettes entre Paris et Saint-Denis). Enfin un autre groupe a pris en charge tous les problèmes de financement et sera aidé dans sa tâche par une vingtaine d'étudiants d'économie politique dont le travail sera validé comme un stage dans le cadre de leur cursus. Ce ne sera pas de trop puisque le budget provisionnel est évalué à un million de francs : les étudiants de Paris-VIII lancent donc une souscription nationale auprès des étudiants, des universités ou des organisations syndicales avec l'espoir d'atteindre leur objectif avant le 27 mars.

Reste à convaincre l'ensemble des étudiants de la solidité de leur orga-

nisation et à les mobiliser pour faire des états généraux un prolongement dynamique du mouvement de novembre-décembre dernier. Le calendrier est serré : le 7 mars prochain se tiendra à Paris-VIII une réunion du comité national de liaison destiné à élargir le secrétariat d'organisation des états généraux et à se fixer les modalités et l'ordre du jour. Et les 12 et 13 mars doivent se tenir des assises locales qui dresseront l'état des lieux dans chaque université et fourniront autant de matériaux aux travaux des états généraux. Le programme est donc chargé, les délais sont serrés et les incertitudes non négligeables. A commencer par celle-ci : est-il possible, deux mois après le mouvement de novembre-décembre, de relancer une véritable dynamique qui entraîne la masse des étudiants sans se heurter aux querelles syndicales ?

G. C.

La grande misère des bibliothèques universitaires

#### Du rififi à Censier

« Ces périodes, tu vas les préparer au café ? » « Vous ne profitez plus des services de la bibliothèque universitaire. N'êtes-vous pas en droit de réclamer le remboursement de vos frais d'inscription de 72 francs ? » Ou encore : « Ce sont eux les responsables, asséssez leur standard. » Suivent noms, adresses et numéros de téléphone des directeurs de l'enseignement supérieur, des bibliothèques universitaires et du vice-recteur de Paris chargé des universités.

L'université de Censier (Paris III) est-elle en proie à une nouvelle révolution culturelle ? Les affiches qui fleurissent depuis une semaine à l'entrée et à l'intérieur de la bibliothèque universitaire pourraient le laisser penser. Il n'en est rien, et la révolte qui gronde aux portes de la BU n'est pas une réurgence soudaine du mouvement étudiant d'il y a deux mois. Simplement, la réaction en chaîne du personnel, des étudiants et des enseignants de Censier devant la brusque dégradation des services que la BU est en mesure de leur offrir.

Depuis le 5 janvier, la grande salle des périodiques (deux cent cinquante places sur sept cent cinquante que compte la bibliothèque) est fermée, faute de personnel suffisant. Depuis le 29 janvier, c'est le prêt à domicile et la communication des ouvrages en magasin qui sont totalement interrompus. Les étudiants ne disposent plus que des livres en accès direct, ce qui les prive d'une bonne partie des collections.

« En pleine période de paralysie, vous imaginez l' », s'exclame M<sup>me</sup> Salha Azouz, étudiante en licence d'anglais, qui a lancé la croisade pour la défense de la BU. Elle n'a pourtant rien d'une dangereuse agitatrice.

Depuis deux semaines, elle remue ciel et terre, alerte tous les responsables, du nouveau ministre au président de l'université, en passant par le recteur ou le directeur des bibliothèques au

ministère, intervient auprès de sa députée M<sup>me</sup> Véronique Niertz, qui a adressé une question écrite au ministre de l'enseignement supérieur, et fait signer à tour de bras des pétitions dénonçant la situation. Non sans succès : actuellement, près de trois mille étudiants ont signé l'une des trois pétitions qui circulent (l'une de l'UNEF-SE, l'autre de la commission « Matière grise », la dernière des inorganisés). Et un comité de défense de la bibliothèque s'est constitué pour regrouper étudiants, enseignants et personnels.

Comment en est-on arrivé là ? Fort logiquement, selon un professeur très révélateur des mécanismes de paupérisation des bibliothèques universitaires et des établissements d'enseignement supérieur en général. En cinq ans, entre 1981 et 1986, le nombre de lecteurs inscrits à la BU de Censier est passé de trois mille trois cents à cinq mille trois cents (sur un total de quinze mille étudiants). Sur la même période, le nombre de prêts à domicile est passé de treize mille huit cents à dix-sept mille sept cents ouvrages.

#### Dégringolade budgétaire

Or, dans le même temps, la BU a perdu cinq postes de personnel de service sur quatorze et deux postes de bibliothécaire adjoint sur huit. Chaque fois, il s'agit de congé longue maladie, de congé parental ou de mutations sans remplacement. La situation n'est pas propre à Censier, puisque l'ensemble des bibliothèques universitaires françaises ont perdu cent cinquante emplois (sur trois mille trois cent vingt-cinq) au cours des trois dernières années. Et le budget 1987 de l'enseignement supérieur prévoit la suppression de six cent cinquante postes ATOS (administratifs, techniques et ouvriers) dans les universités.

Dans ces conditions, chacun essaie de boucher les trous. Au

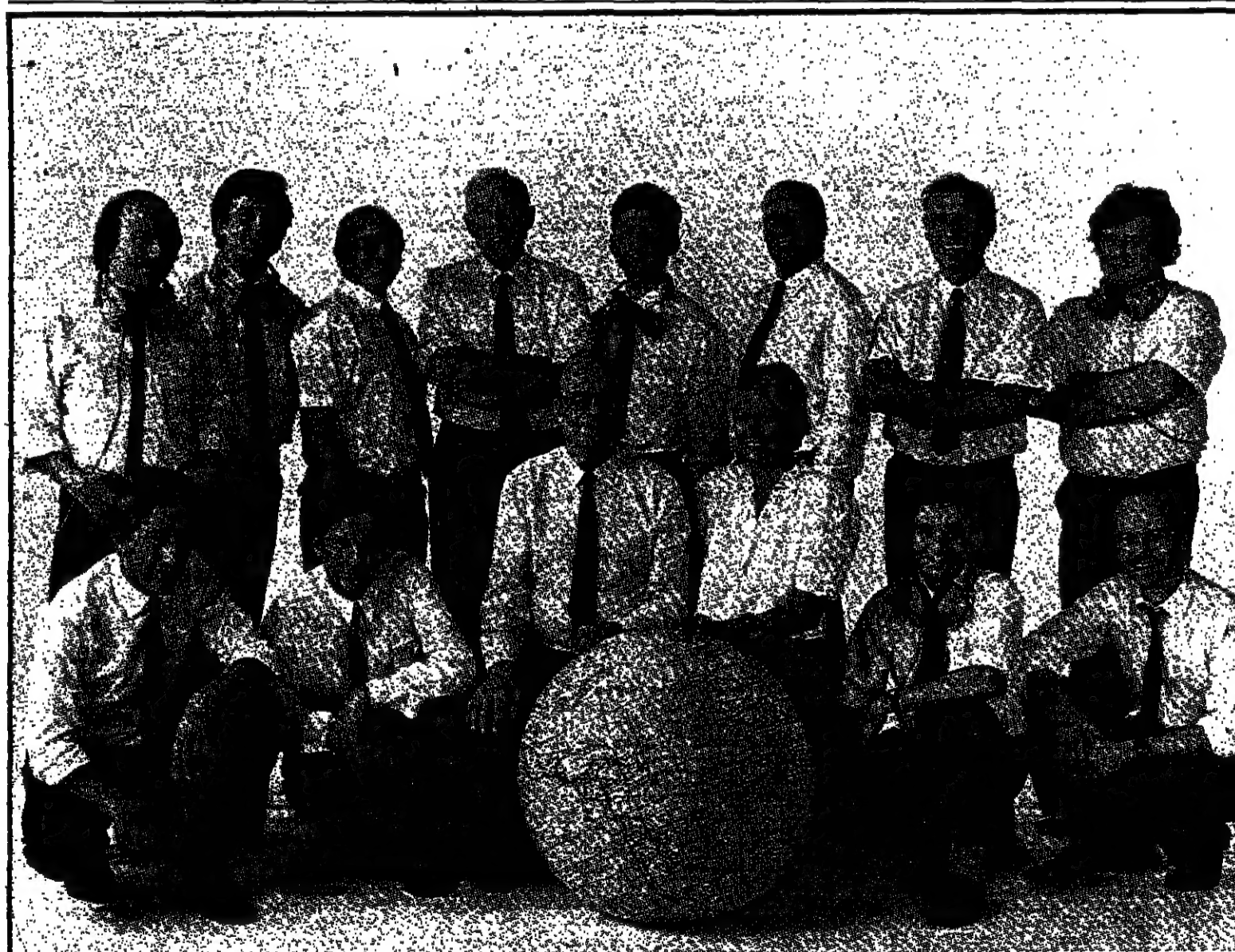
premier trimestre, la BU de Censier a réussi à tourner grâce à un emploi saisonnier, un vacataire et deux TUC (travaux d'utilité collective). Mais ces quatre contrats prenaient fin en décembre dernier et n'ont pas été remplacés. Début janvier, la bibliothèque s'est donc brusquement retrouvée en situation de sous-effectifs dramatiques, et son personnel a décidé de réagir.

D'autant qu'au même moment la BU voyait ses subventions de fonctionnement (qui permettent d'acheter des livres et de s'abonner à des périodiques) diminuer de 7,36 en francs courants (418 700 francs en 1987 contre 454 900 francs en 1986). Ces coupes sont certes compensées par l'augmentation des droits étudiants, calculés en fonction des droits d'inscription à l'université, et des ressources propres. Mais une telle dégringolade budgétaire ajoutée aux diminutions de personnel n'est évidemment pas de nature à maintenir ou relancer le dynamisme des bibliothèques universitaires.

Surtout si l'on compare la situation française à celle des bibliothèques universitaires allemandes par exemple : selon des évaluations établies par la DBMIST elle-même (direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique), le taux d'encadrement y est deux fois supérieur, le pouvoir d'achat quatre fois supérieur et le rythme d'utilisation des collections quatre fois supérieur.

M. Raymond Barre a donc profondément raison de s'alarmer de la situation budgétaire « tragique » des bibliothèques universitaires (le Monde du 5 février). Il ne devrait toutefois pas ignorer que le pouvoir d'achat des BU a chuté de façon vertigineuse depuis 1975 pour atteindre son niveau le plus bas en 1981 — c'est-à-dire pendant la période où il était premier ministre.

GÉRARD COURTOIS.



De gauche à droite :

6H00 - Journal Jacques MORASSO 6H30 - Journal Frédéric DEZERT 6H45 - Chronique Politique Michel FORTET 6H50 - Journal des Sports Boule TOULOUSE 7H00 - Journal Thierry GUERRE 7H12 - Chronique Politique internationale Bernard VALETTE 7H25 - Chronique Economique Jean-Marc SIVESTRE 7H30 - Journal Jacques THEVENIN 7H40 - "Notre Arrière" Gabriel MILES 7H45 - L'Info de Dominique SOUCHEZ 7H55 - Chronique Politique internationale Georges BORTOL 8H00 - Revue de Presse François GAUDOU 8H00 - Journal Thierry BOURGON 8H20 - "Le Monde en direct" Fabrice le QUINTERC 8H40 - Chronique des Médias Joseph PALOTOU (absent sur la photo)

# 6H-9H ALLEZ L'INFO!

L'ÉQUIPE INFO DU MATIN

Avec elle toute la rédaction de France Inter, 37 rédactions de radios locales et des envoyés spéciaux permanents partout en France et dans le monde qui, 24 heures sur 24, sont sur l'événement pour être les premiers et les mieux informés.

## France Inter

هكذا من الاصل



Société

REPÈRES

Anglicans

L'évêque de Londres menace de quitter l'église

L'évêque anglican de Londres, Mgr Graham Leonard, s'est déclaré prêt, jeudi 12 février, à quitter l'Eglise d'Angleterre si le prochain synode anglican décidait d'ordonner des femmes. Il ne créait pas une nouvelle Eglise séparée, mais demandait à l'Eglise orthodoxe ou à l'Eglise orthodoxe si « les opposants (anglicans) à l'ordination des femmes pourraient exister en relation avec l'une ou l'autre ».

Cyclone

Clotilda sur la Réunion

Le cyclone tropical Clotilda, qui passe tout près de la côte nord de la Réunion, a déjà causé la mort de dix personnes. Les pluies torrentielles et les vents soufflants à 150 kilomètres ou même 180 kilomètres à l'heure ont provoqué des dégâts tels que trois mille habitants sont sans abri et que quarante mille personnes sont privées d'eau potable. L'aéroport de Giliot est fermé au trafic. — (AFP.)

Espace

Lancement réussi d'une fusée Titan

L'armée de l'air américaine a procédé, mercredi 11 février (jeudi à 4 h 40 heure française), au lancement d'une fusée Titan 38 porteuse d'un satellite militaire, depuis la base de Vandenberg (Californie). Le tir a été annoncé par le Pentagone. Ce tir marque la remise en service des Titan dont deux exemplaires avaient explosé en vol, en avril et août derniers. Ces lanceurs sont les plus puissants dont dispose l'US Air Force depuis l'immobilisation des navettes spatiales. — (AFP.)

La station orbitale en bonne voie

Les Etats-Unis, l'Europe occidentale, le Japon et le Canada ont réaffirmé, jeudi 12 février, leur volonté de parvenir à un accord sur le développement et l'utilisation de la station orbitale permanente proposée par les Américains.

Ces discussions, qui se sont tenues à Washington, ont permis de faire un petit pas supplémentaire pour préparer la réunion qui se tiendra à la fin de ce mois à Paris, mais ont aussi permis de rassurer les par-

tisaires des Américains sur l'utilisation qui sera faite de la station. Un contentieux existait depuis que le Pentagone a fait savoir qu'il voulait utiliser cette station orbitale lorsqu'elle serait opérationnelle. C'est la raison pour laquelle la NASA s'attend à négocier « pied à pied » avec ses partenaires sur ce projet de 13 milliards de dollars auquel l'Europe se propose de participer à hauteur de 2 milliards de dollars.

Radioactivité

Nouvelle alerte au lait en RFA

Un nouveau stock de 2 000 tonnes de lait radioactif a été découvert et saisi par les autorités, jeudi 12 février, en Bavière.

Cette nouvelle saisisse, annoncée par le ministre de l'Environnement ouest-allemand, vient s'ajouter aux quelque 5 000 tonnes de lait radioactif que les autorités de Bavière et de Cologne avaient interceptées début février avant qu'elles ne soient livrées à un pays du tiers-monde. Tout ce lait provient de la même laiterie, la société bavaroise Meggle, qui avait reçu plusieurs millions de deutschemarks d'indemnisation destinés à compenser les pertes dues à la contamination de Tchernobyl. — (AFP.)

SIDA

Dépistage systématique au Swaziland

Le ministère de la santé du Swaziland vient de décider de lancer une campagne de dépistage systématique du SIDA. Les dix cent mille habitants de cet Etat d'Afrique australe devront donc, sous peu, subir un test. Jusqu'à présent, deux cas de SIDA seulement ont été recensés par les autorités. Aucun autre pays n'a institué un dépistage systématique de la maladie. — (Reuters.)

La majorité des prostituées ivoiriennes sont séro-positives

Le ministre ivoirien de la santé, M. Alphonse Djedje Mady, a déclaré, le 9 février, au cours d'une émission de télévision, que cent dix-huit cas de SIDA avaient été recensés en Côte d'Ivoire. D'autre part, 60 % des prostituées examinées à ce jour sont porteuses du virus.

Selon M. Mady, le virus responsable de ces cent dix-huit cas était le HIV-1. Le ministre se propose de mettre en œuvre un vaste programme d'éducation sanitaire informant la population des modes de transmission de la maladie. Dans cet esprit, l'utilisation de préservatifs sera « conseillée », étant entendu que chacun reste libre de mener sa vie comme il l'entend. « Le SIDA ne doit pas servir de prétexte à une quelconque privation de liberté », a-t-il conclu.

DÉFENSE

Une décision du ministre de la défense qui réduit le rôle de Dassault

Trois industriels en charge du programme Rafale

Le ministre de la défense, M. André Girard, a demandé au groupe Dassault-Breguet, à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) et à la firme Thomson de se réunir en un groupement économique qui aura pour tâche de mener à bien la réalisation d'un nouvel avion de combat à partir de l'actuel « démonstrateur » Rafale. La structure juridique de ce groupement n'est pas encore définie et elle devra pouvoir accueillir, ultérieurement, des associés étrangers.

Ce sera l'année de l'air française à la fois de remplacer ses avions de combat après 1996, et que l'Europe a un problème identique à partir de 1993. Au total, ces besoins représentent d'environ 330 avions pour un montant évalué à 130 milliards de francs (valeur 1986). Depuis l'échec, à Turin, en 1985, d'un programme européen comparable et l'isolement de la France face à ses partenaires britanniques, ouest-allemands, italiens et espagnols, la société Dassault a conçu un « démonstrateur » de vol, le Rafale, qui est, actuellement, propulsé par deux réacteurs américains F-404 de General Electric.

Un différend oppose de longue date M. Girard à M. Serge Dassault, le président-directeur général de la société créée par son père, sur les caractéristiques et les performances du Rafale. Au ministère de la défense, on souhaiterait que le nouvel avion français intègre davantage les nouvelles technologies, notamment en ce qui concerne la relative transparence au radar et à l'infrarouge (la « furtivité » ou la moindre détection).

Tout chez le constructeur que dans l'armée de l'air, on se montre plus réservé sur l'intérêt de la « furtivité » dans la conception d'un avion léger dont les missions se feront, d'abord, à

très basse altitude. Sur un avion de moindre tonnage, en effet, la « furtivité » est chère à mettre en point et elle a pour résultat d'amoindrir les performances attendues de l'avion. Les Américains ont choisi, pour l'instant, de rendre « furtifs » (ce qu'ils appellent la technique « Stealth ») des avions plus lourds.

La constitution d'un groupement économique, comme l'a réclamé le ministre de la défense, revient indirectement à confier le nouveau pro-

gramme français à un ensemble d'industries responsables, parmi lesquels le constructeur du réacteur M. 88 destiné à l'appareil. Du même coup, des dirigeants de la société Dassault peuvent en tirer le sentiment, à terme, que leur groupe risque de perdre la maîtrise d'œuvre industrielle du projet : la nouvelle structure qui sera mise en place réduira le contrôle de Dassault sur un projet qui était, au départ, le sien.

Accessoirement, le groupement économique tripartite devra être aussi

Nominations militaires

Les généraux Bonduelle, Guillon et Farret reçoivent leur quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mercredi 11 février a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées.

• TERRE. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée : les généraux de division Guy Bonduelle, Daniel Guillon et Robert Farret.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Henri Selam et Michel Serrin ; général de brigade, les colonels Jean-Claude Egrotand, Jacques Paillet et Xavier de Rivières de Mauny.

Sont nommés : commandant le 3<sup>e</sup> corps d'armée et la 11<sup>e</sup> région militaire, gouverneur militaire de Lille, le général de corps d'armée Eugène Danet ; major régional de la 11<sup>e</sup> région militaire, le général de division Christian Clarke de Dromantin ; inspecteur des réserves et de la mobilisation, le général de division Jacques Leclerc ; major régio-

nal de la 11<sup>e</sup> région militaire, le général de division Jean Tell ; inspecteur du train, le général de brigade Jean Carbonneau ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant la 11<sup>e</sup> division militaire territoriale et commandant d'armes délégué de la place de Paris, le général de brigade Pierre David ; commandant la 13<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de brigade Ghislain Gillet ; adjoint au général commandant les écoles de l'armée de terre, le général de brigade Yann Rousseau-Dumortier.

• AIR. — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Antoine Damas ; général de brigade aérienne, les colonels Jean-Pierre Gellibert, Maurice Monlanc et Alain Hervé.

Sont nommés : chef de la mission militaire française auprès du comité militaire du conseil de l'Atlantique Nord, le général de division aérienne Jean Thiery ; inspecteur technique

de l'armée de l'air, le général de division aérienne Pierre Feyssse, commandant en second la défense aérienne et les éléments « air » des forces de défense aérienne, le général de brigade aérienne Bertrand Guyon ; commandant le centre d'opérations de la défense aérienne, le général de brigade aérienne Hector Pissocriet.

• MARINE NATIONALE. — Est nommé préfet maritime de Toulon et commandant en chef pour la Méditerranée, le vice-amiral d'escadre Alain Duthoit.

• ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Belpoint-Dervaux ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Michel Boudard, Pierre Romain et Adrien Savoye.

• SERVICE DE SANTÉ. — Sont promus : médecin général, les médecins chefs Guy Lagrave et Jean Fagoulles.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

DOUBLE noir du couple géniteur, parfois véhiculé par lui, le drogue et le SIDA encadrent l'homme pour le plaisir. Avec ses deux déesses, la géométrie s'écroule, le triangle de l'interdit, du plaisir et du profit. En quoi ces fléaux contemporains, pas moins mortels que ne furent la lèpre, la peste et la famine, s'écartant d'elles, qui n'étaient que souffrance.

Drogue et SIDA menacent également l'humanité, mais en mesurant plus ou moins le temps. La SIDA tue, le drogue ronge, tue physiquement que moralement. Dans un cas la vie est rompue, dans l'autre elle se désagrége (l'exception littéraire de Michaux-mesclaine ou de Baudouin-Optim n'ayant statistiquement aucune importance).

DROGUE et SIDA relèvent de l'interdit, la première pour empêcher qu'on y touche, le second pour dissuader d'en croquer. La drogue ne peut être consommée qu'en violation de l'interdit légal, le SIDA détourne de l'acte dont il peut être la sanction. La drogue fait encourir la punition, le SIDA peut être regardé comme la sanction de l'acte charnel.

La jubilation des bien-penseurs n'est pas à décrire. Même si elle demeure, en France, plus discrète qu'aux Etats-Unis, paye volontiers exhibitionniste en matière d'opinion privée. Mais celui qui longe, peu avant d'être l'invité de M. Giscard d'Estaing à l'émission « L'heure de vérité », l'expression de « SIDA mental » visait juste en réunissant dans une même expression l'anathème contre la liberté du corps et contre celle de la pensée. C'est un travers courant des penseurs que de dire volapük ceux dont l'âme est trop libre. D'où les inquiétudes accablées à la luxure et l'hérésie.

Les bien-penseurs peuvent croire restaurés l'époque où un mari frappait à la chambre de son épouse en clamant : « Madame, la nature réclame ses droits ! » ; où les chemises de nuit que portaient l'un et l'autre étaient ainsi taillées qu'il n'était nécessaire ni de les ôter ni de les troussez ; où une jeune épouse dont le mari avait eu une débauche nuptiale croyait que l'acte charnel se bornait à recevoir des baisers ; et où le même s'inquiétait auprès du même de la manière de distinguer, à la naissance, un bébé mâle d'un bébé femelle (!).

Ce dix-neuvième siècle peut se croire de retour, celui de Louis-Philippe et de Victorie, bûcheur l'ordre moral autant que l'entente cordiale, élabrant le discours nuptial lequel l'orgasme la marque des noces et des trépassés (dites aussi créatures, catins, horizontales ou dégénérées).

Après la syphilis et ses moins méchants cousins, le SIDA permet d'imputer à la science un langage qui n'est pas le sien pour confondre ce qui est dangereux avec ce qui est condamnable. Cette fois-ci, ce ne sont plus seulement les filles qui sont les destinataires du message, mais aussi les garçons que l'on va mettre en garde, dès l'époque où ils seront en âge de « jouer au docteur » ou à un équivalent contemporain plus poussé.

Certes, il est impossible de procéder autrement. Mais il faudra des parents particulièrement avisés pour inculquer la prudence sans inculquer la peur, sinon le dégoût. Les adultes eux-mêmes retrouvent l'idée selon laquelle le plaisir de chair n'est permis qu'en silence et dans le noir, avec un partenaire choisi une fois pour toutes.

DE fait, l'interdit né du SIDA n'est encore que moral. Celui qui est attaché à la drogue est légal. Ce qui empêche innocents au regard de la loi, qu'il n'est pas possible d'en faire le plus petit usage sans être *ipso facto* un délinquant, puisqu'elle a été achetée (ou reçue), détenue, puis consommée, ce que réprime la loi. Sur ce point et sur quelques autres, l'analyse du procureur de la République de Valence est impeccable : c'est être malfaisant que d'être drogué, à la dure ou à la légère, occasionnel ou d'habitude. Que les poursuites soient engagées ou qu'elles ne le soient pas, qu'elles aboutissent ou qu'elles s'arrêtent, la tranquillité acquise à l'écologie (trouvez-moi à part) n'aide pas pour le toxicomane qui ne peut satisfaire son goût que par le truchement de l'univers délinquant.

Les débats sur l'accoutumance ne portent le plus souvent que sur le produit, beaucoup moins sur les moyens de l'obtenir. Ce dernier risque n'est pourtant pas moindre. Même si le revendeur à la sauvette n'est que l'extrémité anodine d'une chaîne à forme de pyramide, il en est doublement le leur puisqu'il est un appât et qu'il est anodin. Cela aussi est imparable.

Les débats sur l'accoutumance ne portent le plus souvent que sur le produit, beaucoup moins sur les moyens de l'obtenir. Ce dernier risque n'est pourtant pas moindre. Même si le revendeur à la sauvette n'est que l'extrémité anodine d'une chaîne à forme de pyramide, il en est doublement le leur puisqu'il est un appât et qu'il est anodin. Cela aussi est imparable.

Plaisir

Comme est encore imparable le chiffre tout à fait officiel d'après lequel 50 % des infections sont liées à la drogue, soit pour le voler dans des pharmacies, soit pour arracher le moyen de se le procurer.

La proportion resterait-elle la même si la drogue se négociait sans plus de manière ni d'entraves qu'un flacon de whisky ? La réponse est non. Faut-il, dès lors, en permettre le libre négoce ? La réponse est qu'il n'y a pas de réponse. C'est la perennité de cette affaire qui à partir d'une incontestable observation des faits, il est cependant impossible de dégager une conclusion indiscutable.

Il reste que si cet examen n'avait pas été fait ex cathedra par un magistrat de bon rang, si de surcroît la chancellerie ne lui avait pas servi d'impressionnisme involontaire, la discussion n'aurait pas eu le retentissement qu'on lui voit et que, à ce seul titre, le prétendu scandale n'a pas été inutile. Autrement dit : il ne fallait peut-être pas le dire, mais maintenant que c'est dit, ce n'est plus plus mal.

DROGUE et SIDA relèvent du plaisir, cette évidence doit-elle faire sursauter. Double pour ce qui concerne la première : d'avoir violé un interdit et, ensuite, de n'en être pas (immédiatement) puni, mais récompensé. Oui.

Avant d'avoir les indélébiles conséquences tant fois signalées, pénale, affective, professionnelle ou physique, la drogue est un plaisir, et ce qui l'apporte un bienfait. On ne s'est en revanche jamais drogué à l'huile de

foie de morue que subissant nos grand-mères, ni à la partie de pôk camée que hâlaient, chère vieille amie, l'une d'elles.

Si la drogue, avant de jouer sa partie, n'était pas un agrément, elle ne viendrait pas croquer le nombre de ses usagers. Du moins, nul ne la consomme, avant que le plaisir ne devienne torture, le désir obsessionnel, le rêve cauchemard, l'obligent revendeur un créancier façon Shylock.

Le SIDA est inévitablement dans l'univers du plaisir ; il est le risque qui accompagne la satisfaction du désir. Il en est, s'il survient, l'explosion. Il est ce qui donne au plaisir son halo de pichet. Non pas de ces pichets défectueux que sont la luxure et la gourmandise, mais un pichet mortel.

Symbole de la chair punie, il n'évoque pas moins la chair triomphante. Lors d'une réunion de dames octogénaires, la plus audacieuse demanda à une jeune femme qu'un malencolux hâsard avait amenée là : « Le SIDA, chère madame, nequons-nous de l'attraper ? » Réfrénant son fou rire, l'expert ainsi interpellé assura que non. Etre exposé au SIDA, pour cette retraite des gâchettes, c'était rajouter.

DROGUE et SIDA relèvent du plaisir, l'une en amont du phénomène, l'autre en aval ainsi que l'a expliqué le Monde Affaire le semaine dernière. Connus ou vireux, les chiffres sont étonnants. Les fléaux font de l'argent.

Ce n'est que sur le terrain du courage que le SIDA se distingue de la drogue. Autant celle-ci se chemine que dans la honte, la clandestinité, les affaires et la corruption, autant le SIDA a été l'occasion d'une manière de civisme. Les victimes, plutôt que de fuir dans la dissimulation, de chercher refuge dans quelque jargon, ont redressé le tête pour dire que la maladie n'était pas déshonneur. L'association Aides, en France, a donné le signal de la rébellion contre l'isolement.

C'est là une pierre apportée au progrès humain, un refus du principe de ségrégation qui a prévalu durant des millénaires contre les malades, les handicapés ou les handicapés, même si le SIDA a été l'occasion d'une manière de civisme. Les victimes, plutôt que de fuir dans la dissimulation, de chercher refuge dans quelque jargon, ont redressé le tête pour dire que la maladie n'était pas déshonneur. L'association Aides, en France, a donné le signal de la rébellion contre l'isolement.

C'est là une pierre apportée au progrès humain, un refus du principe de ségrégation qui a prévalu durant des millénaires contre les malades, les handicapés ou les handicapés, même si le SIDA a été l'occasion d'une manière de civisme. Les victimes, plutôt que de fuir dans la dissimulation, de chercher refuge dans quelque jargon, ont redressé le tête pour dire que la maladie n'était pas déshonneur. L'association Aides, en France, a donné le signal de la rébellion contre l'isolement.

La victoire, au contraire, sera celle de la liberté, qui n'est pas l'adversaire du plaisir, mais sa jumelle, et réciproquement. Que serait un monde où le plaisir n'aurait plus de nom parce qu'il n'aurait plus de vie ?

(1) Sur ce point et sur d'autres, se reporter au remarquable ouvrage d'Anne Martin-Fugier, *La Bourgeoisie*, Grasset, 1983.

**C'EST CA NEUBAUER**

**1000 PEUGEOT en livraison immédiate**

**Plus vite, moins cher !**

**Vous qui savez compter**

**Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !**

**voici la nouvelle gamme 309-3 portes :**

309 XE, XL Profil, XLD, XR, XRD et la GTI (130 CV) en livraison rapide

**NEUBAUER**

**c'est la garantie du prix et du service !**

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



# Le Monde SPORTS

SKI : une fédération en crise

## Les Français glissent mal

Quand les Français pensent au ski, ils pensent d'abord, et avec mélanco-  
lie, au ski alpin. Dans une confrontation comme les champion-  
nats du monde ou les Jeux olympiques, celui-ci  
offre un « potentiel » de trente places au  
podium.

Les possibilités du ski nordique sont beau-  
coup plus limitées avec le fond (21), le bi-  
athlon (9), le saut (6) et le combiné (3), soit  
trente-neuf médailles éventuelles.

Le ski artistique et acrobatique, qui fera  
sa entrée dans le grand olympisme en 1988,  
pour sa part vingt-quatre médailles. Ces  
trois composantes de la FFS, présidée depuis  
1981 par Jean Burtin et dirigée par Alain  
Méthias, ont des échéances internationales  
cette année qu'elles assument plus ou moins  
difficilement à Crans-Montana pour l'alpin, à  
Oberstdorf (fond) et à Lake Placid (biathlon)

pour le nordique et au Saunier pour l'acroba-  
tique. A deux mois des Jeux de Calgary, à cinq  
des Jeux d'Albertville, comment les trois  
composantes de la FFS sont-elles structurées  
et dirigées pour faire face à l'« ardue obliga-  
tion » que constituent les médailles ? L'instabi-  
lité de l'encadrement et la remise en cause  
incessante des dirigeants ne sont guère des fac-  
teurs favorables. (Lire dans « Le Monde  
Affaires » : « Renseignement contre Salomon ».)

ALPIN

### La filière suisse

La dernière révolution du palais  
de la Fédération française de ski  
(FFS) a eu pour conséquence, pour l'alpin,  
un changement de direction. C'est ainsi que  
la fonction de directeur technique national exerce  
jusqu'à présent Walter Trilling, un ancien cou-  
reur de l'équipe B devenu hôtelier à  
Morzine, en a assuré les responsabi-  
lités de fait. Il a d'abord appelé  
Jean Béranger, directeur des  
équipes de France jusqu'à Sapporo  
en 1972 à la tête des équipes masculines.

Cécile Gros-Gandemer, la responsa-  
bilité des garçons et des filles est  
confiée à Roland Franco, le CTR  
des Vosges, Jean-Jacques Luten-  
cher, s'occupe plus spécialement  
des féminines.

Le contrat de Roland Franco  
court jusqu'à la fin de la saison  
1987, c'est-à-dire après les Jeux de  
Calgary, ainsi que le mandat électif  
de Georges Coquillard, l'absence  
de résultats à Crans-Montana (pas  
de médaille pour la première fois  
depuis 1952) et la mise en cause de  
la préparation du matériel de des-  
cente les ont exposés à la contesta-  
tion à la fois du milieu alpin et des  
fournisseurs de l'équipe nationale.  
Il est mis en place un programme  
en profondeur analogue à celui  
engagé en 1972 par les Suisses qui  
étaient à cette époque en pleine  
crise.

Cette politique, qui prend en  
compte le travail à la base des clubs  
et la formation des entraîneurs  
confiés à l'ancien champion Adrien  
Duvillard, demande le droit, pour  
réussir. Le budget du Comité alpin,  
qui fait largement appel à son spon-  
sor (50 %), se monte à 15 millions  
de francs. Une partie encore minime  
de cette somme est affectée aux  
nouveaux sports de glisse (kilomètre  
lancé, monski, surf) qui sont en  
pleine expansion en France et qui  
révèlent des performances natio-  
nales intéressantes. L'ouverture  
éventuelle du pool des fournisseurs  
de matériel étrangers de ski  
(yougoslaves et allemands) pourrait  
permettre d'accroître encore ces res-  
sources en améliorant les possibilités  
de mise au point (fartage,  
lames...).)

Après la faiblesse des résultats  
aux championnats du monde 1982 à  
Schladming (une médaille d'or dans  
le combiné) et aux Jeux d'hiver  
1984 à Sarajevo (une médaille de  
bronze dans le slalom), l'idée  
s'impose de faire appel à un entraî-  
neur étranger pour dépasser les que-  
relles de chapelles et de personnes :  
Roland Franco, un Valaisien qui a  
suivi la progression de la nouvelle  
star du ski Pirmin Zurbriggen.  
Entraîneur et coureur sont mis  
devant leur responsabilité : il y a des  
remises en cause, des départs. Glo-  
bialement les résultats sont satisfai-  
sants aux championnats du monde  
de Bormio et en Coupe du monde.  
Quant Sylvain Diao Lema décide de  
quitter à la fin de la saison dernière  
la direction d'une équipe féminine  
qui a toujours tenu sa place sur les  
podiums grâce notamment à Pernice  
Felix, Fabienne Serrat et Marie-  
Christine Laffite.

NORDIQUE

### La valse des entraîneurs

Philippe Poirot, le vétérinaire de  
l'équipe de France, actuellement  
engagé dans les championnats du  
monde à Oberstdorf (RFA), a  
comme entraîneur adjoint au cours  
d'une carrière qui ne dépasse pas la  
dernière décennie. A deux ou trois  
exceptions près, tous les entraîneurs  
techniques régionaux ou départe-  
mentaux en poste ont fait partie plus  
ou moins longtemps de l'encadre-  
ment de la formation nationale.

Ces deux faits symbolisent l'instabi-  
lité permanente de la maison. Elle  
est d'ailleurs telle que l'état de crise  
y est considéré comme pratique-  
ment normal. Au mois de décembre,  
les démissions de Gervais Poirot et  
de Jean-Paul Piat ont été accueilli-  
es sans la moindre réaction. Elles  
seront effectives au printemps. Le  
premier coordonne les trois disci-  
plines nordiques ; le second occupe  
le poste de directeur de l'équipe de  
France.

C'est grâce à lui que le ski de fond  
de compétition était sorti de l'om-  
bre : il avait remporté la Vasoloppet  
et gagné, la même semaine de  
février 1978, la médaille de bronze  
du cinquante kilomètres des cham-  
pionnats du monde à Lahti.

Jusqu'à sa retraite en 1982, le dis-  
cipline connaît une certaine accalmie  
grâce à l'autorité d'Alain Méthias,  
l'actuel directeur de la FFS. Son  
action finit par cacher les luttes  
débütées entre comités, davantage  
soutenues de la réputation de leur  
clocher que de celle de l'équipe de  
France.

Le départ prochain de Jean-Paul  
Piat est un épisode supplémentaire  
de la désintégration de la struc-  
ture nordique. Il a sans doute  
échoué parce que le costume ne lui  
convient pas, mais plus encore parce  
que personne n'a voulu faire de lui  
un chef. Qu'il s'agisse des élus,  
placés sous l'autorité à son tour  
contestée du jurassien Marc Dolé,  
ou qu'il s'agisse des cadres techni-  
ques répartis dans les massifs. Ran-  
cuniers ou bien désintéressés, ces

derniers ont préféré rester les pieds  
sur le chaud.

Pour sortir de l'ornière, il convien-  
drait de mettre en place un système  
qui englobe tous les paramètres du  
haut niveau, en particulier médi-  
caux, physiologiques et techniques,  
puisque le ski de fond connaît une  
formidable évolution depuis deux  
saisons. Pour exemple, les Italiens  
travaillent en étroite collaboration  
avec le professeur Conconi, qui  
cruva au record de l'heure du  
cycliste Francesco Moser et à leurs  
propres performances aux cham-  
pionnats du monde de 1983.

Le ski de fond français ne se  
trouve en rien affecté par un man-  
que de moyens. Ses athlètes ont tous  
un « travail » soit au sein de l'armée,  
soit dans l'administration des  
lignes. Il dispose cette saison d'un  
budget de 3 millions de francs.

En cours d'une réunion privée,  
tenue en janvier avec les représen-  
tants (effarés) des fabricants, Marc  
Dolé a présenté les grandes lignes  
d'un nouvel organisme pour les  
lignes prochaines. Il prévoit de dé-  
gager par diverses sources une ligne  
budgétaire de 10 millions de francs  
par saison pour préparer les Jeux  
d'Albertville.

TENNIS DE TABLE : championnats du monde

### L'Inde refuse des visas aux Israéliens

Le gouvernement indien a  
réfuté l'appel de la Fédération  
internationale de tennis de table  
(FITT) qui lui demandait  
d'accorder des visas aux  
joueurs israéliens pour participer  
aux championnats du monde  
qui débuteront le 19 février à  
New-Delhi. Soixante-trois  
équipes s'aligneront donc dans  
cette compétition, dont celles

ACROBATIQUE

### Un seul maître à bord

Principal instigateur de l'essor du  
ski artistique et acrobatique, Marcel  
Rossi préside aux destinées de cette  
discipline au sein de la Fédération  
française de ski. La commission  
qu'il anime depuis six ans regroupe  
vingt-cinq membres, élus, profes-  
sionnels, entraîneurs ou compétiteurs.  
Celle-ci veille à l'application prati-  
que sur le terrain des options défi-  
nies.

Véritable maître de cette politi-  
que sportive, Marcel Rossi trouve  
désormais au relais auprès des  
équipes nationales en la personne de  
Jean Laffargue. Ancien champion  
du monde de bosses, Nano Pourtier,  
est directeur des équipes nationales,  
chargé sur le terrain de l'entraîne-  
ment et de la préparation des com-  
pétitions.

D'ici à fin 1987, l'objectif de  
Marcel Rossi est de former quatre  
sous-commissions mixtes (élus et  
professionnels), chargées respective-  
ment de la politique sportive, de la  
technique, de la promotion et de  
l'animation.

Le budget 1987 de la commission  
est de 6 millions de francs qui vien-  
nent, d'une part, de la Fédération  
(1,7 million), d'autre part, de res-  
sources extérieures (4,3 millions) :  
60 % de ce budget sont affectés au

fonctionnement de l'équipe natio-  
nale ; 40 % vont à la promotion, au  
partenariat et à la technique.  
Contrairement aux skis alpin et nordi-  
que, le ski artistique et acrobatique  
ne fonctionne pas avec un pool  
de fabricants. Douze contrats « par-  
ticuliers » lient la commission à trois  
types de partenaires :

- un partenaire principal, IMB-  
FC (1,7 million), dont l'image est  
associée à toutes les activités de la  
discipline ;
- quatre co-sponsors : la Banque  
de Savoie, Assistance multiservices  
international (AMI), Swatch et  
« Montagne », le magazine de  
FR 3 ;

des partenaires dits techniques  
pour le matériel (Head, Tirolis,  
Salomon, Raichle...).

Le ski artistique français bénéficie  
de l'existence de deux centres  
régionaux d'entraînement, au Saunier  
et à La Plagne. Ces centres  
dépendent directement de la fédéra-  
tion et fonctionnent également avec  
l'appui des directions régionales jeu-  
nesse et sport, dans le cadre de la  
préparation olympique. La disci-  
pline s'appuie également sur quatre  
stations-pilotes : Le Saunier, La Plagne,  
La Clusaz et Tignes.

Un accord particulier a été signé  
avec la Fédération française de gym-  
nastique, qui ouvre désormais ces  
centres de formation aux futurs  
cadres du ski artistique et détache  
également l'un de ses entraîneurs,  
Patrick Mermat.

Marcel Rossi travaille avec un  
cabinet de relations publiques et un  
conseil en communications.

Résultats : un titre (Eric Ber-  
thon), trois médailles aux cham-  
pionnats du monde de Tignes en  
1986, le vainqueur général de la  
Coupe du monde 1986, Eric Labo-  
niz, trois sélections en tête des clas-  
sements provisoires de l'actuelle  
Coupe du monde et deux titres aux  
récents championnats d'Europe du  
Saunier. L'équipe de France est l'une  
des trois meilleures du monde.

AUTOMOBILISME : la saison de formule 1

### Laffite dans l'arène

Le circuit de Jerez, dans le sud de l'Espagne, doit connaître une  
intense activité du 16 au 21 février. Plusieurs équipes de formule 1  
viendront y poursuivre leurs mises au point avant le début de la sai-  
son et tester les nouveaux pneus Goodyear qui chasseront toutes les  
voitures en 1987 après le retrait de Pirelli. C'est aussi à Jerez que  
Jacques Laffite, accidenté lors du Grand Prix de Grande-Bretagne  
en juillet dernier, retrouvera le volant d'une formule 1 et devra déci-  
der s'il peut ou non poursuivre sa carrière avec Guy Ligier.

« Le pronostic de Jacques est très  
réserve ». A quelques jours des  
essais et du test de Jerez, l'écurie  
Ligier connaît quelques soucis. Le  
pilote fétiche du constructeur  
vichyssois, dont il a conduit toutes  
les voitures depuis 1976, si l'on  
excepte ses deux ans d'infidélité  
avec Williams, en 1983 et en 1984,  
devra peut-être renoncer à sa car-  
rière en formule 1.

Malgré des soins et une rééduca-  
tion intensive au centre de thalasso-  
thérapie de Biarritz, le vétéran  
(quarante-trois ans) des pilotes de  
formule 1, qui venait d'égaliser le  
record de participation du regretté  
Graham Hill (cent soixante-seize  
grands prix), n'a pas encore  
retrouvé toute la musculature ni sur-  
tout la sensibilité de sa jambe gau-  
che. « Le professeur Letournel m'a  
enlevé le fixateur de ma jambe gau-  
che le 9 janvier, explique-t-il. Mais  
j'ai toujours deux plaques dans le  
talon gauche, trois dans le droit,  
trois dans le pévis et une cinquan-  
taine de vis pour tenir tout ça. »

Optimisme de rigueur

Guy Ligier fait toute confiance à  
Jacques Laffite pour cette impor-  
tante décision, mais il a impérative-  
ment besoin d'une réponse avant le  
27 février, date de clôture des enga-  
gements pour la saison 1987. Devant  
cette incertitude, il fera venir à  
Jerez Piercarlo Ghinzani, recom-  
mandé par Alfa Romeo. Ce pilote  
italien de trente-cinq ans, qui a par-  
ticipé à cinquante et un grands prix,  
notamment au volant de la for-  
mule 1 Alfa Romeo jusqu'à la sai-  
son 1985, serait le probable co-  
équipier de René Arnoux si Jacques  
Laffite devait renoncer.

René Arnoux n'est pas non plus  
épargné par les soucis. Surpris à  
plus de 240 kilomètres/heure sur la  
RN 7, il vient de se voir infliger un  
retrait de permis de conduire de  
trois mois. S'il ne bénéficie pas  
d'une mesure de clémence ou d'une  
dérogation, le pilote français ne  
pourra théoriquement (1) pas par-  
ticiper aux deux premiers grands prix  
de la saison, le 12 avril à Rio-de-  
Janeiro et le 3 mai à Imola.

Ces contretemps n'altèrent pas  
trop la confiance de Guy Ligier, qui  
devrait disposer cette année d'un  
budget de 58 à 60 millions de francs,  
avec l'assurance que son motoriste  
(Alfa Romeo) et ses deux princi-  
paux sponsors (le Loto et Gitanes)  
lui resteront fidèles au moins jusqu'à  
la fin de 1988.

Pour sa douzième saison consé-  
cutive en formule 1, le constructeur  
vichyssois, dont la dernière victoire  
remonte au Grand Prix du Canada,  
en 1981, avec Jacques Laffite,

retrouve même l'espoir de gagner.  
« La nouvelle réglementation, avec  
l'abandon à terme du moteur turbo,  
redonne leurs chances aux petites  
écuries comme la nôtre », dit-il.

L'optimisme était d'ailleurs de  
rigueur lors de la récente présenta-  
tion de la nouvelle JS 29 sur le cir-  
cuit de Castellet (Var). La mise au  
point de suspensions originales, l'uti-  
lisation du nouveau moteur Alfa  
Romeo à quatre cylindres en ligne,  
plus compact que le V 6 Renault, les  
gains de poids sur la coque, entière-  
ment réalisée en sandwich nid-  
d'abeilles revêtue de tissu en car-  
bone et kevlar, ont permis à  
l'ingénieur, Michel Tenu, de conce-  
voir une monoplace plus légère (de  
quelque 25 kilos) et, surtout, plus  
aérodynamique que ses devancières.

Dès les premiers tours de piste,  
René Arnoux ne tarissait pas  
d'éloges sur la tenue de route de la  
JS 29 dans les courbes. De plus, le  
meilleur aérodynamisme permettait  
un gain de 10 km/heure par rapport  
à l'an dernier avec le moteur  
Renault, pour dépasser les  
300 km/heure dans la ligne droite  
du Mistral. La grande inconnue de  
la JS 29 réside, bien sûr, dans les  
performances en course, et, surtout,  
dans la fiabilité du nouveau moteur  
Alfa Romeo, fourni gracieusement  
et en exclusivité à l'écurie Ligier en  
1987.

Avant d'être placé sur la mono-  
place bleue, le quatre-cylindres, qui  
développe 300 chevaux, a, certes,  
accompli 3 500 kilomètres en tests  
d'essai et sur l'ancienne formule 1  
Alfa Romeo. La firme italienne a  
mis quelques atouts de son côté en  
faisant appel à Garrett pour les deux  
turbos et à Bosch, qui a déjà fait ses  
preuves avec McLaren-TAG-Porsche,  
pour la gestion électronique du  
moteur.

Depuis le rachat récent d'Alfa  
Romeo par Fiat, qui finance déjà le  
programme de Ferrari en formule 1,  
le doute résiderait plutôt dans la  
volonté des dirigeants italiens de  
poursuivre le développement d'un  
moteur turbo condamné par les  
règlements en fin de saison, alors  
qu'ils doivent parallèlement conce-  
voir un moteur atmosphérique pour  
1988. « Nous avons signé un  
contrat de trois ans avec Alfa, indi-  
que Guy Ligier. J'ai reçu des as-  
surances auprès des dirigeants d'Alfa  
et de Fiat sur le respect de ce  
contrat, ainsi que sur la motivation  
et l'esprit de compétition qui les  
animent pour poursuivre cette  
action en formule 1. »

GÉRARD ALBOUY.

(1) Pour disposer un grand prix, un  
pilote doit disposer d'un permis de  
conduire et d'une licence de formule 1.

### LES HEURES DU STADE

Athlétisme	Judo
Cross de l'Équipe, Dimanche 15 février, au Tremblay (Seine- Saint-Denis).	Tournoi de France. Samedi 14 et dimanche 15 février, à Strasbourg.
Automobilisme	Rugby
Rallye de Suède. Jusqu'au samedi 14 février.	Championnat de France (16 <sup>e</sup> journée). Dimanche 15 février, avec Racing-Agen avancé au 14 (Canal + à 20 h 20).
Salon de la voiture et de la moto de course et Rétromobi- le. Du 13 au 22 février, au Parc des expositions (ports de Ver- sailles).	Ski alpin
	Coupe du monde. Slalom géant dames à Saint-Gervais et slalom messieurs au Markstein, samedi 14 février (Antenne 2 à 10 heures). Slalom dames à Flühli-Im-Ennetbuch (Suisse) et slalom géant messieurs à Todtnau (RFA), dimanche 15.
Basket-ball	Ski nordique
Championnat de France. Matchs retour (4 <sup>e</sup> journée). Samedi 14 février.	Championnats du monde. Jusqu'au 21 février à Oberstdorf (RFA) (Antenne 2, « Les jeux du stade », samedi 14 à 14 h 50 ; TF1, dimanche 15 à 15 h 45).
Coupe d'Europe des clubs champions. Orizaba-Réal Madrid. Mercredi 18 février.	Transjurasienne. Dimanche 15 février, entre Mamours et Moutha.
Handball	Tennis de table
Challenge international G. Barrera. Finales. Samedi 14 février, au POPB.	Championnats du monde. Du 19 février au 1 <sup>er</sup> mars, à New- Delhi.
Championnat du monde B. Avec l'équipe de France. Du 17 février au 1 <sup>er</sup> mars, en Italie.	
Hockey sur glace	
Championnat de France (32 <sup>e</sup> journée). Samedi 14 février.	

هكذا من الاول



# Aux larmes citoyens, le libéralisme est en danger.

*Monsieur le Premier Ministre,*

*Pouce ! Nous ne comprenons plus !*

*En mars 1986, les Français, en votant pour votre programme, ont choisi de voir le mot Liberté écrit au pluriel.*

*Liberté de l'entreprise, liberté de l'emploi, liberté d'expression... Mais où est la liberté quand un même groupe, Havas pour le nommer, contrôle nettement plus du tiers de l'espace publicitaire français. Avec TF 1, il en aurait contrôlé plus de 50 %.*

*Ce libéralisme, nous ne le comprenons pas. Car Havas est actuellement le premier acheteur de publicité en France par ses agences, en même temps que le premier vendeur par ses régies. C'est une position de nature à permettre tous les excès d'influence. Imaginez un avocat qui serait aussi juge !*

*Face à ce danger, nous proposons qu'une loi anti-trust de la publicité fixe un seuil à la concentration. Et pourquoi pas 25 % comme aux Etats-Unis ?*

*Et si vous nous aidiez dans notre combat ? La liberté de communication aurait enfin une signification en France.*

*Nous ne craignons pas la concurrence. Nous redoutons sa fin.*

Jean-Claude Boulet, BDDP.

Philippe Calleux, FCA!

Jacques Séguéla, RSCG.



# Le Monde SANS VISA

AU  
SÉNÉGAL



## Safari à la pintade

par  
Claude Lamotte

**L**E Sénégal est terre d'élection pour le petit safari. Le phacochère y est abondant, la faune sédentaire à plume, variée et soumise à un quota de prélèvement quotidien par espèce, généralement respecté. En dehors des zones ruinées par certains vendeurs de chasse locaux que le scrupule n'étouffe pas, peu de déceptions sont à craindre dans ce pays où la tradition cynégétique est encore une réalité. Certes, courir le francolin (sorte de grosse perdrix) ou la pintade, le phacochère ou le lièvre des sables n'éveille pas l'émotion que procurent à travers les collines de l'Afrique centrale et de celles de l'est la poursuite d'un buffle ou l'approche d'un grand fauve. Mais l'incursion, hors des grands itinéraires, à l'intérieur du pays, la chasse en étant le prétexte, constitue une expérience et un exercice dont beaucoup ne soupçonneront pas l'agrément.

### Retrouvailles avec Amadou

L'Afrique exerce sur ceux que la passion de fouler la brousse dévore un pouvoir qu'aucun autre continent ne pourra jamais égaler. Magique. Dès l'ouverture de la porte de l'avion qui vient d'Europe, l'Afrique saute immanquablement à la gorge, à la tête, lourde des odeurs de la terre, des fleurs, des épices, de la forêt, que d'habitude seules les provinces lointaines réservent à leurs habitants.

Première vision : la foule. Quel que soit le jour ou l'heure de l'atterrissage, tout le monde semble attendre tout le monde dans le hall de l'aéroport. La pagaille est générale et la première préoccupation pour les disciples de saint

Hubert, qui débarquent avec armes et bagages, est de rassembler sacs, étuis à fusils et carabines, caissons à munitions que se disputent vrais et faux porteurs.

Heureusement — deuxième vision — Amadou, le fidèle chauffeur et homme de confiance de l'organisation de chasse est là. Hilare, ému aussi des retrouvailles, même si plusieurs années ont passé depuis l'expédition précédente. Il brandit une pancarte où l'on peut lire « Kayanga » car cette fois-ci le groupe ira vers le sud près de la Guinée-Bissau, le long du parc du Niolokoba, la réserve aux grands animaux. Là se trouve le plus récent campement de chasse planté comme un fortin au sommet d'un piton : douze cases qui entourent un bâtiment central à terrasse couverte, lieu de tous les rassemblements. Le bar, présence indispensable par 35°C à 45°C à l'ombre, y trône.

Amadou prend les affaires en main, trouve dans la foule le racourci miraculeux qui amène toute la troupe au guichet où l'on contrôlera passeports et matricules des armes, des mesures indispensables à un voyage, par la suite sans histoires, loin de la capitale.

Sacré Amadou. Avec lui le minibus roule déjà sur la nationale 1 vers la Gambie et la Casamance alors que la file des voyageurs, en rage, s'étire encore au contrôle de police, là-bas à Dakar.

Sur la route qui coule vers le Sud, la première étape est traditionnellement Kaolak, capitale de la cacahuète sénégalaise. Ne pas s'arrêter au bar de l'hôtel de Paris, avant de reprendre la route et ne pas y saluer Mme Moché, la propriétaire de l'endroit, serait aussi incongru que de sauter une station du chemin de croix un vendredi saint à Séville.

Carrefour de toutes les routes qui mènent à la Gambie, au Sine Saloum vers l'Atlantique, l'hôtel de Paris constitue le lieu de rendez-vous de tous les voyageurs qui parcourent le Sénégal du sud. Outre que la bière y est toujours fraîche, on y croise les groupes de chasseurs qui terminent leur

cases et des pisteurs qui, durant tout le séjour en brousse, ne vous quitteront plus d'une semelle.

Il ne faut pas s'y méprendre, partager une habitation rustique dans le plus pur style local avec un inconnu embarqué à Paris peut réserver des surprises, mais pire peut-être est de se voir choisi par

**Ici, dans cette partie de chasse  
au Sénégal, pas de dégâts  
sur les grands fauves.  
On tire plutôt sur de la plume.  
L'avantage c'est que, le soir au campement,  
on peut dévorer ses trophées.**

séjour et reprennent le chemin du Nord. Là s'échangent les derniers tuyaux sur la température, l'état des camps, la densité du gibier. Là se confient les noms des pisteurs à retenir ou au contraire à fuir.

### Chasseur choisi

Car, détail à ne pas ignorer, on ne chasse pas seul en Afrique, mais avec un guide, un chef pisteur et des pisteurs. Et il faut savoir que ce n'est pas le chasseur qui choisit son pisteur, mais le pisteur qui se réserve « son » chasseur.

Ce détail, on le verra, a son importance. Dans le premier rassemblement du séjour au campement, atteint après huit heures de bitume, puis de pistes, ondulées comme il se doit, le guide, maître des lieux, va présider une sorte de cérémonie capitale. Malheur aux non-initiés, c'est à ce moment que tout se joue : l'attribution des

un pisteur aux conceptions de chasse personnelles et étranges.

Cet homme, en effet, qui, a priori, ne semble là que pour porter les jumelles, les fusils, les munitions et les gourdes des chasseurs les plus malins, peut être aussi un redoutable coéquipier. Sa seconde fonction — la principale aux yeux de certains — consiste à taper les pailles, refuge de prédilection des poules de roche, des francolins, des pin-

tades, pour faire voler le gibier peu disposé à finir dans les casseroles. Par la même occasion, dans sa démarche il peut relever des traces de phacochères, voire de serpents. Aussi, un choix malheureux peut se révéler désastreux.

Une sorte de challenge s'établit entre pisteurs — ils peuvent aller jusqu'à passer des paris entre eux sur la compétence de « leur » chasseur, — le Nemrod venu du froid risque fort d'en faire les frais. Tomber par exemple sur un pisteur marathonnien, persuadé que le résultat d'une chasse se mesure à la distance parcourue en courant entre la Land Rover gâtée à l'ombre d'un baobab et la compagnie de francolins qui a choisi un champ de manioc-desséché pour s'envoler au nez de l'intrus, relève du martyre. Des kilos en moins, certes, au bout de deux jours de course, mais aussi une absence de réflexes qui se traduit par des gestes dérisoires : coups de sang, coups de feu intempestifs, hasardeux, bien sûr inefficaces.

D'autres situations, à vrai dire prévisibles, peuvent intervenir. Ainsi, la perte de contact avec le reste de la troupe censée suivre la même direction, alors qu'une bande de cynocéphales ricanants poursuit de ses sarcasmes hargneux la marche épuisante du chasseur qui se croit perdu.

(Publicité)

Mais le marathonnien n'est pas le seul à redouter. Tout aussi inquiétant est le pisteur sautillant, nerveux, enthousiaste, toujours placé entre le fusil et le gibier, mais hélas à hauteur d'homme, prêt à ramener avant son collègue voisin l'oiseau tombé. Peu de chance d'avoir l'occasion de tirer quoi que ce soit avec ce type de pisteur.

### La glacière du pisteur

Le chasseur africain expérimenté ou chanceux, lui, connaît d'autres satisfactions. Son pisteur, après une première marche fructueuse effectuée au petit matin, juste avant l'heure où le jour bascule d'un coup pour embraser l'horizon, lui aura installé une petite chaise sous un frais manguiier, glacière à portée de main. De cette position, il pourra observer tout ce que la nature en Casamance la Verte pourra lui offrir de réveries et de bonheur. Bouquets de perroquets jacassants en plein vol, pigeons multicolores roucouleurs au sommet des fromagers, virevoltes des toucans curieux, courses désordonnées des besogneux rats palmistes... De temps à autre, il saisira son fusil pour tirer francolin isolé ou pintade que ses confrères plus agiles auront levés aux alentours dans d'épuisantes marches.

(Lire la suite page 14.)

### ACCESS VOYAGES LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

6, rue Pierre-Lescot  
75001 PARIS  
Tél (1) 42-21-46-94  
Métro et RER  
Châtelet-les Halles  
Réductions possibles  
en première classe  
et classe affaires.

LIN. 175 111	AS	AR	AS	AR
NEW-YORK	980 F	1 880 F	MONTREAL	1 380 F 2 460 F
BOSTON	1 440 F	2 580 F	TORONTO	1 780 F 2 800 F
WASHINGTON	1 540 F	2 680 F	VANCOUVER	2 980 F 3 800 F
DALLAS	1 750 F	3 200 F	MEXICO	2 800 F 4 950 F
MIAMI	1 750 F	3 200 F	LIMA	3 830 F 6 090 F
NEW-ORLEANS	1 750 F	3 200 F	RIO DE JANEIRO	4 680 F 6 630 F
LOS ANGELES	1 960 F	3 700 F	TAHITI	5 190 F 6 990 F
LAS VEGAS	2 160 F	4 000 F	AUSTRALIE à partir de	4 880 F 7 520 F

et encore d'autres destinations

هكذا من الاصل



# ESCALES

## Débarquement en Crète

Il faut tout faire soi-même ou presque, dans ce circuit-aventure de deux semaines en Crète, proposé par Nouvelles Frontières (87, boulevard de Grenelle, 75016 Paris, tél. : 42-73-10-64) : construire son itinéraire, en accord avec les autres participants (huit à douze personnes) et l'accompagnateur Nouvelles Frontières, et conduire les jeeps mises à disposition (permis obligatoire de plus d'un an). Départs de Paris, Lyon, Toulouse, Mulhouse et Marseille, d'avril à septembre. 2 790 F : ce prix comprend l'hébergement, la première nuit, à Héraklion, le prêt des jeeps et des tentes de camping (canadiennes deux places) et l'assurance. Il faut acquitter en plus : le transport (voies charters Paris-Héraklion-Paris à partir de 1 300 F), la nourriture (environ 80 F par jour), les entrées - sites, musées, campings, - les frais d'essence et... les contraventions éventuelles.



## Jérusalem au bout du Sinaï

En route ! C'est dans des véhicules 4x4 que Club Aventure (122, rue d'Assas, 75006 Paris, tél. : 46-34-22-60) propose un tour du Sinaï en quatorze jours. Après deux jours de visite au Caire (pyramides de Gizeh, le Sphinx etc), le départ a lieu à l'aube vers Suez et la « montagne de Dieu ». Nombreuses étapes dans le désert du Sinaï, une journée de marche au canyon des couleurs, visite d'Ellet et de la forteresse de Massada, au bord de la mer Rouge, avant l'arrivée à Jérusalem. Vols réguliers Paris-Le Caire et Tel-Aviv-Paris, six nuits d'hôtel, pension complète pendant le circuit :

Sphinx etc), le départ a lieu à l'aube vers Suez et la « montagne de Dieu ». Nombreuses étapes dans le désert du Sinaï, une journée de marche au canyon des couleurs, visite d'Ellet et de la forteresse de Massada, au bord de la mer Rouge, avant l'arrivée à Jérusalem. Vols réguliers Paris-Le Caire et Tel-Aviv-Paris, six nuits d'hôtel, pension complète pendant le circuit :

9 980 francs. Il faut ajouter les repas pris au Caire et à Jérusalem, les taxes d'aéroport et les frais de visa. Prochain départ le 20 avril. Groupe de huit à quinze participants.

## Concert au château

Demeures de Touraine et musées méconnus, c'est ce que propose de découvrir l'association culturelle Le monde et son histoire (82, rue Talibout, 75009 Paris, tél. : 45-26-26-77), l'espace d'un week-end (samedi 21 et dimanche 22 février) et autour d'un concert au château d'Arçay avec le Trio Marly : Annie Chailan (harpe), Yves Bellet (violoncelle) et Bernard Wyszczek (flûte). Au programme : Haendel, Mozart, Bach, Debussy, etc. Côté vieilles pierres et souvenirs, le Musée de la poste et l'hôtel de ville d'Amboise, le Clos-Lucé où vécut et mourut Vinci, le château de Noyers, l'abbaye Saint-Julien à Tours et son musée des vins de Touraine, les châteaux de La Briche, du Brail de Foin (la Dame de Montreuil), et de la Roche-Racan. 2 250 F de Paris à Paris en autocar.

croisière de quatre jours dans cet archipel célèbre pour ses iguanes, otaries, tortues et fous à pieds bleus. Mais cette visite s'intègre dans une découverte de l'Equateur : volcans, marchés indiens, villes coloniales, Quito, la capitale, mais aussi, plus rarement visitée, Cuenca, réputée pour son artisanat et ses bijoux. Six départs en 1987 : 13 jours Paris à Paris pour 23 300 F ou 23 950 F (selon le cabine), avec des groupes limités à 18 participants.

## Transaustralie

Les Raids du courage : GO Voyages (22, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 45-22-08-50) s'adressent ici aux « mordus de l'aventure », à « des gens préparés aux efforts, capables de rouler sur des pistes, de supporter sable, poussière et chaleur ». Le premier raid aura pour cadre l'Australie : 7 000 kilomètres pour traverser, d'est en ouest, ce pays-continuité. Un départ en douceur, avec Sydney, puis la côte, et on s'enfoncera dans le désert rouge : Alice Springs, Ayers-Rock et le grand désert de Victoria avant l'arrivée à Perth. Le raid s'effectue en Fiat Panda 4x4. Du 2 au 25 avril : 29 800 F Paris/Paris avec assistance médicale et technique tout au long de ce raid vendu également dans les agences de voyages.



## Le tour de l'Atlantide

Elles sont pour certains le Jardin des Hespérides, le lieu où Hercule vint cueillir les pommes d'or. Pour d'autres, rien moins que les vestiges du mytique continent englouti, l'Atlantide. Les Canaries - les « îles fortunées » - ont toujours fait rêver. Toutes les saisons sont bonnes pour les découvrir : le soleil y brille trois cents jours par an, et la température n'y descend jamais en dessous de 15 degrés.

## Déserts et palais du Rajasthan

Déserts et jungles, hélicoptères et palaces, vingt mondes et trente siècles ici se bousculent : le Rajasthan. De Bombay à Delhi, en passant par Udaipur, Jodhpur, Mandora et Jaipur, le Tourisme français (50, rue de Chateaudun, 75008 Paris, tél. : 42-80-67-80) offre la découverte d'un univers qui surprend toujours et dérange parfois. Prochains départs les 2 mars, 23 mars et 13 avril. Prix par personne (pension complète, hôtels de luxe ou les meilleurs disponibles, services d'un accompagnateur) : à partir de 16 950 F. Groupes de vingt participants au minimum. Vols aller et retour assurés par Lufthansa. Durée de huit jours. En vente dans les agences.

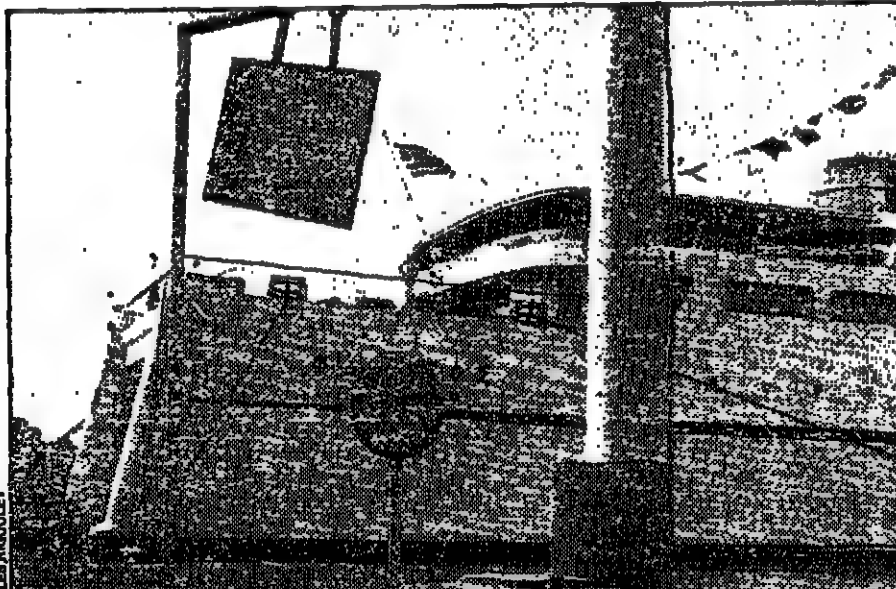
Toujours (1, rue du Pont-Rouge, 75001 Paris, tél. : 42-33-44-60) propose le grand tour de l'archipel en avion par Tahiti, La Garenne, Les Palmes et Lannarua. Il en coûte de 9 040 à 9 740 F pour quinze jours (quatorze nuits) de Paris à Paris selon la période (vents en agence de voyage uniquement). Départs possibles de Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes et Nice à des prix comparables (plus ou moins 100 F au maximum). Supplément chambre individuelle : 805 F. Groupes de quinze participants minimum. Prochains départs les 11 et 18 avril.

## Un train en Equateur

Cui ne se souvient de cette publicité qui, pour vendre l'arôme d'un café, embarquait le téléspectateur à bord d'un train serpentant en musique dans des paysages peu ordinaires. Ce train très « folklorique » relie Quito à Rio Bambu, par la somptueuse « route des volcans ». C'est se passer « en Equateur », un pays qui mériterait beaucoup plus que d'être le simple prétexte d'un voyage aux îles Galapagos. Akiou (2, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-86-16-59) propose, par l'intermédiaire des agences de voyages, une

## Huit jours en Islande

Condition sine qua non : être un adepte de fond expérimenté. A partir de là, le massif islandais du Landmannalaugar, ses montagnes de rhyolite et ses sources d'eau chaude (bains en rivière prévus) se laissent explorer, en compagnie du guide Helgi Benediktsson. Huit jours/sept nuits (deux à Reykjavik, cinq en refuge), avion Paris-Reykjavik et retour, pension complète :



# Vacances d'en France

LES chiffres ne s'expliquent pas simplement par une conjoncture économique morose qui limiterait les voyages à l'étranger. Il semble, en effet, que dans leur majorité les vacanciers français choisissent de rester à l'intérieur de l'Hexagone. Deux raisons à cela : les régions disposent de multiples atouts et, depuis une dizaine d'années, elles s'emploient à mieux les faire connaître.

Pour le tourisme régional, la dernière décennie a été déterminante. En se dotant de structures et en jouant à fond la carte de la promotion intelligente, les régions ont changé de registre. Il est bien révolu aujourd'hui le temps du tourisme artisanal qui se contentait de vanter le charme désuet du « petit chemin qui sent la noisette ».

Vendre la France aux Français, cela signifie désormais leur proposer des produits touristiques adaptés à leurs goûts tout en

s'appuyant sur les richesses naturelles d'une région. Cela implique aussi un changement de mentalité de la part des responsables locaux. En 1977, des structures commerciales du type « Loisirs Accueil » ont été créées dans sept départements pilotes. Dix ans plus tard, près de la moitié des départements français en sont pourvus. De la simple location de gîtes ruraux au tourisme de groupe, les services « Loisirs Accueil » fournissent des prestations différentes, adaptées aux réalités locales. Là encore, on est loin de l'office de tourisme simple distributeur de prospectus... Et le langage employé à présent par les responsables du tourisme régional vient tout droit du marketing. Comme le constate un animateur du comité régional du tourisme Midi-Pyrénées : « Nous passons du tourisme de cueillette à une véritable économie de marché ».

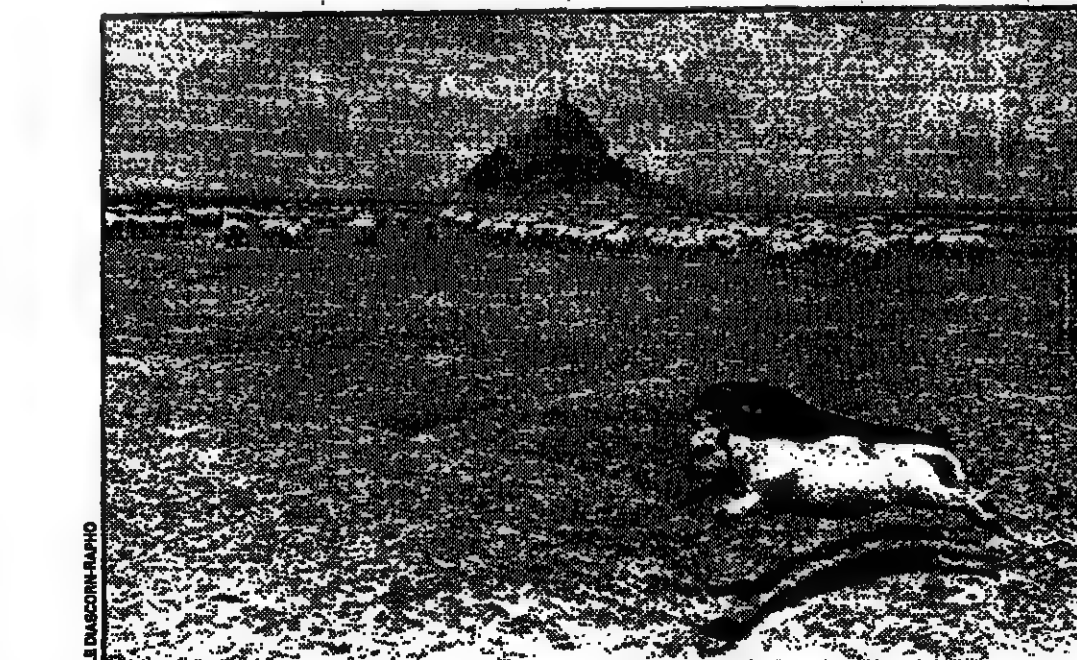
Cette mutation s'exprime dans les déclarations des comités régionaux interrogés par la direction de l'industrie touristique à l'occasion d'une récente enquête. Du Languedoc-Roussillon à la Franche-Comté, les spécialistes du tourisme analysent les spécificités de leur terroir, scrutent les marchés, étudient de nouveaux produits. Plus que jamais, la France du tourisme, c'est la France des régions, et chacune essaie donc de se mettre en valeur. Sans abandonner les campagnes de promotion traditionnelles qui vantent atouts naturels

et historiques, on accorde une grande importance à l'étude et à l'analyse de la fréquentation touristique de la région. En connaissant mieux le profil de leur clientèle, les responsables du tourisme local espèrent ainsi pouvoir lui proposer des produits à son goût.

La région de Savoie-Mont-Blanc, qui a constaté une stagnation de la clientèle traditionnelle des sports d'hiver, met l'accent sur les courts séjours et les grands week-ends. Elle développe également un tourisme à thème : le golf, par exemple (elle dispose de neuf terrains sur deux départements) et les circuits de découverte des lacs alpins, à l'image des lacs italiens. Et puis, malgré la démission de Jean-Claude Killy, il reste les JO pour vendre la Savoie à un monde entier.

La Bourgogne et Champagne-Ardenne, connues mondialement pour leurs vins, ne s'imposent pas à l'esprit comme des lieux de vacances. Elles ont donc entrepris de modifier leur image de marque à partir de thèmes simples mais efficaces : « l'art et le plaisir de vivre » pour la première, « le pays où la vie pétille » pour la seconde.

Au concept de région, certains préfèrent la formule « un marché-un produit ». C'est le cas des Pays de la Loire, qui développent une série de propositions autour des vacances à bicyclette. L'opération, menée sur cinq départements, a obtenu de bons résultats à l'étranger. En Mayenne, 50 % des adeptes du tourisme à vélo sont des Néerlandais.



La vallée du Rhône, qui vise une réputation plus équilibrée des touristes dans ses différents sites, « afin d'éviter les concentrations dommageables », a, entrepris, récemment, de collaborer plus étroitement avec les prestataires régionaux. Même démarche en Anvergne, où le comité régional du tourisme, qui n'a pas de fonction commerciale, soutient l'action d'une vingtaine de groupements hôteliers répartis sur quatre départements. C'est toujours le tourisme en autocar qui domine les produits proposés par cette région, où le rapport qualité-prix demeure l'un des meilleurs de France. Quant au Languedoc-Roussillon, il n'hésite pas à vendre le tourisme industriel.

La Bretagne, qui s'est dotée d'une nouvelle image de marque (Bretagne tonique) pour équilibrer

une réputation un peu trop folklorique, ne manque pas, elle non plus, de projets d'avenir. Le rapport de Barry Maybury (le Monde du 31 janvier 1987) devrait lui inspirer une nouvelle politique promotionnelle et apporter quelques idées aux responsables régionaux. Dans les DOM-TOM, où les particularismes régionaux jouent plus qu'ailleurs, chacun s'intéresse, en priorité, à sa zone de concurrence. Les Antilles regardent du côté de l'Amérique du Nord (et en particulier du Canada) et Tahiti s'intéresse à la côte ouest des Etats-Unis en se situant dans le prolongement d'Hawaï.

Face à un contexte économique difficile, les régions ont tendance à adopter la formule du chacun pour soi. Une réaction certes compréhensible, mais qui représente aussi une importante dépense

d'énergie et d'argent. La création, il y a deux mois, d'une Maison de France traduit une volonté de rendre le tourisme français plus performant sur les marchés intérieur et extérieur. Cet office national de la promotion touristique regroupe, sous la forme d'un GIE, les régions, les professionnels du tourisme et l'Etat.

Les régions-pouront y trouver des conseils pour se vendre sur les marchés étrangers, des informations, des contacts avec les représentations établies dans trente et un pays et des aides pour organiser des opérations de promotion dans les salons touristiques étrangers. Ainsi, sur les vingt-quatre régions présentes au SMTV 1987, douze avaient choisi de s'installer sous le toit de la Maison de France.

CHRISTIAN-LUC PARRISON

**EN PISTE!**

SAHARA • MAROC • NIGER  
MALI • MAURITANIE • BENIN  
TOGO • KENYA • TANZANIE  
ZAMBIE • ZAIRE

A PIED ET EN 4x4  
CATALOGUE SUR DEMANDE  
**Club Aventure**  
122, rue d'Assas • 75006 Paris  
(1) 46-34-22-60



# ENQUETE

La France n'a plus de « France » mais continue à vouloir faire croisière avec des idées. Les paquebots à voiles sortent des chantiers du Havre; l'aménagement intérieur aussi est français. Le premier est signé Marc Held, architecte et styliste industriel.

## Le pullman des mers

**U**N architecte est-il bon tout à fait ? De la cuillère à l'usine, du navire aux meubles du président de la République ? Marc Held fait partie de ceux qui ont conduit, aux confins du stylisme industriel, de l'aménagement et de la conception industrielle. Depuis deux ans, ses recherches l'ont conduit vers un nouvel espace, le paquebot : rénovation du *Mermoz* puis création d'un paquebot à voiles sorti des chantiers du Havre cet automne.

Vous avez visité le « France », version « Norway », ainsi que plusieurs grands paquebots de croisière de la flotte des Caraïbes. Que reste-t-il des derniers « transats » ?

« J'ai visité le « France » depuis qu'il a été réaménagé. C'est le bâtiment complet, le comble de tout ! Il reste encore les grandes hauteurs sous plafond. En revanche, l'intervention des années 80 l'a en partie transformé en Las Vegas du pauvre. La grandeur mise à part, les paquebots d'aujourd'hui sont les purs. Les aménagements ont été pris en main par des hommes de marketing qui rentabilisent chaque centimètre carré. Ce sont de petits comptables qui aménagent les navires actuels.

Le résultat ressemble beaucoup plus à un métro suburbain qu'à un grand transat des années 30 par l'utilisation des volumes et surtout par le choix des matériaux. Ces gens n'ont pas le sens du toucher ! Ils ne savent que tromper : partout des imitations de bois, de tissus... Ils n'ont aucun courage, ils ne se donnent pas le mal d'aller chercher des matériaux différents. Ils prennent ce qu'ils trouvent sur le marché et qui répond du premier coup aux régle-

mentations sur le feu. Ces aménageurs sont paresseux, passillonnés, et... vulgaires !

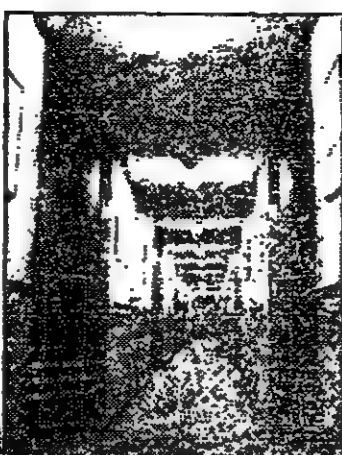
Avez-vous pu faire autre chose sur le Mermoz ou les paquebots à voiles ?

« Je n'ai pas cherché à utiliser des matériaux nouveaux, mais j'ai réintroduit des matériaux qu'on ne pouvait virtuellement pas installer à bord à cause de la réglementation sur le feu. Grâce aux efforts conjugués d'entreprises françaises du Centre technique du bois, de chimistes et de physiciens, on a réussi à faire classer des bois plaqués et massifs dans la catégorie 0 ou 1 des normes Veritas. En fait, c'était principalement une question de colle et nous avons pu en trouver d'autres qui répondaient aux normes.

La qualité de ces matériaux ne se limite pas à leur aspect traditionnel et évocateur mais à leur épaisseur, à leur vie, à leur toucher. On peut les rayer, les rayer, ils supportent les coups. Avec le temps, ces matériaux montrent le passé qu'ils ont vécu, contrairement à d'autres qui ne sont beaux que neufs. Il faut pouvoir préjuger de la vie future de la peau d'un matériau, d'un objet, d'un meuble, à l'instar des Japonais d'autrefois qui anticipaient sur le vieillissement des meubles en superposant les couches de laque.

Dans vos derniers textes comme dans vos propos, un thème revient : une architecture ouverte vers l'extérieur. Comment imaginer un paquebot ouvert vers l'extérieur ?

« Je ne veux pas faire l'apologie des paquebots à voiles parce que j'ai eu la chance de rencontrer des promoteurs qui concevaient un produit de petite audience s'adressant à une clientèle un peu marginale. Mais c'est une assez bonne illustration de ce que j'aime. En



premier lieu, ce sont des navires où la surface de pont est extrêmement importante. Elle est à la mesure d'un yacht privé. En comparaison avec les paquebots de Miami, le ratio par personne est considérable. J'ai ensuite cherché à créer plusieurs lieux totalement ouverts vers l'extérieur. On dit *indoor-outdoor*. Dans notre jargon, on les appelle des espaces de transition.

Le principe d'« ouvrabilité » porte aussi sur la lumière : le maximum d'ouvertures latérales, les grands hublots de la salle à manger et, en plus, des ouvertures zénithales importantes qui font rentrer la lumière du jour partout. Il n'y a pas de locaux confinés. Ce n'est pas le cas des grands paquebots, où de très nombreuses cabines sont aveugles. Sur le *Mermoz*, quand j'ai réaménagé, j'avais créé à plusieurs endroits un éclairage zénithal qui avait beaucoup plu parce qu'il redonnait de la lumière au cœur du navire.

Dans la salle à manger du *Wind-Star*, j'ai tenu à respecter le principe des hublots. Le cahier des charges avait prévu de grandes baies vitrées comme dans les villas. J'ai voulu garder le hublot

28 septembre 1988, le *Wind-Star* déploie pour la première fois ses 2000 m<sup>2</sup> de voilure en rade du Havre.

parce qu'il permet de découvrir le paysage dans un cadre. J'éprouve, en effet, plus de plaisir à regarder la mer ou la montagne dans ces conditions plutôt que par de grandes surfaces vitrées ; c'est la différence entre le goulé et le gourmet.

Vous semblez tirer de l'aménagement des bateaux toute une réflexion sur l'architecture. Est-elle transposable à terre ?

« En des sens très divers, le bateau est une excellente école d'architecture. C'est un exceptionnel apprentissage de l'espace. Dans un bateau, l'espace est limité par l'exiguïté de la coque, par son coût et surtout par ses contraintes fonctionnelles. Il y a en permanence des zones de transition étroites, basses de plafond, qui débouchent sur des volumes plus importants. Consciencieusement ou inconsciemment, le passage d'espaces restreints à d'autres plus généraux produit sur le psychisme des effets, des émotions fondamentales pour l'architecture.

Les gens qui ont construit des monuments, des églises, de l'architecture qu'elle soit religieuse ou

stalinienne ont toujours joué avec ces zones différenciées. Le porche étroit qui ouvre sur la nef, l'arc et la place, etc. Circuler dans des espaces de même nature, sous des plafonds à la même hauteur, dans des volumes unifiés ne permet pas de développer son expérience sensorielle. Voilà la première qualité pédagogique que j'ai trouvée sur les bateaux. La seconde, c'est l'économie de l'espace. A bord, chaque endroit doit servir, chaque parcelle doit devenir utile. On doit donc apprendre à manipuler l'espace, à jouer avec les recoins, à leur donner un sens.

Un bateau, à voiles ou à propulsion mécanique doit avoir une extrême qualité fonctionnelle. Par beau temps comme pendant une tempête, tout doit jouer un rôle. Pour les aménagements, il faut qu'on puisse rendre la main et se déplacer sans se blesser sur une arête contondante. Tout doit être adapté à la peau fragile de l'homme. Dans un bateau, le contact avec les éléments des surfaces doit être doux. Il s'en dégage une esthétique non voulue du toucher, une sensualité du fonctionnel. C'est une esthétique extrêmement humaine parce qu'elle est en relation étroite, en harmonie avec le corps même de l'homme.

Avez-vous tiré de nouvelles idées de cette expérience sur plusieurs paquebots ?

« C'est vrai qu'il y a eu une rencontre. Elle n'était pas fortuite bien que je ne navigue pas. J'ai remarqué que dans mes toutes pre-

mières créations, en 1961, j'utilisais du câble tendu, des tendeurs, des poulies. Très tôt dans ma vie professionnelle, j'ai été attiré par la tension des bâtiments. Avec ces paquebots, je n'ai fait que confirmer ce que je pressentais. Le bateau, c'est une école de la logique, de la vérité. Il doit être solide, il doit marcher ; on ne peut pas tricher. Il doit impérativement s'accommoder de la vague, du flot et du vent.

Il y a là une prise en compte de l'écologie, de l'environnement qui, aujourd'hui, a plutôt disparu, après l'époque du Bauhaus et de l'industrialisation du bâtiment. Pourtant, ces notions sont très présentes dans l'architecture populaire traditionnelle. Le face-à-face du bâtiment maritime avec son environnement devrait servir de leçon pour les édifices sur terre. La prise en compte du vent, du soleil, du froid, de l'humidité modèle totalement ces navires. Le bateau, merveilleuse école, me confirme que le fonctionnalisme a du bon. Clarté des structures, prise en compte de la peau des matériaux, richesse des espaces intérieurs, toutes ces qualités réunies font : la bonne architecture.

OLIVIER RONCIN.

Marc Held vient de publier deux livres aux éditions L'Équerre : *Lettres à Gerry, un essai sous-titré les Architectes nous mènent-ils en bateau ?* et *Montpellier-La Lande, une monographie sur un bâtiment pour IBM*.

Les Français ne sont pas insensibles au charme de leur pays. Sur les 58 % d'entre eux qui prennent des vacances, près de 85 % les passent dans l'Hexagone.

### CORSE

#### Du sentier à la mer

Parce que la Corse est encore plus belle vue de la mer, Montagne Corse in Libertà (immeuble Girolata, avenue Napoléon-III, 20000 Ajaccio, tél. : 95-20-53-14) propose d'associer à une randonnée pédestre une croisière à la voile, après quatre jours d'efforts musculaires le long des sentiers du col de Guagnola et de la vallée de la Lonca, farinente et bronzette sur le pont d'un voilier de 12 mètres. Pour admirer la côte abrupte du golfe de Porto et découvrir de petites criques désertes. Six séjours d'une semaine (2 950 F) du 16 avril au 21 septembre.

### PICARDIE

#### La préhistoire vue du ciel

Depuis une vingtaine d'années, les géologues prennent de la hauteur pour remonter dans le passé. La technique de la détection aérienne qui a permis de découvrir les vestiges arasés d'habitat gaulois et gallo-romain est désormais accessible aux touristes.

Pour un forfait de 880 F par personne (sur la base de deux personnes), Loisirs-Accueil Somme (21, rue Ernest-Carvin, 80000 Amiens, tél. : 22-92-26-39) propose une heure de vol à bord d'un avion (Cessna ou Rallye) en compagnie d'un spécialiste qui assure les commentaires indispensables. Auparavant, afin de mieux comprendre la géographie et l'histoire du département, visite de la salle

d'archéologie du musée Boucher-de-Perthes à Abbeville.

### ALPES DE HAUTE-PROVENCE

#### Descente en eau vive

Pour s'offrir des châteaux quand la température de l'eau est glaciale, une solution : la descente en eau vive. Si les Alpes de Haute-Provence ne disposent pas de canyons comparables au Colorado, elles possèdent malgré tout, sur l'Ubaye (entre la frontière italienne et le lac de Serre-Ponçon), l'un des plus beaux circuits de descente pour le raft, le kayak et l'hydro. Le programme « Ubaye on the rocks » comprend diverses formules pour les débutants et les habitués des dénivelés extrêmes. Le choix est vaste, de la simple descente-baptême sur chambre à air spéciale (70 F) au stage-cocktail de six jours en eau vive (1 600 F sans hébergement et 2 180 F tout compris). Réservations : Office du tourisme, place des Sept-Portes, 04400 Barcelonnette, tél. : 92-81-04-71 et du 15 avril au 30 septembre : Base eau vive, tél. : 92-85-53-99.

### MIDI-PYRÉNÉES

#### La conquête du Tarn

Le premier jour, à la ferme, on apprend à atteler et à manier l'attelage. Puis, dès le lendemain, la randonnée commence sur les pistes forestières et les petites routes du Haut-Languedoc. A bord de chariots bûcherons dignes de ceux des pionniers

de l'Ouest tirés par de petits chevaux de race Fjord, le randonneur de neuf jours prendra souvent l'allure d'une aventure nomade à la conquête du Tarn. Le confort minimal implique de la part des participants un certain esprit sportif. Hébergement dans les chariots et sous la tente, partage des tâches collectives : une expérience de la vie de groupe. Randonnée de dix jours : 2 500 F tout compris. Réservations, Loisirs-Accueil Tarn, Maison du tourisme, 81014 Albi Cedex, tél. : 83-54-85-25.

### PAYS DE LA LOIRE

#### Balade en Torpédo

Pour découvrir le Sarthe à petite vitesse dans une atmosphère rétro-joséite, le Comité du tourisme propose une balade d'une semaine à bord d'une vieille voiture (Peugeot 201, Torpédo, Citroën P 12) pilotée par un chauffeur. Le charme du dépaysement et le plaisir des étapes gastronomiques. Une semaine en pension complète : 3 000 F. Renseignements, Comité départemental du tourisme, Hôtel du département, 72040 La Mans Cedex, tél. : 43-81-72-72, poste 4432.

### LANGUEDOC-ROUSSILLON

#### Pêche au thon à Gruissan

Inutile d'aller au large de la Floride ou des Seychelles pour éprouver les émotions de la pêche au tout-gros. Les eaux qui s'étendent au large de Gruissan, entre les fosses du Canet et les fonds

rochers des « pierres de Sète », sont les lieux de prédilection du thon rouge, l'un des plus gros poissons existant actuellement. La taille normale de l'adulte dépasse 3 mètres et son poids se situe entre 250 et 300 kilos ; ce qui rend la capture particulièrement sportive. Le Gruissan Thon Club (BP 39, quai d'Honneur, 11430 Gruissan, tél. : 66-49-14-41) organise, du 15 juillet au 14 septembre, des journées d'initiation à la pêche au tout-gros à bord de bateaux équipés en quatrième catégorie avec siège de combat, hamois, sondeur, radio, moulinet, etc. Prix de la journée de neuf heures en mer : 750 F avec la location du matériel de pêche, les appâts et la nourriture.

### BRETAGNE

#### Mouche et lancer dans le Morbihan

Pour rivaliser un peu plus avec l'Irlande, la Bretagne met en valeur ses meilleurs lieux de pêche au saumon et à la truite. Deux stages de quatre jours (1 650 F par personne tout compris sur la base de deux personnes en chambre double) sont animés par Jean-Yves Bouglouan et Guy Migaud, deux spécialistes renommés. Découverte des parcours de l'Elle et du Scorff, séances audiovisuelles, repérage des sites de pêche sur une carte d'état-major puis sur le terrain, perfectionnement aux techniques de pêche en rivière, montage des mouches... Le stage de printemps se déroulera du 27 au 31 mai 1987, et le stage d'été du 10 au 14 juillet. Réservations, Loisirs-Accueil Morbihan, Hôtel du département, BP 400, 56009 Vannes Cedex, tél. : 97-42-61-60, C.L.P.

## Les voiles du Havre

**D**ANS la crise générale qui secoue la construction navale mondiale, les Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, et ceux du Havre (avec leur annexe de La Pallice, près de La Rochelle) apparaissent, toutes proportions gardées, comme de réalistes oasis. Et cela grâce aux paquebots.

L'usine Alsthom, sur le bassin Loire, a commandé deux grands navires : l'un pour un armateur norvégien, l'autre pour un américain. Quant au chantier du Havre, il est en train de se tailler une réputation mondiale sur un créneau tout nouveau : celui des paquebots de croisière à voiles. L'entreprise que dirige M. Gilbert Fournier a mis au point un navire élégant, automatisé, qu'il se prépare à vendre — comme des petits pains.

La société de Miami Windstar Sail Cruises Limited, dont les capitaux sont détenus par des hommes d'affaires et armateurs scandinaves et que préside M. Jean-Claude Potier, un ancien de la Transat et de Paquet, a commandé à l'entreprise de Gilbert Fournier trois navires au prix unitaire de 290 millions de francs. Le premier — le *Wind-Star*, 134 mètres, cent cinquante passagers et un équipage de quatre-vingt hommes, six grandes voiles — a fait sa croisière inaugurale fin décembre dans les eaux des Caraïbes. Le second, *Wind-Song*, sortira des chantiers en mars, et le troisième, *Wind-Spirit*, un an plus tard. Ce n'est pas tout. M. Fournier attend et espère la transformation en commande ferme d'une option pour un quatrième navire, *Wind-Surf*. Cette quatrième commande dépend

de la possibilité pour la compagnie américaine de céder le paquebot numéro deux (*Wind-Song*) à des investisseurs français qui le feraient naviguer sous pavillon national. La Banque Paribas s'occupe en ce moment de réunir le « tour de table ».

La formule du paquebot à voiles a un tel succès qu'un armateur français astucieux, M. Jean-Marc Poylot, président de la société havraise Services et transports, s'est dit : pourquoi pas moi ? D'autant que le gouvernement de M. Jacques Chirac a fait voter, au printemps, une loi qui accorde des dégrèvements fiscaux aux investissements réalisés outre-mer.

Après des négociations délicates, il a obtenu l'accord de M. Balladur et Juppé, à la fin de 1985. La confirmation de la commande de deux paquebots à voiles, au chantier de M. Fournier devrait être effective dans les tout prochains jours. Ces navires seront comparables à ceux de la *Windstar Sail Cruises*. M. Poylot a confié à la Banque Lazard le soin de réunir les investisseurs intéressés pour la mise de fonds, mais l'opération semble assez difficile. Il y a quelques jours, il a demandé au gouvernement de nouvelles facilités financières et fiscales avant de passer définitivement sa commande. Quant à la société d'exploitation et de gestion desdits paquebots, elle pourrait réunir autour d'une filiale de Total deux grands noms de l'armement français, Delmas-Vieljeux et la Compagnie Générale Maritime.

FRANÇOIS GROSCHARD.

هكذا من الامم



# RENCONTRE

## Marchand de voyages, le dur métier

**C**ONSCIENT de la fragilité d'une agence de voyages isolée, Philippe Demanthy fondait, il y a quinze ans, Sélectour-Voyages, un réseau constitué d'entreprises indépendantes. Il jouait l'union et y gagnait la force. De dix points de vente, le groupement est passé à plus de trois cents agences. En 1981, Sélectour « pesait » 2 milliards de francs. En 1985, il réalisait un chiffre d'affaires de 3,2 milliards et, en 1987, il vise les 4 milliards. Des chiffres qui en font l'un des trois premiers distributeurs français de voyages avec Havas-Tourisme et Wagons-lits Tourisme.

□ Pour les agences, la voie du salut passe-t-elle donc par le regroupement ?

— Pas uniquement. Notre métier, c'est la distribution. Notre chiffre d'affaires, c'est, en moyenne, 78 % de vente de billets et 22 % de tourisme, c'est-à-dire de revende de produits des producteurs de voyages. Quand une profession ne fait que commercialiser des produits fabriqués par d'autres, elle doit justifier son rôle vis-à-vis du consommateur. Parmi nos atouts, il y a le rôle de conseil et les services « plus » offerts, par notre réseau.

□ A savoir ?

— Cela va du chèque-annulation (nous assurons les frais d'annulation jusqu'à trente jours du départ) au diagnostic vacances (un jeu-test qui permet de décoder les besoins du client),

en passant par le kiosque aux affaires, le prêt de cassettes vidéo sur des destinations, un numéro de téléphone pour les vacanciers mécontents et une assurance complémentaire qui, pour 90 F en moyenne, offre une couverture maximale.

□ Un « vacancier » très protégé : est-ce à dire que les produits vendus ne sont pas fiables ?

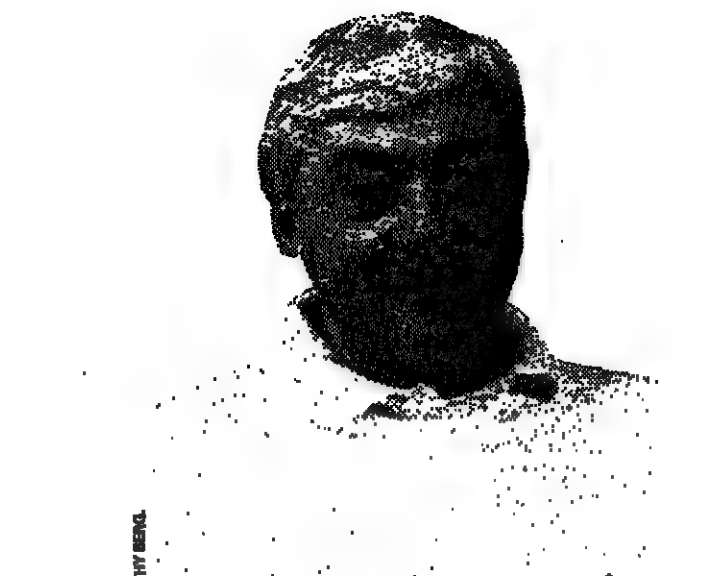
— En moyenne, nous avons de dix à quinze appels par an pour des cas considérés comme graves par les clients. Sur quelque cent soixante mille départs. C'est donc très peu. Mais notre logique, c'est le service du consommateur. On veut qu'il soit content. Nous offrons donc un service après-vente immédiat.

□ Les voyageurs avec lesquels vous travaillez sont-ils de véritables professionnels ?

— De plus en plus. Il est très rare qu'un incident de parcours soit dû à la légèreté d'un voyageur. Les « bavures » s'expliquent surtout par des hôtels en « surbooking ». Finalement, nous recevons, en moyenne, une cinquantaine de lettres de réclamations sérieuses par an, et la pétition rédigée par un groupe est de plus en plus exceptionnelle.

□ Pourtant, selon une récente enquête de l'INC (1), l'image des agences de voyages n'est pas vraiment bonne.

— Certes, il y a un effort important à faire pour améliorer l'accueil et l'efficacité des agents de comptoir. Mais de telles



Philippe Demanthy

enquête privilégie l'activité « tourisme », qui ne représente, comme nous l'avons vu, qu'environ 20 % du chiffre d'affaires. Le métier de base de l'agent de voyages, c'est de délivrer des titres de transport. Dans ce domaine, on n'entend jamais parler de réclamations car le travail est bien fait. Sur le reste, il y a des efforts à faire. Non pas, d'ailleurs, pour être meilleur, mais surtout pour mieux faire savoir qui nous sommes et à quoi nous servons.

□ Méconnus et mal utilisés ?

— On vient chez nous pour chercher des brochures ou des prix. On nous utilise comme des centres de distribution, non comme des centres de conseil. Les gens ne connaissent absolument pas les diverses formules qu'on peut acheter dans une

agence : du vol « sec » à la croisière, en passant par les locations.

□ Le fond du problème, pour les agences, ne tient-il pas dans le fait que leur principale activité, la billetterie, est aujourd'hui menacée par le télématique ?

— Notre activité principale est en effet la billetterie, un marché presque saturé où le taux de progression est très faible. Un marché où, de plus, nous sommes sérieusement attaqués par les nouvelles technologies. Si le tourisme ne représente qu'une faible part de notre activité il offre pourtant un fort potentiel de développement. Il nous faut donc rééquilibrer nos entreprises. D'où nos efforts pour attaquer ce marché presque nouveau.

□ Le public n'en aperçoit-il ?

— On refait, cette année, une campagne de 4 millions de francs à la télévision ainsi qu'à la radio et dans la presse écrite.

□ Un tel effort ne devrait-il pas être assumé par l'ensemble de la profession ?

— J'ai essayé de faire passer ce message au sein de notre syndicat, le SNAV. Cette première campagne à la télévision valait ce qu'elle valait, mais elle n'a pas été réellement soutenue par la profession. Nous recommencerons début février. Il faudra que toute la profession se sente concernée, sinon nous resterons des marginaux.

□ On pense souvent que les prestations d'une agence de voyages sont chères ?

— Non seulement cela ne coûte rien, mais, très souvent, cela coûte moins cher que d'organiser soi-même ses vacances. Sans parler du gain de temps.

□ Vous vous voulez être « le chemin le plus court » ; n'auriez-vous pas dû, plutôt, vous affirmer comme « le chemin le moins cher » ?

— On aurait pu, effectivement, mais il aurait fallu pouvoir l'expliquer clairement. Or, sur certaines prestations, la SNCF par exemple, nous prélevons des frais d'intervention. Mais nous offrons des économies substantielles sur les forfaits, un réseau négociant dans de meilleures conditions avec les producteurs. Précisons, enfin, que le prix indiqué dans une brochure n'est jamais majoré par une agence.

□ Encore faut-il que le message passe...

— En France, la profession du voyage et des vacances vit encore à l'heure artisanale. On raisonne comme il y a vingt ans, on ignore les médias et le marketing. Comment, dans ces conditions, attirer un consommateur sollicité de toutes parts ? D'autant plus que, dans le monde des loisirs, nous devons faire face à des concurrents bien mieux armés que nous sur le plan de la communication.

□ Les agents de voyages paraissent constamment sur la défensive. S'agit-il d'un secteur en péril ?

— Il est en péril car il n'essaie pas de se « positionner » par rapport au futur. Il a un grand avenir s'il apprend à communiquer avec le public. Je pense qu'on s'en sortira, car il s'agit d'une profession où l'on peut réagir plus facilement et plus rapidement que dans d'autres secteurs.

□ Ici comme ailleurs, l'avenir n'est-il pas aux grandes surfaces ?

— Je pense, au contraire, que l'avenir est aux conseils et aux contacts humains. On ne peut acheter du rêve, des voyages, des vacances, uniquement sur ordinateur.

Propos recueillis par  
PATRICK FRANCIS.

(1) En février 1986, 50 millions de consommateurs, le magazine de l'association nationale de consommateurs (INC), avait publié une enquête très sévère pour les agences de voyages (Le Monde du 15 janvier).

### UTA : Vols directs pour San-Francisco

En complément de l'article sur San Francisco (le Monde du 7 février), le « carnet de route » signalait la liaison directe établie depuis le mois de septembre dernier par les compagnies françaises entre

Paris et San Francisco. Outre Air France (le dimanche), la compagnie UTA assure deux vols directs par semaine (mercredi et samedi) qui continuent vers Papouasie.

### RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

Particularités :  
**GUADELOUPE**  
Superbe villa pour 2 à 4 personnes, près mer, dans grands jardins, 4 km golf. Grand séjour, cuis., chambre climatisée, s. de b., grandes terrasses. Px 2800 à 3500 F/semaine suivant période.  
Tél. (16) 35-52-97-98.

A LOUER  
**LAREDO (Espagne)**  
App. 2 ch., s. de séj., cuis., s. de b., balc., vue mer, sols dir. à la plage. Dispon. : JUIN, JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE.  
Tél. : 35-55-25-31.

**Le Monde RADIO TELEVISION**

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

AU SOMMAIRE :  
Le système Drucker, Cory Aquino, portrait de Serge Blanco et les programmes chaîne par chaîne

SUPPLEMENT EN VENTE DEMAIN avec  
**Le Monde**

### Safari à la pintade

(Suite de la page 13.)

On reconnaît tout de suite dans un groupe le chasseur d'expérience : légères chaussures de toile, pantalon de couleur neutre, chemisette, lunettes de soleil retenues par un cordon de soie. Point de concours ici, mais une recherche de la bêtise à peine troublée par l'obstination des mouches voraces et par les applaudissements chaleureux d'une marmaille venue du village voisin admirer l'adresse du tireur émérite.

Sur le soir, le chasseur heureux consentira, après une sieste prolongée et une douche réhydratante, à faire près d'un marigot, la passée aux gongs, cet oiseau des sables au vol de bécassine. A la rigueur, il ira attendre le gros phacochère qui sort de sa massive termitière à la tombée de la nuit. Après quoi, reposé et serein, scotch en main, il attendra patiemment l'heure du dîner en faisant une réussite.

Son pisteur, véritable fée de la case, aura, entre-temps, nettoyé fusil et carabine, et confié aux lavandières son linge du jour. Après avoir toutefois vérifié qu'aucune mygale ou aucun petit scorpion jaune ne sera venu s'installer sous le matelas, vigilance que n'ont pas tous les pisteurs, dont, à vrai dire, ce n'est pas fondamentalement le métier.

Vers 22 heures, après avoir dégusté magrets de francolin ou de pintade, curry de phacochère et fruits exotiques, il s'en ira à nouveau prendre le repos que tout patrouilleur de brousse est en droit d'attendre de la nuit africaine. Car demain est un autre jour, qui réclamera peut-être autant d'efforts.

Son pisteur, une dernière fois, sera venu s'enquérir de l'heure du rendez-vous matinal, préparera les munitions, s'inquiètera de la boisson à mettre au frais durant le repos. Après quoi, ayant capté sur son transistor les dernières nouvelles en provenance de Dakar, le chasseur heureux s'endormira comme un enfant.

A propos, à la Kayanga, là-bas au fin fond du Sénégal, aux portes de la Guinée, les deux meilleurs pisteurs s'appellent Boukari et Boubou. Souvenez-vous-en.

CLAUDE LAMOTTE.

**AVENTURES...**  
à pied et en 4x4 tout terrain  
Sahara, Yémen, Maroc, Kenya, Mali, Éthiopie, Réunion, la Crete, Spitzberg, le Népal, Tibet  
Documentation à :  
**NOMADE-AVENTURE**  
50, av. des Ternes, 75017 PARIS  
Tél. : 43-53-95-96

### Lily Trotter



**LA DÉCOUVERTE DU KENYA**  
SAFARIS au départ de NAIROBI. Votre circuit en minibus, cars ou véhicules 4x4 avec hôtels sélectionnés dans chaque ville d'étape.

### AU SÉNÉGAL

### Carnet de route

● Comment s'y rendre. Par avion bien sûr. Plusieurs lignes régulières existent desservies par plusieurs compagnies entre Paris et Dakar. En outre, des services sont effectués au départ de Mulhouse, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Marseille si l'on passe par le canal de Jertours — chasse et pêche (19, avenue de Tourville, 75007 Paris), dont Michel Maëlle, guide de chasse, est le directeur. Jet Tours (chasse-pêche) supervise plusieurs installations étalées entre l'Atlantique et la frontière du Mali et créées par Sénégal-chasse. A la tête de chacune de ces installations se trouve un guide de chasse professionnel responsable de la gestion cynégétique du territoire sur lequel se trouve le campement. A la Kayanga, dans notre article, il s'agit de Jacques Moreau, guide fort connu de tous les chasseurs sénégalais. Neuf jours de voyage, dont six de chasse, coûtent de 8 860 F à 11 900 F de Paris à Paris selon les campements et les saisons.

Les accompagnateurs sont acceptés. Le permis de chasse coûte 950 F et doit être payé en sus sur présentation obligatoire du permis français. Le passeport en cours de validité est réclamé.

● Armes. Il est recommandé d'emporter deux armes : l'une à canon lisse pour le petit gibier volant, l'autre à canon rayé pour le phacochère. Toutefois, l'armurerie du camp peut louer des carabines à qui le souhaiterait. Les calibres recommandés sont le 12 pour les armes lisses et le 300 WM pour la carabine. Les calibres courants européens sont tout à fait acceptables, mais il ne faut pas descendre sous le 7 millimètres pour les canons rayés.

Actuellement, l'importation des munitions pour armes lisses est interdite par le Sénégal. On trouve à l'armurerie du camp tout ce qu'il faut comme plombs, et la cartouche

coûte environ 3,30 F pièce. Pour les carabines, il est conseillé d'apporter avec soi les munitions. Dans tous les cas, une autorisation d'entrée des armes est exigée. L'agence que vous aurez contactée en France se charge des formalités.

● Quand ? La saison de chasse va pour le phacochère du 15 novembre au 30 avril et pour le petit gibier du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril. Le meilleur moment se situe entre le 1<sup>er</sup> février et le 15 mars.

● Hébergement. Les installations sont constituées par des huttes, dont les murs sont en dur avec généralement toilettes et douche intégrées. L'architecture est identique à celle des villages avoisinants. L'alimentation est généralement très soignée et composée bien évidemment de gibiers tués. Toutefois, des légumes sont servis régulièrement ainsi que du poisson dans les camps situés près des rivières. Les nuits à l'aller et au retour sont passées à Dakar au Novotel, en bordure de la petite corniche.

● Santé. Vaccination contre la fièvre jaune obligatoire. Un traitement antipaludéen préventif est souhaitable. L'infirmerie du campement peut faire face aux inconvénients instantanés qui peuvent par ailleurs se déclarer. Consulter également son médecin ou son pharmacien si l'on est sensible aux changements de régime.

● A voir. Tant à l'aller qu'au retour, on peut évidemment visiter Dakar. Lors du séjour dans les campements, les excursions sur les rives de la Gambie ou de la Casamance méritent d'être faites. On peut, par ailleurs, si le séjour se déroule dans l'est du pays, visiter le Niocolo-Koba, réserve de grands gibiers où l'on peut voir toute la faune africaine, de l'éléphant au lion et à l'hippopotame.



# LA TABLE

## métier

# Pochons-les !

**F**AUT-IL ou non du vinaigre dans l'eau du pochage ? Grave question. Songez que, l'été dernier, le *Times* de Londres y consacrait deux longues colonnes (« Cracking Upon the Poached Egg and Vinegar Debate »). A ne pas confondre : les œufs pochés et les œufs mollets (ceux-ci cuits dans leur coquille) bien que leur présentation, ensuite, puisse être semblable.

Lors de la parution de l'article du *Times*, j'étais à Beaulieu-sur-Mer. Bonne occasion pour demander à Pierre Estival l'avis d'un chef faisant autorité. Sa première remarque m'échappa : « L'œuf poché doit être traité avec amour ! » Mais comment ?

Eh bien ! Il faut des œufs très frais (de première fraîcheur, dit Escottier dans son *Guide culinaire*) et, s'ils sont au réfrigérateur, sortis au moins une heure avant. Ensuite porter à ébullition l'eau salée additionnée de deux cuillerées de vinaigre blanc par litre. Enfin casser les œufs, un à un, dans le liquide bouillant (ils doivent s'envelopper totalement dans le blanc) et laisser cuire 3 minutes. Les rafraîchir alors dans un récipient contenant eau et glaçons, les laisser refroidir, les parer, les égoutter sur une serviette (le jaune doit être pareil à celui d'un œuf coque de manière à pouvoir les réchauffer s'il s'agit d'une présentation chaude et semblable à un œuf mollet s'il s'agit d'une présentation froide).

Les recettes d'œufs pochés sont nombreuses. Elles datent souvent du dix-neuvième siècle, et l'imaginaire des chefs s'enrichissent participant quelquefois du délire. Les œufs Daumont, par exemple, sont servis, mollets, sur un socle de gros champignons, étuvés au beurre garnis d'un saupçon de



queues d'écrevisses liées à la sauce Nantua puis, nappés de Nantua cannellée encore, décorés d'une lame de truffe cannellée et glacée. Ouf ! On conçoit que pour ce genre d'exercice présentatoire les gros bonnets exigent des œufs bien parés, parfaits ovales bien lisses, mais ils ne permettent pas de dire que les rois du blanc, plus anarchiques, rustiques, ont aussi belle allure nappés d'une sauce qu'ils retiennent en leurs plus comme draperie. Comme en sauce meurette par exemple.

Au *Métropole* les plus demandés sont, outre les œufs meurette (cette sauce au vin pour être bourguignonne peut être d'autres crus, rouges ou blancs) : Bénédicte (sur une croûte garnie de brandade nimoise c'est-à-dire sans ail et facultativement nappés d'une sauce crème), Argenteuil (sur une purée d'asperges vertes), Bragance (sur une demi-tomate cuite au four à l'huile d'olive et nappée de béarnaise légère), Madras (sur un socle de riz et nappée de sauce au

curry), Florentine (sur épinards), Rivière (sur ratatouille), etc.

Shona Crawford Poole propose, selon les recettes britanniques, de servir des œufs pochés sur des « swiss rosti » (les pommes de terre sautées à la mode helvétique, si délicieuses !), sur des champignons et du bacon, et aussi sur du véritable haddock également poché, que je ne trouve plus guère sur les cartes (mais régulièrement au *Ruban bleu*, 29, rue d'Argenteuil, tél. : 42-61-47-53).

Mais le summum me paraît bien être l'œuf Toupinel. Son histoire est trop longue pour être ici racontée. Sachez seulement qu'il tire son nom d'un vaudeville et fut créé, en 1890, au restaurant Mairie, voisin. Il s'agit de grosses pommes de terre de Hollande cuites au four, incisées de façon à en retirer un chapeau puis, à la cuillère, partie de leur chair. Celle-ci remplacée par une purée de céleri est nappée de sauce Mornay, d'une couche de maigre de jambon haché (facultative) puis d'un œuf poché nappé à son tour de Mornay poudré de chapelure et de parmesan et passé au four à gratiner. Une merveille à faire se relever feu Toupinel (c'est le titre du vaudeville). Mais sur quelle carte le trouver aujourd'hui ?

LA REYNÈRE.

## ENSEIGNE

### Un goût de paprika

petit établissement farouchement géorgien, où descendants de Russes blancs et intellectuels bourgeois se consolent autour de la vodka et du samovar. Le *Paprika* nous parle de l'orgueilleuse Hongrie, et l'on y sert avec chic les vins du Balaton, et l'*Athanas*, reflet de la Roumanie, est l'endroit où déguster la viande parfumée des mititei.

• *La Tchanka*, 7, rue de Lappe, 75011 Paris. Tél. : 47-00-73-61. Fermé samedi midi et dimanche. Chic et russe.

• *La Toison d'or*, 29, rue Castagnary, 75015 Paris. Tél. : 45-31-52-44. Fermé mardi. *Liba* géorgienne.

• *Le Paprika*, 43, rue Poivreau, 75005 Paris. Tél. : 43-31-65-36. Fermé samedi et dimanche à midi et lundi.

• *Athanas*, 4, rue Crozatier, 75012 Paris. Tél. : 43-44-49-15. Fermé lundi. *Roumain classique*.

J.-C. R.

## SEMAINE GOURMANDE

### Pierre Traiteur

Enseigne d'un demi-siècle et nouveaux propriétaires : c'est la continuité dans la continuité. Les Dax sont du métier tout autant que les Nourygrat, et la formule est heureuse. Alors...

On se réjouira de trouver à la carte les classiques de la petite boîte-type, selon Camusely : les pissenlits au lard ouf poché, le morteau au beaufrais, la petite marmite, l'estofinado rouergat, le bœuf ficelle et l'économique galette de boudin aux oignons. On aura plaisir à faire connaissance avec le mien fritt beurre d'escargot, le saint-pierre à l'oseille, le foie de veau à l'ail doux, Sorbets et glaces sont « maison », la carte des petits et plus grands vins de prix honnête — testez l'irancy (80 F) ou le ludois serrigny (120 F) — peu courants.

Service féminin bien rodé (les mêmes visages « sympas » que du temps de Guy, avec la brune Odile en plus). En cuisine, même continuité. Pierre Traiteur continue et ne peut, avec ce sang neuf, que s'améliorer dans la pérennité. Compter 250-300 F.

• *Pierre Traiteur*, 10, rue de Richelieu (1<sup>er</sup>), tél. : 42-98-08-17. Fermé samedi et dimanche. Parking : Pyramides. AE, DC, CB.

Domaine de la Grande Vignole 1985 à 78 F. Compter 250 F.

• *Le Petit Duc*, 34, rue de Penthièvre (8<sup>e</sup>), tél. : 43-59-15-49. Fermé samedi et dimanche. AE, DC, CB.

### Les Messugues

C'est le nom provençal d'un arbrisseau plus connu sous le nom de ciste, aux fleurs blanches ou roses, ce qui est un peu la tonalité de cette petite maison animée par trois jeunes garçons (dont Gérard, en cuisine, a fait ses classes chez Guyonne). Rascasse en fondue de bouillabaisse (70 F), filets d'œufs fumés aux pommes (55 F), émincé de rognon au cahors (80 F, mais pourquoi émincé ?), beaucoup de desserts succulents. A noter un salon (vingt couverts) et un menu deux plats, fromage ET dessert, à 120 F. Bon petit endroit pour le soir.

• *Les Messugues*, 8, rue Léon-Jost (17<sup>e</sup>), tél. : 47-63-26-85. Fermé samedi et dimanche. Parking : 102, boulevard de Courcelles. CB.

### Le Santenay

Nouveau décor (Napoleon III), et tout fleur par Annick pour la cuisine de Francis (Vallot). Escargots de Bourgogne (55 F la douzaine), sole à l'orange (87 F), magnifique bourride aux cinq poissons (91 F), joue de bœuf en civet (58 F), bons desserts et, à la carte, des vins de Santenay (blanc et rouge). En attendant la mini-terrasse de l'été, vous dinerez aux chandeliers pour 250-300 F, agréablement. A noter le miel proposé avec le café et un salon de quinze couverts.

• *Le Santenay*, 75, avenue Niel (17<sup>e</sup>), tél. : 42-27-88-44. Fermé dimanche soir et lundi. AE, DC, CB, Eurocard. L. R.

### Le Petit Duc

...De Penthièvre, pour le situer géographiquement. Et aussi un petit nouveau dans cette vieille maison rustique, un peu bruyante aux déjeuners (mais quel charmant endroit pour les dîners intimes et bon enfant !). Le chef Rémy Dreux cuisine avec goût, chaque jour, deux plats du jour (entre 30 F et 70 F), plus de bonnes entrées, les poissons de la fraîcheur du moment, les viandes des Bouches niennaises (très succulent onglet à la fondue d'échalotes, mais pourquoi le servir tout coupé ?) et une originale compote de lapin aux abricots. Portions peut-être un peu justes et carte des vins honnête (potez le saumur-champigny

## Carnet de route

**LES MALDIVES**  
12 îles, des criques, des extensions de séjour à Ceylan, Singapour et à l'Inde du Sud.  
1 semaine à partir de 8.415 F.  
MALDIVES à l'île, au Maldives, 6000 Couronnes.  
Tél. 01 43 33 28 52 - Tél. 015 5602 et dans les agences de voyages agréées.

**NOS TOURS DU MONDE 1987**  
1. départ le 24 AVRIL  
2. départ le 2 octobre  
**SINGAPOUR - SYDNEY**  
**TAHITI - MOOREA**  
**ILES-S/LE-VENT**  
**RANGIROA - SAN FRANCISCO**  
34 jours de Paris à Paris : 25 850 F  
**LA CROIX DU SUD**  
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS  
Tél. 01 42 91 32 73 - Tél. 01 42 91 32 73

**VACANCES-VOYAGES**  
**HÔTELS**

**Côte d'Azur**  
**NICE**  
**LA MALMAISON et VICTORIA**  
2 hôtels de 4 et 5 étoiles.  
Restaurant à LA MALMAISON  
Grand confort, chambres TV couleur.  
Tél. direct, Mini bar.  
Quartier résidentiel plein centre ville.  
48 ou 33, boulevard Victor-Hugo.  
06000 NICE.  
Tél. 93-67-62-56 ou 93-88-38-68.

**06500 MENTON**  
**HOTEL DU PARC \*\*\***  
Tél. : 93-57-66-66. Prix mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

**06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER**  
**HOTEL VERSAILLES \*\*\***  
Toutes chambres vue sur mer, terrasse, coin privilégié de la Côte d'Azur entre Nice et Monaco, séjour en demi-pension. Restaurant panoramique sur la rade.  
Tél. 93-61-39-56. Tél. 970 433 F.

**Italie**  
**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc. Ambiance intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE 1.  
Directeur : Dante Apollonio.

**Montagne**  
**05490 SAINT-VÉRYAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Staz. village. Piste fond. Piste lisse. Centre d'Europe, 2040 m.  
**LE VILLARD**  
Chamb. et duplex + cuisine, dep. 450 F pers./sem. Tél. 91-45-42-44.  
**BEAUREGARD**  
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-82.

**73710 PRALOGNAN-LA-VANOISE**  
STATION CALME - SKIS - PROMENADES  
**HOTEL LES AIRIELLES \*\*\***  
Centre pour le bien-être. Cuisine de femme. SITUATION ENSEMBLE TERRASSES GARAGE. Promo 28/3-11/4. Tél. : 79-66-78-32.

**Province**  
**EN PÉRIORD - 24570 LE LARDIN**  
**HOTEL SAUTET \*\*\***  
Pension ou 1/2 pension de 165 F à 225 F. Piscine - Tennis - Gd parc. T. 53-51-27-22.

**Suisse**  
**3520 ZERMATT-VALAIS**  
**HOTEL HOLIDAY \*\*\***  
Appart.-hôtel avec service d'hôtel, 60 lits. Situation tranquille, à proximité du funiculaire Saanen. Tous les studios avec balcon, cuisine, réfrigérateur, bain, w.c., radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gr. dans une piscine couverte. Restaurant. Prix spéciaux de 22 ans au 12 avril 75 FS (env. 290 FF), demi-pens. 124/126/128/130 FS. P. 11. R. P. 11.

# Pour Digital, Cannes est capitale.

La plus importante exposition organisée en Europe par un constructeur d'ordinateurs se tient au Palais des Congrès.

Cannes (de notre correspondant)

Paris audacieux pour les dirigeants Européens de Digital, qui d'organiser et pour la deuxième année consécutive, une ville entièrement électronique avec 7.000 m<sup>2</sup> d'exposition, 30 millions de dollars de matériel présenté à 13.500 décisionnaires venus du monde entier.

Le prestigieux Palais des Festivals de Cannes devient Dec-Ville pour la circonstance. Ville du futur où se trouvent rassemblées, en simulation,

toutes les fonctions d'une commune et de ses centres d'activités (banque, usine, université, mairie, etc.).

Deuxième Palais des Congrès de France, 60.000 m<sup>2</sup> de business, 8 niveaux d'activités, deux auditoria de 2.400 à 1.000 places, 11 salles de 40 à 300 places, 14.000 m<sup>2</sup> d'exposition, 121 techniciens, 18 corps de métiers, les Ambassadeurs pour réceptions, 121 hôtels, 4.700 chambres (dont 1.800 à moins de 900 mètres du Palais), 282 restaurants, 2 casinos, 20 pianos bars ou night-clubs et 3.000 heures de soleil.

Direction Générale du Tourisme et des Congrès, Esplanade Président Georges Pompidou - La Croisette 06400 Cannes. Tél. : 93-39.01.01.

**CANNES**  
CÔTE D'AZUR

C'EST ÉTONNANT. C'EST CANNES.

حکومت الامم المتحدة



# JEUX

## échecs

N° 1215

### EN PLEIN CŒUR

(Tournoi international de Poznan, 1986)

Blancs : SARWINSKY  
Noirs : PRZEWOZNIK  
Défense Nimzovitch.

1. d4 Cx6 15. Fd2 Tf8  
2. c4 b5 16. d5 (1) Cx5 (1)  
3. f3 Fd7 17. Fxg6 (1) b6 (1)  
4. e3 0-0 18. Fxg6 (n) g6  
5. f2 c5 19. Txe6 (n) Fx6  
6. c5 20. Dg6+ Rg8  
7. d5 g4 21. Dxe6+ Rg8 (1)  
8. exd4 dxe4 22. Dxe6 Dd4  
9. Fxe4 Cx5 (1) 23. Dg6+ Rg7  
10. e3 Fd7 (1) 24. Cx5 (1) Dd6  
11. Dd3 (1) b4 (1) 25. Ff6+ (1) Rxe6  
12. Ff5 Fd7 26. Cx5+ Rg5  
13. f4-d5 (1) Tg6 (1) 27. Dd4 mat (r)

#### NOTES

a) Dans cette variante du système Rubinstein, les Noirs peuvent exercer, de plusieurs manières, une forte pression sur le centre ennemi et le réduire à un pion central isolé. L'échange des pions centraux peut être précédé de la sortie du C-D (7... Cg6).

b) On joue le plus souvent 9... b6; par exemple, 10. Fg5, Fb7; 11. Cc5 ou 11. Dd2. Le fianchetto - D paraît ici plus souple.

c) Après 10... Fxg3; 11. bxc3 la paire de F des Blancs peut devenir dangereuse.

d) 11. Td1 est une autre possibilité. La sortie de la D est ici particulièrement efficace, puisqu'elle élimine du plan Fd5-Td1-Tf6 qui permettrait d'entreprendre une offensive au centre et sur l'aile - R. A noter que les Blancs ont un certain avantage spatial et contrôlent les cases g5 et e5; leur pion isolé d4 ne

représente dans cette phase du milieu de partie en aucune façon une faiblesse.

e) Une stratégie différente 11... a5; 12. Fg5, b5 laisse aussi les Blancs dans une position avantageuse. 13. Fd2, Fb7; 14. Ta-d1, Ta-c8; 15. Tf-é1. Malgré la solidité de la position des Noirs, les chances des Blancs sont réelles: 15... b4; 16. Cx4, bxa3; 17. bxa3, Da5; 18. Fxf6, gxf6; 19. Cg5, Fxg5; 20. dxc3, Dxc3; 21. Fb1, f5; 22. Cg5 avec une forte attaque (Platz - Churavlev, 1958) ou 15... Cd5; 16. Cxd5, Fxg5; 17. Cb6, Cb4; 18. a4, Fxh3; 19. Fd3, Dxb6; 20. Dg4, Fd7; 21. Txe6, fxe6; 22. Fxg6+; Rb8; 23. Fxg6 (Bondarovsky - Sokolsky, 1950).

f) 13. Tf-é1 est très populaire: si 13... b6; 14. Fh4, Ch5!; cependant les Blancs répondent au mieux par 14. Ff4; si 14... Fd6; 15. Fxd6, Dxd6; 16. d5, 17. Fd3; 18. Cxd5; 19. Fxd5, Cx8 et les jeux sont égaux. Si 13... Ch5; 14. Fd2; après 13... Tg8; 14. Td1 est fort: 14... Dc7; 15. Fd2, Tf-d8; 16. b3, Td7; 17. d3! (Sabo - Van Steen, 1979). Dxb6; 20. Dg4, Fd7; 21. Txe6, fxe6; 22. Fxg6+; Rb8; 23. Fxg6 (Bondarovsky - Sokolsky, 1950).

g) Ou 13... Td8; 14. Tf-é1. Peut-être faut-il déjà se défendre par 13... Cd5; 14. Fxd5, exd5 (et non 14... Fxg5; 15. Fd4, b6; 16. d5, exd5; 17. Fxd5, Tg8; 18. Cxg5, Dxc3; 19. Cb4, Dg6; 20. Cde5 avec un net avantage aux Blancs (Furman - Walt-

mander, 1953); 15. Fxg7, Cxg7; 16. Tf-é1, bien que la supériorité positionnelle des Blancs soit claire.

h) Une position qui semble venir du Gambit - D, dans laquelle les Noirs ne doivent pas baisser leur garde. Le coup du texte, qui oblige naturellement la case d8 à la T-R, est probablement une faute. La case d5 doit toujours être surveillée; le blocage simplificateur est nécessaire: 14... Cd5. Par exemple, 15. Fxd5, exd5 (et non 15... Fxg5; 16. Fd4, b6; 17. d5!); 16. Df5, g6; 17. Dxd5, Dxd5; 18. Cxd5, Fxg5; 19. Cxg5, Tf-d8; 20. Cg7+; Cxg7; 21. Tf-d7; Tf-d4; 22. Td-é1, Fxg2! (Pinter - Olafsson, Copenhagen, 1985).

i) Cette rupture thématique intervient au bon moment, déclenchant un

j) Ou 16... exd5; 17. Fb1, g6 (si 17... Cg4; 18. Cxd5); 18. Tf-d7, Dxe7; 19. Td1, Dd6; 20. Ch5 et le Cb6 tombe. Après 16... exd5 les Blancs peuvent également poursuivre par 17. Cxd5, Cxd5; 18. Fxd5, b6; 19. Fxh7+; Rxf7; 20. Dg4+; Rf8; 21. Ch4, Cg5; 22. Dg7, Tg7; 23. Fxg7+; Rxe7; 24. Txe3+; Rf6; 25. Td3+; Rg6; 26. Td1+ ou aussi par 17. Fxh6, Fxh6; 18. Cxd5, Fxg6; 19. Cxg6 mais la défense 18... Cg5 semble satisfaisante. La réponse 17. Fb1 resta ainsi déterminante.

k) Interdisant la réponse 17... exd5 à cause de 18. Cxd5!

l) Une défense qui s'appuie sur le clouage du Fd5 mais qui ne peut réussir.

m) Et non 18. Fxg7, Cxg7 avec des

n) Sacrifice de démantèlement de la

o) Si 21... Rg8; 22. Fxg6 mat.

p) Coupant la fuite du R et menaçant 25. Fd6 mat.

q) Troisième sacrifice de pion.

r) Un joli mat en plein cœur de

technique.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1214

A.S. NASANIAN

« 64 », 1948

(Blancs : Rf1, Fb4, Fa2 et b5. Noirs : Rf3, Fd3, Pd5 et f2. Nulle.)

Le premier coup de cette étude n'est pas ordinaire.

1. b6, Fxb6; 2. a4, Fg3; 3. a5, d4;

4. a6, d3. On voit de moins en moins

comment les Blancs vont trouver leur

sauf.

5. a7, Fxa7; 6. Fxc2, d2 et mal-

heureusement le pion d n'est plus arrêtable;

l'idée de pat des Blancs ne semble pas

aller bien loin.

7. Fd1, d1=C (et non 7... d1=D ou

T à cause du pat); et les Blancs sem-

blent encore perdus: si 8. Fb4? Cc3+

et 9... Cg2+ avec gain du F; si 8. Fd2,

Ff2; 9. Fg1, Cg1 suivi de 10... Cg4

avec gain; si 8. Fxg7, Cg3+ et 9... Cg2+

avec gain du F.

Reste une unique défense 8. Fd2, Ff2; 9. Fd2, Fb6; 10. Rd1 nulle (et non 10. Fd7, Fd4; 11. Fa5, Cc3+; 12. Rd1, Fd3 et les Blancs sont en zugzwang).

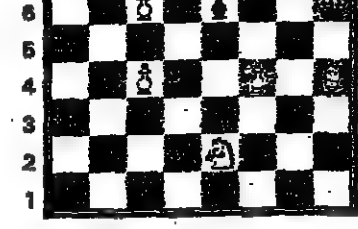
On joue 7. Fd1, d1=F; 8. Fb4 (et non 8. Fxg7, Ff2 suivi de 9... Fd2 mat); Fd3; 9. Rd1, nulle.

ÉTUDE

N° 1215

A. SOLOVIEV

(1929)



BLANCS (6) : Rb6, Cc2, Fd7,

cf. cf. 14.

NOIRS (4) : Rb6, Tg7, Ch, Fd6.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

## bridge

N° 1213

### UN BOOMERANG

Les psychics sont une arme dangereuse qui se retourne contre ses servants, surtout quand l'adversaire est très adroit comme dans cette

donne du Festival de Juan-les-Pins de 1985:

♠ 1032  
♥ AD102  
♦ A62  
♣ R87

♠ 765  
♥ V864  
♦ V9  
♣ DV92

♠ ARDV98  
♥ 75  
♦ 75  
♣ A63

Ann. : O. don. N-S. vul.

Ouest Nord Est Sud  
401 passe 401 contre  
passe 500 500  
passe 601 passe 601  
passe passe

Après avoir entamé le Roi de Car-

reau resté maître, Ouest a continué

Carreau pris par l'As du mort sur lequel est tombé le dernier Carreau d'Est. Comment Collings a-t-il

essuyé pour réussir ce PETIT

CHELEM A PIQUE contre toute

défense?

Réponse:

Collings avait laissé passer

l'entame pour « rectifier le

compte ». Ensuite, quand Ouest

continua Carreau, il aurait pu abatre

son jeu en expliquant : « Si

Ouest a le Roi de Cœur et pas plus

de trois Cœurs, je fais le reste en

squezzant Ouest (à Carreau et Trèfle).

Voici le déroulement du coup: trois

coups d'atout, le 5 de Cœur pour la

Dame, l'As de Cœur, une coupe à

Cœur (pour que Ouest ne garde

plus cette couleur) et une dernière

rafale de quatre atouts:

♠ D♠ 1034 ♠ 1066 R8 ♠ V♠ DV9

♠ 99A63

Sur le 9 de Pique, Ouest doit jeter

un Trèfle pour garder la Dame de

Carreau (si non le 6 de Carreau deviendrait maître). Collings

défausse le 6 de Carreau (qui n'est

plus utile), et c'est au tour d'Est de

mettre bas les armes: pour ne pas

libérer le 10 de Cœur du mort Est

doit sacrifier le 9 de Trèfle. Alors

Collings tire le Roi de Trèfle et l'As

de Trèfle, puis il pose calmement

sur la table son 6 de Trèfle, la dou-

zième levée de ce chelem qui contri-

bue à sa victoire dans ce tournoi

individuel.

L'inévitable

capture

Remarque:

John Collings, qui participe au

Festival de Juan-les-Pins depuis une

vingtaine d'années, est le champion

qui a remporté le plus de victoires

dans cette épreuve, et son palmarès

dans le tournoi individuel (où l'on

change de partenaires toutes les

deux années) est exceptionnel.

En regardant les quatre jeux de

cette donne, quel est le bridgiste qui

aurait le contrat de 5 Trèfles

peut être réussi? Or, si vous

connaissez bien tous les secrets de la

technique, vous devez faire onze

levées!

♠ R1075  
♥ A87  
♦ A974  
♣ 43

♠ V832  
♥ D9654  
♦ D1083  
♣ ---

♠ D64  
♥ 102  
♦ V65  
♣ DV1067

♠ A9  
♥ RV3  
♦ R2  
♣ AR9652

Ouest entame le 3 de Carreau, Sud

prend avec le Roi et tire le Roi de Trè-

fle sur lequel Ouest défend au Cœur.

Comment gagner CINQ TRÈFLES

contre toute défense?

change de partenaires toutes les

deux années) est exceptionnel.

En regardant les quatre jeux de

cette donne, quel est le bridgiste qui

aurait le contrat de 5 Trèfles

peut être réussi? Or, si vous

connaissez bien tous les secrets de la

technique, vous devez faire onze

levées!

♠ R1075  
♥ A87  
♦ A974  
♣ 43

♠ V832  
♥ D9654  
♦ D1083  
♣ ---

♠ D64  
♥ 102  
♦ V65  
♣ DV1067

♠ A9  
♥ RV3  
♦ R2  
♣ AR9652

Ouest entame le 3 de Carreau, Sud

prend avec le Roi et tire le Roi de Trè-

fle sur lequel Ouest défend au Cœur.

Comment gagner CINQ TRÈFLES

contre toute défense?

♠ R1075  
♥ A87  
♦ A974  
♣ 43

♠ V832  
♥ D9654  
♦ D1083  
♣ ---

♠ D64  
♥ 102  
♦ V65  
♣ DV1067

♠ A9  
♥ RV3  
♦ R2  
♣ AR9652

Ouest entame le 3 de Carreau, Sud

prend avec le Roi et tire le Roi de Trè-

fle sur lequel Ouest défend au Cœur.

Comment gagner CINQ TRÈFLES

contre toute défense?

♠ R1075  
♥ A87  
♦ A974  
♣ 43

♠ V832  
♥ D9654  
♦ D1083  
♣ ---

♠ D64  
♥ 102  
♦ V65  
♣ DV1067

♠ A9  
♥ RV3  
♦ R2  
♣ AR9652

Ouest entame le 3 de Carreau, Sud

prend avec le Roi et tire le Roi de Trè-

fle sur lequel Ouest défend au Cœur.

Comment gagner CINQ TRÈFLES

contre toute défense?

♠ R1075  
♥ A87  
♦ A974  
♣ 43

♠ V832  
♥ D9654  
♦ D1083  
♣ ---

♠ D64  
♥ 102  
♦ V65  
♣ DV1067

♠ A9  
♥ RV3  
♦ R2  
♣ AR9652

Ouest entame le 3 de Carreau, Sud

prend avec le Roi et tire le Roi de Trè-

fle sur lequel Ouest défend au Cœur.

Comment gagner CINQ TRÈFLES

contre toute défense?

♠ R1075  
♥ A87  
♦ A974  
♣ 43

♠ V832  
♥ D9654  
♦ D1083  
♣ ---

♠ D64  
♥ 102  
♦ V65  
♣ DV1067

♠ A9  
♥ RV3  
♦ R2  
♣ AR9652

Ouest entame le 3 de Carreau, Sud

prend avec le Roi et tire le Roi de Trè-

fle sur lequel Ouest défend au Cœur.

Noie sur les enchères.

Les annonces les plus simples

abandonnent sans doute à 3 SA:

Sud Nord

1♣ 1♣

2SA 3SA

Mais si, sur la réponse de « 1 Car-

reau », Sud fait la redemande de

« 3 Trèfles », le contrat final sera

plutôt « 5 Trèfles » ou même « 6 Trè-

fles », un chelem qui a de bonnes

chances de réussir si les atouts sont

3-2, ce qui n'était pas le cas. De

toute façon, sur la réponse de « 1

Carreau de Nord, l'ouvreur n'a

aucune redemande qui soit possible.

Celle de « 2 SA » et de « 3 Trèfles »

sont en tout cas préférables à celle

de... « 1 Carreau » qui paraît plus

économique, mais qui est trop dan-

gereuse.

PHILIPPE BRUGNON.

## dames

N° 295

### CHAMPIONNAT DU MONDE

novembre, décembre 1986

(Groningen)

Blancs : P. Coneri (Belgique)

Noirs : H. Kane (Sénégal)

Ouverture : Roonenburg

1. 33-39 20-26 23. 39-34 (a) 19-23  
2



## ARTS

Une autobiographie de Kokoschka

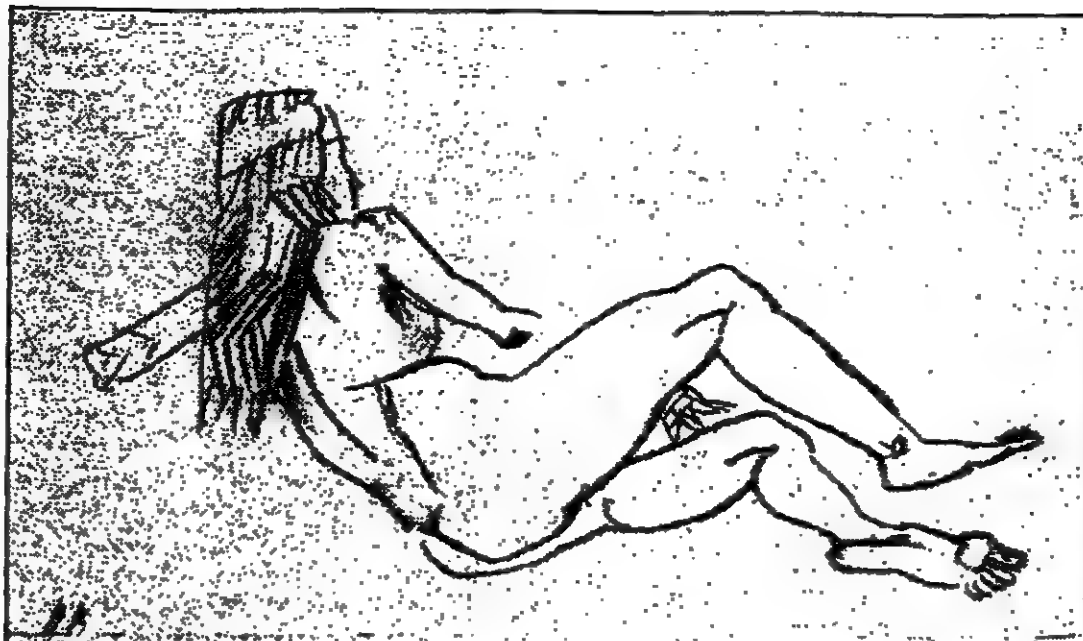
### « Ma vie »

L'autobiographie d'un peintre ne saurait rendre compte de l'œuvre. Surtout lorsqu'on a attendu l'âge de la vieillesse pour raconter sa vie. Oskar Kokoschka avait quatre-vingts ans, en 1966, quand il accepta cette épreuve.

« On me dit d'écrire ma biographie, explique Oskar Kokoschka. Que signifie une biographie ? Je jongler avec des dates ? Idéalement ? Cela signifierait écrire une histoire qui n'est pas vraie. »

Ma Vie, qui a paru aux Presses universitaires de France, est le résultat de ce retour sur lui-même accompli par ce superbe provocateur qu'Adolf Hitler, autre peintre autrichien, qualifia d'« artiste dégénéré ». Mais Kokoschka — OK comme on l'appellait — était depuis longtemps habitué à être incompris par la masse et, déjà en 1908 — il y a vingt-deux ans — on lui avait carrément refusé d'exposer à Gustav Klimt n'avait pris sa défense devant ces messieurs du jury : « laissez ce garçon se faire déchirer par la presse, c'est le seul salut », avait plaidé le président de la « Sécession » qui avait prédit ce qui arriva.

« La public vint alors appeler ma salle la « cabane des horreurs » et mon œuvre devint l'objet de la moquerie générale », écrit Kokoschka. Pourtant, une sculpture, qui était un autoportrait figé dans un cri violent, la bouche grande ouverte, fut achetée par Adolf Loos qui devint alors son mécène et qui lui acheta ses tableaux « non pas dans l'intention d'en faire collection, mais pour m'empêcher, quand je manquais de sales nerfs, de peindre par-dessus des tableaux achevés ». C'est aussi grâce à Loos



Nu féminin, vers 1918

qu'il fera la connaissance de Herwarth Walden qui publiera ses dessins dès le premier numéro de la revue Der Sturm.

En 1903, il fit jouer sa première pièce : *Meurtre, espoir des femmes*. « L'effie (représentée sur la couverture de *Ma Vie*) mit les Vénus en rage, but que le pour-suivait (...). Les considérations devaient adresser en mon nom une provocation au public, car les insultes que je pouvais lire tous les jours dans la presse m'avaient rendu amer. Me voyant traité comme un criminel, je me fis raser le crâne. Le scandale était énorme. » On m'appela « artiste dégénéré » (débâ), « l'effroi du citoyen », « corrupteur de la jeunesse », « fleur de pétales ».

Ses portraits non plus ne remportent pas l'adhésion générale. « Ce qui choquait la société dans mes portraits, c'était que je tenais de deviner dans un visage, dans un jeu de physionomie, dans les gestes, afin de restituer tout cela dans le langage imagé. » Mais Karl Kraus, le directeur de l'importante revue *Die Fackel*, peu intéressé par les arts plastiques, accorda son amitié à cet homme qui avait si bien mis en rage l'établissement.

#### Les charmes d'Alma Mahler

Quand il succombe aux charmes d'Alma Mahler, la veuve du compositeur, Kokoschka a vingt-deux ans ; il ne nous dit presque rien sur cette passion, la grande passion de sa vie, dont nous connaissons les versions admirables de *La Plénitude du vent* qu'il achève en 1914 après la rupture.

Engagé volontaire, il sera grièvement blessé en 1915 en Galicie, s'installera à Drexel où, pour conjurer le souvenir d'Alma, il se fait confectionner une poupée qui lui ressemble, grandeur nature. Il l'appelle « la femme silencieuse ». Il raconte comment il voulut mettre fin à l'existence de sa compagne lors d'une orgie au cours de laquelle la

poupée perdit la tête et fut arrosée de vin rouge.

Le lendemain matin, les policiers demandèrent à voir « le cadavre » et trouvèrent « la poupée étendue, comme inondée de sang, la tête arrachée ». « Même les policiers ne purent s'empêcher de rire, mais ils prirent quand même mon nom parce que j'avais troublé l'ordre public. »

À Paris, il fera la connaissance de Nancy Cunard qui « vivait avec un Noir coulé de charbon qui la battait la nuit et lui faisait tellement de bleus que je ne pouvais les compter quand elle venait poser le matin. Elle était cependant satisfaite et heureuse d'être l'une des premières à lutter pour les droits des gens de couleur », se souvient-il dans ce drôle de livre où l'on retrouve, malgré une certaine sécheresse de ton due à l'éloignement du souvenir, une moisson d'images décrites par quelqu'un qui saisit le monde avec ses yeux et nous donne, assourdi, l'écho de sa peinture et de son époque.

NICOLE ZAND.

★ *Ma Vie*, par Oskar Kokoschka. Traduit de l'allemand par Michel François Doucet. Presses universitaires de France, 336 pages, 160 F.

★ Vient de paraître en anglais : *Oskar Kokoschka. A life*, par Frank Whitford. Atheneum New-York, 221 pages, \$ 21,95 dollars.

### Bonnard sur papier

Est-ce parce qu'il a aimé la couleur avant toute chose que Bonnard est un dessinateur confus, un dessinateur qui semble détester le trait et le contour au point de les laisser se perdre dans un désordre de lignes floues ? Quand il cherche l'esquisse d'un tableau, il se contente d'indiquer les masses et les surfaces essentielles, indifférent aux détails. A quel bon les examiner puisque, sur la toile, l'expansion des couleurs doit finir par les effacer ?

Reste le plaisir de mesurer les différences entre le croquis et l'œuvre achevée, plaisir érudit, on celui de suivre le jeu des influences, quand Bonnard, vers 1895, s'efforce de revenir à la fois les leçons de synthétisme de Gauguin et l'exemple du maître Degas. Du modèle à l'élève ont disparu le roideur, le sens de l'exact qui fait le génie des Degas.

seussent ou des Baigneuses. C'est du Degas tremblé, pourrait-on dire, qui n'est jamais meilleur que dans l'instantané, profil de passant ou saut d'un chat blanc, quand Bonnard se dégage de ses contemporains et dessine par distraction. Il n'empêche : on est loin de Manet, grand dessinateur celui-là.

Des œuvres sur papier d'artistes contemporains accompagnent les carnets de Bonnard. Ce serait peut-être dire qu'à de très rares exceptions, elles ne soutiennent pas la moindre comparaison. De tels rapprochements feraient vite accorder crédit à la triste doctrine de la décadence moderne.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac, jusqu'au 10 mars.

## BEDOS

Le disque du CIRQUE D'HIVER



En tournée à partir du 5 mars

### « Negripub » à la bibliothèque Forney

#### Quand le Blanc rira jaune

Le thème était trop beau, trop évident, pour qu'on ne craigne pas le piège. Fatale erreur : l'exposition *Negripub* que propose la bibliothèque Forney allie la simplicité à l'exhaustivité, l'intelligence à la discrétion, et l'amusant au sérieux. On s'attendait à Banania. On l'a, dans toute sa splendeur, mais on a aussi un sage développement sur l'image du Noir dans la littérature occidentale. On espérait les fastes du cirque, les joies de mille un chocolats et d'autant de cafés, sans compter les lessives, familières des continents. Rien de tout cela n'est oublié, mais tout est honnêtement classé, regroupé et lisiblement présenté, malgré les trop faibles moyens de Forney. Les explications y sont sobres, toujours présentes et nutritives.

quer, l'exposition en livre un riche catalogue, accessible aux enfants, et même aux grandes personnes les plus bornées.

Un indispensable complément à cet ensemble était l'autre versant de l'image du Noir : celui d'une publicité dont il n'est pas le thème ou le motif, mais le destinataire. Publicités faites par des Blancs ou par des Noirs, ou par des Noirs pour eux-mêmes : le catalogue américain est, sur ce plan, inépuisable. Dans l'exposition, ce versant apparaît à travers des documents vidéo, passionnantes publicités venues des quatre coins du monde. Elles ne sont présentées que les jours pairs, les jours impairs étant consacrés à des films sur l'effie.

Restera à traiter, un jour, l'image du Blanc dans la publicité. Vaste sujet dont les ridicules et les gloires contribueraient sans doute aussi à remettre les pendules à l'heure.

F. E.

★ *Negripub*, l'image des Noirs dans la publicité, bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figner, de 13 h 30 à 20 heures, sauf dimanche et lundi. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

### L'atelier Lacourrière et Frélaud au SAGA

#### Un haut lieu de création graphique

Un des hauts lieux de la création graphique et qui n'entend pas vivre sur un passé prestigieux. Il expose au SAGA.

Rien n'échappait à l'œil de Picasso, même pas cette porte ouverte, quand il débarquait, un jour de 1930, sur les pentes de Montmartre. Fermée, il aurait aussi bien pu regarder à l'intérieur : elle était vitrée, la porte. L'intérieur d'atelier, c'est toujours, un atelier de gravure avec ses presses à bras et tout son matériel, que Roger Lacourrière avait installé l'année précédente et mis à la disposition des artistes pour qu'ils y gravent leurs cuivres et surveillent leurs tirages. Picasso fut séduit, conquis. On connaît la suite. La suite, ce fut justement, entre autres, la précieuse *Suite Vollard*, cent eaux-fortes qui ont demandé trois ans de travail.

Picasso amena donc l'éditeur Vollard, qui amena Rouault et l'éditeur Skira, qui amena Matisse... De fil en aiguille, on finit par pointer sa burin, presque tout l'art contemporain semble s'être donné rendez-vous 11, rue Foyotier, dans ce haut lieu de la création graphique. Les graveurs chevronnés ont obéi les peintres et sculpteurs novices en la matière, que les taille-douces initiaient gentiment aux dures contraintes de ces techniques.

#### Les vétérans des années héroïques

Nombreux sont ceux qui ont en mémoire l'éblouissant défilé de vedettes que fut l'exposition de 1979 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris pour fêter les cinquante ans de l'atelier « Lacourrière et Frélaud » : deux cent vingt noms choisis en bonne partie parmi les plus grands auteurs d'estampes ou illustrateurs de chefs-d'œuvre bibliophiliques, dont les neuf ouvrages qui émaillent la « conjonction Hérold-Picasso », tels le *Malgré d'Adrian de Moulou* ou le *Frère Mendiant*. Hérold, pseudonyme d'Illa Zdanovitch (1894-1975), géorgien au passé tumultueux, animateur de toutes les avant-gardes, poète et typographe génial, avait réalisé avec Picasso, et avec la contribution de douze autres artistes majeurs, un somptueux hommage à Lacourrière : *Rogelio Lacourrière, pêcheur de cuivres* (1968).

Hommage posthume : Roger Lacourrière était mort en 1966. Fils et petit-fils de graveurs, né en 1892,

il était revenu à la profession familiale après avoir, pendant cinq ans, arpenté les forêts du Gabon en quête de bois destinés à la fabrication des hélices d'avion... Avant d'installer un peu plus haut sur la butte, il travailla à la Roseraie, boulevard Rochechouart, pour sa sœur Anne, qui épousa plus tard le graveur Joseph Crivier et rejoindra la rue Foyotier en 1958. Cette année-là, Roger a dû céder la direction de l'atelier à Jacques Frélaud, son aide depuis 1942, son chef d'atelier depuis 1947, et à son frère Robert, venu le rejoindre en 1955. Actuellement, le second reste seul sur la brèche, Jacques ayant pris sa retraite.

La chaude et vivante ambiance de la maison est demeurée la même, l'amicalité entre artistes et artisans s'est perpétuée. Aux vétérans des années héroïques — les Dali, Derain, Fautrier, Laboureur, Marcoussis, Miro — se sont ajoutés Alchimy, Altman, Braque, Chagall, Dominguez, Max Ernst, Giacometti, Ubac, Vieillard et des dizaines d'autres. Et pour trop peu de temps, l'admirable graveur Jean Frélaud (1879-1954), père de Jacques et de Robert.

Et puis il y a ceux qu'on peut appeler les permanents puisque, depuis 1951, la maison ne se borne pas à offrir ses services. Proche collaboratrice de son mari, Madeleine Lacourrière a créé, cette année-là, ses propres éditions d'estampes originales. Le catalogue est riche et ne cesse de s'enrichir. Il va des artistes qui « rassurent » à ceux qui dérangent : de Germaine Richier, Jacques Hérold, Zou Wen-ki, Harzang, Schneider, Soulagès, aux jeunes qu'on a vus, qu'on voit et qu'on verra pour quelques jours au Grand Palais et longtemps dans la galerie Lacourrière-Frélaud, ouverte sous la direction d'Henry Busière (1) et réservée aux œuvres sur papier. Y sont exposés : Louis Cane, Pierre Collin, Miguel Condé, Dado, ou les déchirantes eaux-fortes de Zoran Music d'après les dessins rapportés de Dachau : *Nous ne sommes pas les derniers*.

Inaugurée le 16 octobre dernier, la galerie saluait le mémoire de Madeleine Lacourrière, décédée le 26 juillet 1986, elle qui, déjà, l'année de cinquante ans, avait créé le prix Lacourrière décerné chaque année à un graveur en taille-douce sous l'égide de la Fondation de France.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris.

THEATRE

MOGADOR

A PARTIR DU 18 FEVRIER

# CABARET

ADAPTATION FRANÇAISE ET MISE EN SCENE DE JEROME SAVARY

LIVRET DE JOE MASTERGROFF  
MUSIQUE DE JOHN KANDER LYRICS DE FRED EBB  
PRODUCTION ET MISE EN SCENE  
ORIGINELLES DE NEW YORK DE HAROLD PRINCE  
LITE LEMPER MAGALI NOEL YANN BABILLEE  
MICHEL DUSARAT GERARD GUILLAUMAT SYLVIE KUHN RALPH ZAISER  
CHOREGRAPHIE DE JEAN MOUSSY  
DIRECTION MUSICALE DE OSWALD D'ANDREA  
LOCATION AU THEATRE : 25 RUE DE MOGADOR, 75001 PARIS ET TOUTES AGENCES  
TEL. : 42.85.28.80

سكننا من الامم



## Culture

## Ouverture de la Maison de l'architecture

## L'exposition des quarante

L'architecture avait déjà son institut, rue de Tournon. Sa création, il y a quelques années, répondait alors au sentiment, très généralement national, que la qualité de la construction, c'est-à-dire l'architecture elle-même, s'en était allée de notre belle contrée, laissant la place à une promotion stérile. Dans la foulée, M. Valéry Giscard d'Estaing avait même souhaité la création d'une école supérieure apte à former des super-maîtres d'œuvre, sortes d'architectes de l'art de bâtir.

Le projet devait faire long feu, mais, l'institut aidant peu ou prou, l'enseignement ordinaire des UP (1) s'efforçait d'être moins aveuglément dogmatique et un peu plus ouvert aux choses de l'esprit, on a assisté à un renouveau d'intérêt pour les vertus cardinales du métier : l'invention, l'élégance, le sens du détail autant que de l'espace, enfin un brin d'humour...

Et voici l'ordre des architectes, qui incarnent toute la poussière du métier, qui assurent l'entretien quotidien du mandarinat et encourageaient avec une large sourde toutes les formes du clientélisme politique, voici que l'ordre aussi se livre aux joies du lifting. Pour montrer concrètement sa nouvelle jeunesse, il a ouvert, le 11 février, une maison de l'architecture, qui regroupe une belle salle d'exposition, un centre de documentation et tous les services dont chacun peut avoir besoin pour se diriger dans la jungle de la construction (2).

L'initiative de l'ordre précède de quelques mois la campagne d'information en faveur de l'architecture que M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a l'intention d'engager dès 1987. Une campagne qui, si elle parvient à s'adresser à l'ensemble des Français et non aux seuls maîtres d'œuvre ou d'ouvrage, pourrait venir conforter la légère amélioration de l'image de l'architecture let de l'architecture dans l'esprit du public. L'ordre a eu en effet l'heureuse idée de faire effectuer par IPSOS un sondage sur cette image en 1987 (3).

Selon ce sondage, 48% des Français déclarent s'intéresser à l'aménagement des villes (contre 39% en 1975). Cependant, pour la plupart, le terme d'architecture renvoie au passé, 24% seulement pensant aux constructions modernes et... 19% aux grands travaux. Si l'architecture des équipements sportifs (75%), des bureaux (59%), des bâtiments publics (53%), semble s'être améliorée, les immeubles d'habitation provoquent 45% de franche grimace. Mais c'est quand même aux architectes que les Français souhaitent voir donner davantage d'influence (34%), plutôt qu'aux usagers ou au maire (19%). Enfin, pour la plupart des Français, les architectes sont d'abord coûteux, ensuite techniciens, enfin artistes. En 1975, les architectes se contentaient d'être et coûteux et techniciens.

Voilà un singulier progrès. Pour nous en convaincre tout-à-fait, la première exposition de la Maison de l'architecture, exposition purement photographique, est consacrée à quarante réalisations de quarante architectes âgés de moins de quarante ans (4). Le chiffre ne vient pas du hasard, mais, là encore, des statistiques : un 1976 il y avait environ dix mille architectes inscrits à l'ordre. En 1986, ils étaient plus de vingt trois mille, dont près de dix mille moins de vingt ans. Chômage et perte du pouvoir d'achat ont les conséquences matérielles de ce brillant développement et la compétition est pour la moins sévère. En contrepartie, une plus grande imagination, un plus grand souci de la qualité, se manifestent partout en France. L'imagination ne signifie pas à tout coup le génie, mais plusieurs réalisations de nos quarante donnent un joli coup d'optimisme.

FREDERIC EDELMANN.

- (1) Unités pédagogiques d'architecture.
- (2) Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot, 75116 Paris. Tél. : 01-70-01-65. Ouverture jusqu'au 15 avril, de 13 heures à 18 heures, du mardi au vendredi et de 11 heures à 17 heures, le samedi.
- (3) Sondage effectué auprès d'un échantillon national de 1000 personnes, âgées de 15 ans et plus, entre le 7 et le 12 janvier (méthode des quotas).
- (4) Jusqu'au 15 avril.

## THÉÂTRE

« Les Désossés », de Louis-Charles Sirjacq  
Drôle de comédie

Soit le trio classique de la comédie, voire du vaudeville : une femme, son mari, mais - en lieu et place du mari, décédé - un fils, lui-même couvé par trois charismatiques triples. Il aime la plus sexy, qui ne l'aime pas, mais est aimé follement par la plus sage... Grandi sous l'aile généreuse de sa maman, il collectionne les ossements - comme papa - et décide de prendre son envol, de partir en voyage dans le désert. Sa mère, pour ne pas se laisser abattre, part elle aussi en voyage avec son amant. Elle règle auparavant quelques problèmes (son testament, sa santé, sa coupe de cheveux) présentes à entrées et sorties successives d'un notaire, d'un médecin, d'un coiffeur. Le tout se joue en un lieu unique, surveillé d'un œil glauque par des poissons rouges évoluant avec grâce dans un aquarium servi dans la verrière - un décor de Sylvie Delbon dont la pièce maîtresse est un large canapé rouge formidablement digne de Tati - le cinéaste.

L'an passé, Sophie Loucahevsky mettait en scène *Madame de Sade*, de Mishima. Cette fois, elle a eu envie d'une comédie créée au début de l'année au Centre culturel français de Milan.

Sophie Loucahevsky a réglé le spectacle au quart de tour. Il y a de bons mots faciles, un carton à chapeau encombrant, des déplacements aberrants, des robes impossibles... Les comédiens jouent à jouer la comédie et, passe par un joli tour de passe-passe, ils sont quatre, un carton à chapeau, des robes impossibles... Crâne rasé, le geste impeccable, Ged Marlon change de rôle comme de chemise et il est formidable. L'ex-aviateur (avec Farid Chopel) endosse avec un bonheur égal le costume du notaire coïté, un tinstinet lubrique, celui du médecin saisi de démangeaisons soudaines, les ciseaux, les façons maniérées du coiffeur, puis la béatitude de l'amant subjugué par le tempérament explosif d'Irène, la mère (Mané Nahy). Anne Benoit - les triples à elle seule - couve Jean (Christophe Odent), le fils qui voyage dans sa tête, qu'il a d'ailleurs un peu fêlée. On ne sait jamais très bien où la pièce de Louis-Charles Sirjacq va nous mener, mais, en si drôle compagnie, on y va, de bon cœur.

ODILE QUIROT.

★ Théâtre national de Chailot. Salle Gémier. Jusqu'au 22 février.

« L'hommage à Louis Jouvet, acteur de cinéma, organisé par les Amis du Cinéma, a remporté un grand succès public. Prévu jusqu'au 10 février, il est prolongé pour au moins trois semaines, dans la même salle, 75006 Paris. Tél. : 43-54-42-34. La sélection de films reste, pour l'instant, inchangée.

## DANSE

## Patrick Dupond et le Ballet-Théâtre de Nancy

## Le danseur seul

Dans le Grand Théâtre archi-plein, des applaudissements en rafales et des commentaires animés ont accueilli le nouveau programme du Ballet de Nancy.

Avec une souplesse de chat, Patrick Dupond, artiste invité, se projette entièrement dans *Symphonie pour un homme seul*. Il est encore plus à l'aise dans *Wesley*, corps précieusement pour lui par Jean Neumeier, et s'identifie totalement à Nijinsky, marionnette cassée, coupé des autres, retranché dans la folie. Marginalisé à l'Opéra de Paris, Patrick Dupond est devenu par la force des choses un compagnon errant. Accueilli en « guest » dans le monde entier, il aime danser avec la troupe de Nancy, qu'il juge sympathique et motivée et où il a trouvé deux excellentes partenaires, Alexandra Wells et Nancy Raffa (1).

En quelques années, cette troupe a fait de très grands progrès. Elle est capable de s'adapter à des styles

variés allant de Lifar à Moses Pendleton. Elle a fait merveille dans *Ele-mens*, une création mondiale composée pour elle par Bertrand d'Al, chorégraphe de vingt-neuf ans, passé par le conservatoire de Dijon, Modra, et aujourd'hui assistant de Maurice Béjart. Sur la musique alerte de Jean-Fery Rebel, disciple de Lullu, il a imaginé une suite d'entrées dans la goût du baroque réactualisé avec humour. C'est à la fois le divertissement exotique des bons savants et la *Guerre du feu*, un contraste avant entre des pas sophistiqués et des danses viriles, des personnages raides comme des Méneins en costume à tonnelets et des couples emportés dans des assauts primitifs.

MARCELLE MICHEL.

(1) En mars, le Ballet part en tournée avec Patrick Dupond au Canada, aux États-Unis, au Japon. En août, ce sera l'Europe, avec Rudolf Noureov cette fois.

## Six New-Yorkais à Paris

## Geste noir

Aux États-Unis comme en Europe, une nouvelle danse a pris son essor dans les années 80. En réaction contre le minimalisme, elle se caractérise par le retour du personnage, par l'utilisation du récit et par une correspondance étroite avec la musique. D'où l'apparition d'un groupe de chorégraphes qui se posent à la fois comme noirs et post-modernes. Ils se rattachent à une nouvelle culture noire américaine, celle qui a produit, entre autres, le film *Nola Darling n'en fait qu'à sa tête*.

Six de leurs animateurs, piliers de la Kitchin, sont programmés au Centre américain pour des solos et des duos. Blondie Cummings est déjà venue au Festival de Nancy en 1981. Elle présentait une suite de moments de la vie d'une femme noire américaine, son conditionnement social, ses efforts pour communiquer, exister. Bebe Miller est une formidable danseuse. Soliste chez Dana Reitz et Nina Wiener, elle a créé sa propre compagnie en 1985. Elle travaille sur l'énergie du mouvement qu'elle tente de sortir de l'abstraction par une mise en situation théâtrale.

Lawrie Willis Jo Zeller a formé une troupe au non révélateur : les Femmes de la jungle urbaine. Spécialiste du jazz et du blues, cette grande brigitte athlétique s'est tournée vers les sources africaines de la musique et de la danse pour élargir son langage : « J'interroge la lutte, le développement et la transformation de l'esprit humain ». Ralph Lemon a été formé chez Viola Farber, d'où son goût pour la danse abstraite, qu'il pimante d'enjolive-

ments, de « frivolités » d'un effet provocant. Il s'intéresse aussi au conte folklorique, dont il utilise la structure narrative comme moyen chorégraphique (*Folktales*). Fred Holland et Ismael Houston-Jones travaillent souvent ensemble. Le premier vient des arts plastiques et utilise beaucoup la musique, le film, pour créer une ambiance théâtrale. Le second pratique volontiers l'improvisation pour extérioriser des idées nettement engagées.

L'engagement politique, plus ou moins avoué, est le point commun entre tous ces chorégraphes. Leur façon de poser le problème des Noirs aux États-Unis est très différente des revendications violentes de l'époque du Black Power. Elle repose sur la pratique de l'ironie, du persiflage. Ainsi, dans *Cow Boys Dreams and Ladders*, Houston-Jones et Holland représentent les stéréotypes hollywoodiens du western avec des interprètes noirs, donnant à entendre que les Noirs ont participé à l'aventure américaine sans que jamais leur existence soit reconnue.

Transparence de l'homme de couleur, notion que Houston-Jones pousse jusqu'à l'absurde dans son solo *In the Dark*. Il est un homme noir dansant dans le noir. Mais le verrait-on plus à la lumière ? N'est-il pas victime d'un phénomène de cécité collective ?

MARCELLE MICHEL.

★ Centre américain, 261, boulevard Raspail. 21 heures. Spectacle constitué en deux parties, chacune étant donnée quatre fois entre le 11 et le 18 février.

## Communication

## La polémique sur le prix de TF 1

## Le ministère des finances précise les conditions de cession de la chaîne au bout de dix ans

Le ministère de l'économie et des finances dément l'étude par le gouvernement d'une convention visant à aménager les conditions de vente de TF 1. Le cabinet du ministre de la culture et de la communication avait pourtant laissé entendre, depuis deux jours, que les candidats à la reprise de la chaîne pourraient se voir offrir quelques garanties en cas de non-renouvellement de leur autorisation au bout de dix ans (*Le Monde* du 13 février).

Au cabinet de M. Edouard Balladur, on précise que la cession de 50 % du capital de TF 1 à un groupe de repreneurs « ne peut faire l'objet d'aucune garantie autre que celle de l'existence des titres cédés ». De même, on affirme que, contrairement aux souhaits de certains candidats, le futur propriétaire de la chaîne ne peut espérer un régime particulier d'amortissement.

En revanche, le cabinet de M. Balladur apporte des éclaircis-

sements nouveaux sur les conditions de cession du capital de TF 1 au bout de dix ans. Si la Commission nationale de la communication et des libertés décide de retirer l'autorisation et désigne un nouveau repreneur, celui-ci sera tenu d'acheter 100 % du capital de la chaîne à l'exception des actifs corporels (studios, programmes) qu'il est libre de reprendre ou non. C'est une expertise commandée par la CNCL qui fixera le montant de l'achat en fonction du potentiel d'audience acquis par TF 1.

Cette disposition pourrait rendre plus difficile le changement de propriétaire de TF 1. Supposons que, dans dix ans, la chaîne soit évaluée comme aujourd'hui 4,5 milliards de francs dont 500 millions d'actifs corporels. Ce n'est pas 3 milliards (50 % du capital augmenté de la prime de contrôle) mais 4 milliards que devrait mettre sur la table un éventuel repreneur. A moins que des

petits porteurs et le personnel, qui représentent 50 % du capital, n'acceptent d'échanger leurs actions contre des actions de la nouvelle société.

En expliquant qu'une éventuelle cession de TF 1 tombera sous le régime commun des sociétés cotées en Bourse et non plus sous celui défini par la loi sur l'audiovisuel, le ministère de l'économie et des finances cherche à rassurer les candidats sans reculer pour autant sur les principes.

En bonne logique libérale, tout dépendra de l'exploitation de la chaîne pendant dix ans. Si TF 1 garde sa place de première chaîne et augmente son audience, sa valeur risque d'être dissuasive pour un nouveau propriétaire. Si la concurrence, l'arrivée de nouvelles médias rognent cette audience, les actionnaires majoritaires, écartés par la CNCL, auront fait une fort mauvaise affaire.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Les difficultés de la télévision américaine

## CBS et ABC annoncent des résultats en baisse

La chaîne américaine CBS annonce une baisse de 75 % sur ses bénéfices pour le dernier trimestre 1986. Un résultat qui pèse lourd sur l'équilibre du groupe, dont les activités en télévision représentent plus de la moitié des revenus. Grâce au chiffre d'affaires record de la division disques et à la vente du département d'édition scolaire, CBS réalisera tout de même sur toute l'année 1986 un bénéfice de 190 millions de dollars, en baisse de seulement 1 %.

Mauvais résultats aussi pour le réseau ABC, qui enregistre une perte d'environ 75 millions de dollars pour 1986. Là encore, ce sont les autres activités du groupe - racheté l'an dernier par Capital Cities - qui compensent les pertes de la télévision et permettent de dégager un bénéfice de 181 millions de dollars. Seul NBC devrait finir l'année avec un résultat bénéficiaire en télévision.

Les grands réseaux ne sont pas les seuls à connaître des difficultés économiques. La crise touche aussi les stations indépendantes qui se voient à la fois à la baisse de leurs montants records. Le groupe de stations Grant Broadcasting vient de

déposer son bilan, laissant une ardoise de 24 millions de dollars. Soixante-six stations sont en vente et vingt-six connaissent de sévères difficultés. Lorimar, le producteur de « Dallas », vient de renoncer à racheter les dix stations de télévision du groupe Storer pour 1,4 milliard de dollars.

Tous les opérateurs doivent faire face à une stagnation persistante des investissements publicitaires. De plus, l'audience des réseaux nationaux et des stations indépendantes diminue face à la poussée des chaînes thématiques sur le câble.

Les perspectives de reprise économique étant encore lointaines, les télévisions américaines prévoient une année 1987 des plus moroses avec une croissance limitée à 3 % ou 4 % des recettes publicitaires. Or, parallèlement, les coûts de production, eux, ne cessent d'augmenter. Pour faire face à cette mauvaise conjoncture, les grandes chaînes nationales tentent de réduire les prix d'achat des programmes en demandant au studio hollywoodien de partager les risques de déficit.

J.-F. L.

## Pour se mettre en conformité avec la loi

## M. Murdoch abandonne ses stations de radio et de télévision en Australie

La gigantesque bataille déclinée, il y a un mois, par M. Rupert Murdoch pour prendre le contrôle du groupe de presse Herald and Weekly Times (*Le Monde* du 20 janvier) débouche sur une grande restriction de l'audiovisuel australien. Pour se mettre en conformité avec la loi qui limite les investissements étrangers dans l'audiovisuel, M. Murdoch - devenu depuis deux ans citoyen américain pour s'emparer de la Twentieth Century Fox - a dû se résoudre à vendre ses stations de radio et de télévision.

Elles ont été cédées pour 842 millions de dollars australiens (environ 563 millions de dollars américains) au groupe Westfield Capital pour le compte d'une de ses filiales, Northern Star Holdings. Dans le même temps, le groupe Herald and Weekly Times, qui possédait une station de télévision à Melbourne, l'a vendue au groupe Fairfax.

M. Murdoch abandonne donc totalement l'audiovisuel australien pour se concentrer sur la presse

écrite dont il contrôle désormais les deux tiers du marché. Excellente opération financière, selon les analystes, puisqu'il économise ainsi un peu plus de 1 milliard de dollars sur le montant initial de son OPA. Après le retrait de M. Murdoch, quatre grands groupes se partagent le marché de la télévision australienne.

M. James Fairfax contrôle désormais trois stations à Melbourne, Sydney et Brisbane. M. Robert Holmes à Court, qui a tenté en vain de racheter les actifs audiovisuels de M. Murdoch, devra se contenter de deux stations à Perth et Adélaïde. M. Alan Bond possède le réseau le plus important puisqu'il vient de racheter deux stations à Sydney et Melbourne, qui s'ajoutent à celles qu'il possédait déjà à Brisbane et à Perth. Enfin, Northern Star fait son entrée sur le marché grâce aux deux stations de M. Murdoch à Sydney et à Melbourne.

J.-F. L.

## Poursuite du programme TDF 1-TDF 2

## Le gouvernement tranchera fin février

M. Xavier Gouyon-Beauchamps, président de Télédiffusion de France (TDF), vient d'être chargé par le premier ministre du dossier de commercialisation des satellites de télévision directe TDF 1 et TDF 2. Dans une lettre datée du 10 février, M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet de M. Jacques Chirac, demande en effet au président de TDF de « renouveler les contacts avec les industriels et les opérateurs qui étaient en relation avec M. Com-mine [NDLR : prédecesseur de M. Gouyon-Beauchamps] et d'obtenir éventuellement de leur part des engagements plus précis, afin que le gouvernement puisse évaluer de façon plus nette les conséquences

pour les finances publiques de la poursuite de ce programme ».

M. Gouyon-Beauchamps est invité à remettre ses conclusions avant le 20 février, le gouvernement devant, pour sa part, statuer sur la suite du dossier « vers la fin du mois ». Le 12 janvier dernier, M. Contamine avait remis un premier rapport aux pouvoirs publics, dans lequel il estimait possible de constituer une société de commercialisation dotée d'un capital de 600 millions de francs. Mais il n'avait pu présenter qu'un « tour de table » incomplet.

Dans une lettre adressée au premier ministre le 28 janvier dernier, le ministre du budget, M. Alain

Juppé, avait, de son côté, estimé que le projet reposait « sur une approche désormais frappée d'obsolescence technique », risquant d'aboutir à « une impasse industrielle et commerciale aux conséquences ruineuses pour le gouvernement ».

De son côté, le sénateur Jean Cinzel estime que les satellites de télévision directe peuvent « donner leur dimension internationale aux programmes de télévision ». La France, dit-il, « n'a pas le droit d'être absente de cette compétition où chaque nation jouera son identité culturelle ». Le sénateur centriste de l'Allier est convaincu que chaque retard du projet rend plus « aléatoire » sa rentabilité financière, et il dégage cette « inertie coupable ».

TF1  
LA TELEVISION  
DIFFERENT



هكذا من الاصل



**théâtre**

## 3615 TAPE7 LEMONDE

Musée Guimet, place d'Iéna.  
15 heures : « L'art du Tibet »  
(M. G. Beguin, conservateur au musée  
Guimet).

Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine.  
16 h 30 : « La Bastille : de la forteresse  
à la colonne de Juillet » (M<sup>me</sup> Zujovic).



هكذا من الاجل











سكرا من الاجل

# Economie

## REPÈRES

### Grande-Bretagne Hausse du chômage...

Après cinq mois consécutifs d'amélioration, le chômage a recommencé à croître en janvier en Grande-Bretagne, où le taux officiel est remonté de 11 % de la population active à 11,3 %, représentant 3,29 millions de sans-emploi. Après ajustements saisonniers, les statistiques font encore apparaître une minuscule augmentation de 300 sans emploi, après des baisses de 25 700 en décembre, 21 400 en novembre, 26 400 en octobre.

### ...et des salaires

La hausse des salaires s'est accélérée en fin d'année, outre-Manche, prenant par surprise les analystes, qui prévoyaient une stabilisation, voire un léger renversement de tendance. En décembre et en novembre, la réévaluation moyenne a atteint le rythme annuel de 7,75 %, contre un rythme de 7,5 % depuis plus de deux ans. Ce renchérissement du coût de la main-d'œuvre pourrait aggraver les craintes d'une recrudescence de l'inflation, dont le taux annuel est déjà passé de 2,4 % l'été dernier à 3,7 % en décembre, et qui ressentira, au fil des mois à venir, les conséquences de la hausse du prix des produits de base, libellés en livres sterling.

### Bourse

#### L'action Paribas très demandée à 480 F

Pour son premier jour de cotation en Bourse de Paris, l'action Paribas, mise en vente à l'état à 405 F, a été cotée 480 F, soit une plus-value

de 18,5 %. Devant l'ampleur des demandes, qui ont dépassé 2 800 000 titres, et la maigreur des offres (258 000 titres), le chargé d'agents de change Mervin-Florent, qui dépouillait les ordres, n'a pu servir que 10 % de ces demandes, celles qui étaient libellées « au mieux » (sans indication de cours) et à un prix égal ou supérieur à 480 F. Le vendredi 13 février, la cotation se poursuivra avec la hausse mensuelle réglementaire de 4 %, 25 % des demandes pouvant vraisemblablement être satisfaites à un cours voisin de 500 F. Les 258 000 titres offerts proviennent, très certainement, de détenteurs de certificats d'investissement Paribas émis au début de 1986 pour plus de 11 millions de francs, dont le syndicat bancaire, qui conduit l'opération, aurait acheté plusieurs centaines de millions de francs ces derniers mois, afin d'éviter un emballement des cours.

### Salaire horaire

#### + 1 % de pouvoir d'achat en 1986

Selon les indications provisoires du ministère des affaires sociales et de l'emploi sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 1987, le salaire horaire des ouvriers a augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre 1986, contre 0,7 % au troisième trimestre et 1 % au quatrième trimestre 1985. Sur l'année, la hausse du salaire horaire a été de 3,2 % depuis janvier 1986, soit un gain de pouvoir d'achat de 1 %. Selon cette enquête, l'indice des effectifs salariés du secteur marchand a augmenté de 0,1 % au quatrième trimestre 1986, et de 0,4 % sur un an.

## SOCIAL

### L'ouverture des banques le samedi

#### L'accord du Crédit lyonnais divise les syndicats

L'Association française des banques (AFB, patronat) devrait annoncer, le vendredi 13 février, à l'occasion du coup d'envoi des négociations salariales 1987, l'ouverture d'une discussion de branche sur l'aménagement du temps de travail et les conditions d'ouverture des guichets.

L'accord signé sur ce thème au Crédit lyonnais par la CFDT (35 % aux salariés professionnels) et le SNB-CGC (23 %) risque donc de faire école, alors qu'il est l'objet d'une vive contestation. Ce vendredi, la CGT a lancé une journée d'action dans la banque, avec une grève au Crédit lyonnais à laquelle se sont associés FO, CFDT et certaines sections CFDT. Grève alimentée autant par des revendications salariales que par la contestation de l'accord sur l'ouverture des guichets.

Pourquoi un tel émoi à partir de cet accord du Crédit lyonnais, que la direction vient d'envoyer individuellement à ses 43 000 salariés, alors qu'il n'aura dans l'immédiat aucun effet sur le personnel ? D'embellie, le préambule de l'accord affirme que « les aménagements sociaux seront recherchés en priorité dans le cadre de la réglementation en vigueur ».

Dans cette hypothèse, les aménagements devront faire l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux. Mais d'autres aménagements nécessiteront « une dérogation à certaines dispositions contractuelles ou réglementaires », ce qui devra entraîner au préalable, dans le cadre des quatre-vingts comités d'établissement du Crédit lyonnais, la signature avec les délégués syndicaux d'accords dits dérogatoires (et devant être signés pour pas être dénoncés par des organisations représentant plus de 50 % des inscrits).

Plusieurs aménagements sont envisagés : élargissement de l'amplytude journalière d'ouverture, fonctionnement de certaines agences 6 jours sur 7, points de vente fonctionnant selon des horaires d'ouverture des centres commerciaux (comme cela a été prévu en septembre 1985 à l'espace bancaire Casino de Villefranche-sur-Saône, aux termes d'un accord signé par le SNB-CGC et FO). Lorsque les sujétions seront « importantes », il sera fait appel « en priorité au personnel volontaire ».

En tout état de cause, les salariés conserveront leurs deux jours de

repos hebdomadaire consécutifs incluant le dimanche et les contreparties peuvent prévoir une réduction de la durée de la semaine de travail ou des congés supplémentaires. Dans une lettre aux syndicats, le 21 janvier, M. Musseau, directeur des relations sociales, a précisé qu'en l'absence des avantages économiques escomptés et de la situation de la concurrence, la réduction du temps de travail pourra être « de l'ordre d'une heure, voire de deux heures, par semaine ».

L'accord du Crédit lyonnais est d'autant plus exemplaire qu'il introduit pour la première fois une dérogation aux décrets de 1937, en application de la loi sur les 40 heures, à partir d'une possibilité légale de dérogation par accord d'entreprise ou d'établissement ouverte par l'ordonnance du 16 janvier 1962. Le Crédit lyonnais va consacrer par accord local ce qui existe parfois sans publicité dans d'autres banques, comme par exemple la Société générale, qui pratique des dérogations sur les horaires d'ouverture le samedi matin à Orléans, Saint-Etienne, Givet, Rueil-Malmaison, etc.

Il n'en demeure pas moins que l'opposition est vive. La CGT a réalisé un « référendum » en région parisienne auprès de 6 506 salariés pour évoquer l'opposition de 85 % des votants. La CFDT, qui n'a pas d'équipes locales pour négocier, parle de « gangrène » ou de « déstabilisation » de la vie familiale. Mais même les signatures ont des difficultés à la CFDT, une partie importante des sections — à Marseille, à Lyon mais aussi dans certains centres parisiens — désapprouve l'accord. Quant à la fédération CFDT des banques, elle pourrait le 24 février dénoncer cet accord après avoir dans un premier temps, lors d'un comité fédéral, donné un avis favorable à la signature.

Le SNB-CGC a été de son côté soutenu par sa confédération et désavoué par sa fédération qui s'est estimée « contrainte » le 12 février, de « dénoncer la signature hâtive apposée » par sa section. Juridiquement cependant, une fédération ne peut pas retirer la signature d'un syndicat d'entreprise, à moins de nier sa représentativité ou son habilitation à signer. La CGC aujourd'hui et la CFDT demain iront-elles jusqu'à sanctionner leurs délégués syndicaux ? Quoi qu'il arrive, affirme M. Alain Gil, délégué national CFDT, je ne reviendrais pas sur ma signature.

MICHEL NOBLECOURT.

## ÉTRANGER

### La réunion du comité monétaire des Douze

#### Renforcer le SME pour mieux dialoguer avec Américains et Japonais

BRUXELLES  
Communautés européennes  
de notre correspondant

L'exercice de réflexion qu'a engagé, jeudi 12 février, à Bruxelles, le comité monétaire des Douze et qui devrait durer deux mois vise à consolider un système monétaire européen (SME) en crise, et dont on a pu craindre, à la mi-janvier, qu'il fût en péril.

Provoqué par une agression extérieure, à savoir la chute programmée du dollar, il a pour objet de trouver les moyens qui permettront aux pays de la Communauté, si l'agression se répète, de mieux préserver leur cohésion. Mais, d'une manière qui n'est peut-être qu'une apparence paradoxale, il est également conçu pour faciliter la tâche à ceux qui, des deux côtés de l'Atlantique, aussi bien qu'en Japon, plaident en faveur d'un retour à une concertation active. Autrement dit, les membres du groupe des Cinq (le G5) devraient bientôt retrouver le chemin de l'hôtel Plaza.

Les travaux qui débutent trouvent leur origine dans le mécontentement des États membres devant la manière dont s'est opéré le 12 janvier le réajustement monétaire au sein du SME. Les ministres avaient alors invité les autorités compétentes à regarder d'un peu plus près le fonctionnement du SME. C'est ce

mandat que le comité monétaire commence à exécuter, le mémorandum transmis jeudi par la France n'étant conçu et présenté que comme une contribution, parmi d'autres à venir, pour alimenter le débat.

En janvier, les ministres des finances ont en le sentiment déplaçant de devoir procéder à chaud, dans des conditions de dramatisation dangereuses, à un ajustement des taux de change imposé par le marché, mais que les évolutions respectives des performances économiques des pays de la Communauté ne justifiaient pas. Ils n'ont pu alors que constater que, avant cet épisode désagréable, les pays européens n'avaient pas répondu de manière coordonnée aux désordres provoqués par la dégringolade du dollar. Bref, le système allait à vau-l'eau, ou presque. La catastrophe — c'est-à-dire la remise en cause par le marché le 14 et 15 janvier du réajustement opéré le 12 — avait été frôlée de justesse, et l'obligation évidente des États membres était donc de renforcer la capacité de résistance extérieure du SME.

### Pilotage concerté

Un pilotage concerté et plus serré des politiques monétaires exige qu'on sache à peu près où l'on veut aller. On voit donc ressortir dans le texte français — qui s'en étonnera — l'idée de plages de référence ou de

zones cibles. Il s'agit, en termes simples, ceux délibérément employés par M. Balladur, de discuter, et si possible de se mettre d'accord, sur les niveaux auxquels il serait souhaitable que se stabilisent les relations entre le dollar, le yen et les monnaies européennes, au premier rang desquelles bien sûr le mark.

Les Français, qui commencent les réticences de l'Allemagne à l'égard d'une telle approche, récusent tout esprit de système. Vous avez raison, expliquent-ils en substance, il n'est pas question d'administrer les monnaies. Mais nous nous trouvons, en raison de la situation économique et politique aux États-Unis, dans une période un peu exceptionnelle où l'on dit à peu près n'importe quoi sur les parités de demain. Il serait dans ces conditions opportun que nous fassions calmement connaître notre opinion.

Il est difficile, dira-t-on, de stabiliser les relations avec le dollar si on n'a pas l'accord au moins implicite des États-Unis, et cet aspect des choses n'est bien sûr pas oublié, mais la préparation ordonnée par les Européens d'un débat avec les Américains peut faciliter un tel arrangement.

Pour améliorer les chances de défense des relations de change que les Douze annonceront peut-être, comme étant à leur avis les plus raisonnables, renforcer le SME et d'abord ce qui demeure la condition première de son bon fonctionnement, à savoir une convergence satisfaisante des politiques économiques. Les Français pensent qu'on pourrait ouvrir la réflexion sur l'« indicateur de divergences », un des instruments imaginés par les auteurs du SME, mais qu'ils ne veulent pas utiliser.

L'idée est de détecter aussitôt que possible les divergences dans l'évolution des monnaies du SME, d'en rechercher les causes, et de les corriger. Dans le même esprit, de façon plus générale, on croit à Paris que les Européens pourraient reprendre utilement à leur compte, et pour leur propre usage, le système imaginé à Tokyo en juin 1986 lors du sommet économique occidental, d'une surveillance collective d'une batterie d'indicateurs économiques : croissance, inflation, emploi, chômage, taux d'investissement, taux d'intérêt et, bien sûr, taux de change. La convergence des politiques économiques constitue le fait obligé de la convergence des monnaies.

Elle est bien ressentie de la sorte, mais pour l'instant chacun en tient compte de son côté, sans trop dialoguer avec le voisin sur ce qu'il fait et comment il le fait. On converge sans se parler. Les Français suggèrent que la concertation devienne continue. Elle pourrait s'organiser, au niveau du comité monétaire, organe

discret qui jouit d'une certaine autonomie par rapport au reste de l'appareil institutionnel de la Communauté.

Les accords, c'est-à-dire les périodes d'effervescence sur les marchés, sont inévitables, et le mécanisme de change du SME est précisément conçu pour en amortir les effets. Les Français demandent qu'il soit appliqué et complété. A leurs yeux, le scénario qui s'est déroulé entre Noël et le 12 janvier était le plus mauvais pour tous : lorsque le mark a commencé à fortement grimper et le franc français à être attaqué, les Allemands n'ont pas réagi.

Puis, lorsque notre monnaie est tombée à son plancher alors que la leur se situait au plafond, ils ont été contraints d'intervenir massivement pour ne pas sortir des rails du SME.

Les règles actuelles excluent les monnaies fortes de toute participation à des interventions préventives. Les Français trouvent que c'est une erreur, que les débordements de janvier, les interventions considérables auxquelles a été contrainte en fin de paroxysme la Bundesbank n'ont en fait que parce qu'on a laissé les choses aller jusqu'à la crise intense. « Notre objectif commun est d'éviter que cela ne se reproduise ; nous ne sommes pas des fanatiques d'intervention », dit-il. « Mais l'expérience a montré qu'il y avait intérêt à concevoir une pratique efficace des interventions intramonnaies, combinée, si possible, avec une politique de taux d'intérêt coordonnée ».

PHILIPPE LEMAITRE.

### Au Nigeria

#### Le gouvernement s'oppose à la Banque centrale sur la monnaie

Le système d'enchères hebdomadaires qui, depuis septembre 1986, permet chaque semaine d'établir la parité de la monnaie nigérienne, le naira, par rapport au dollar a fait apparaître, le jeudi 12 février, des écarts considérables entre l'évaluation gouvernementale et la Banque centrale.

Cette dernière était intervenue pour faire baisser la devise à 3,50 nairas pour 1 dollar, alors que les premières opérations d'inscription à la Banque centrale s'élevaient à 3 nairas le dollar. Une intervention autorisée uniquement par l'équipe au pouvoir. Cette réévaluation de fait de 30 % du naira par rapport à la précédente enchère hebdomadaire va à l'encontre de la politique suivie par l'Institut d'émission en accord avec le Fonds monétaire international mais a été accueillie avec satisfaction par certains hommes d'affaires nigériens.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

### Année noire pour Schlumberger

1986 restera une année noire dans les annales de Schlumberger : le groupe a eu de plein fouet le marasme pétrolier et affiche une perte de 2,02 milliards de dollars l'an passé (contre un bénéfice de 351 millions de dollars en 1985) pour un chiffre d'affaires (hors Fichard) de 4,94 milliards de dollars, en baisse sur 1985 (6,02 milliards de dollars).

Ces chiffres reflètent des charges exceptionnelles de 1,74 milliard de dollars en 1986 (dont 1,46 milliard dans les services pétroliers) et la perte de 363 millions de dollars subie par la filiale Fichard semi-conducteurs en cours de cession au japonais Fujitsu.

M. Even Beird, le nouveau président prisé pour la reconstruction en 1986 « aiderait » l'entreprise à atteindre son principal objectif qui est de retrouver une situation bénéficiaire en 1987.

### Chronopost prend 10 % du marché de la messagerie

Créée par la Poste (66 % du capital) et la compagnie aérienne TAT (34 %), la Société française de messagerie internationale (SFMI), qui a créé un service accéléré Chronopost, a réalisé, en 1986, pour sa première année de fonctionnement un chiffre d'affaires de 123 millions de francs, un million d'acheminements et « un léger bénéfice ». M. Guy Méné, son PDG, estime que sa société dispose désormais d'outils puissants — 3 000 bureaux de poste en France, la flotte de TAT gr-de l'Aéropostale — pour livrer à domicile en moins de vingt-quatre heures tout objet de moins de 25 kilos en France et à New-York par exemple, expédié par les entreprises ou par les particuliers. Il pense faire passer la part de mar-

ché de Chronopost de 10 % à 25 % et doubler son chiffre d'affaires en 1987.

### Une cour d'appel confirme la condamnation de Texaco

La cour d'appel de l'Etat du Texas a confirmé, le jeudi 12 février, le jugement condamnant le groupe pétrolier Texaco à verser une amende de plus de 10 milliards de dollars à la société Pennzoil. La cour a toutefois réduit légèrement le montant des sommes à verser, de 11,1 à 10,2 milliards de dollars (63 milliards de francs). Texaco avait été condamné en 1985 pour avoir, par des manœuvres illicites, empêché la société Pennzoil de racheter une autre compagnie pétrolière, Getty Oil, absorbée ensuite par Texaco.

## FINANCES

#### Le Crédit national cherche à réorienter et à diversifier ses activités

Le durcissement du climat de la concurrence et la déreglementation ont contraint le Crédit national à adapter sa stratégie commerciale aux nouvelles conditions du marché. En particulier, la disparition progressive des prêts bonifiés par l'Etat, qui sont revenus de 85 % des prêts en 1984 à 60 % en 1985 et 25 % seulement en 1986, l'a amené à diversifier ses activités.

Sur les 108 milliards de francs d'investissement que le Crédit national a contribué à financer avec ses 13 milliards de francs prêts à moyen et à long terme en 1986 (sans changement sur 1985), 60 % seulement ont porté sur des opérations purement « physiques » (mobilières et immobilières). Les investissements immatériels (recherche-développement, publicité, marketing, développement) se sont élevés au quart du total.

La gamme des prêts a été étendue pour tenir compte notamment des variations du niveau des taux d'intérêt : 30 % des concours totaux ont été représentés par la nouvelle formule des prêts renouvelables, d'une durée de douze ans mais remboursables tous les trois ans au gré de l'emprunteur, sans aucune indemnité. En 1987, sont lancés le prêt participant, associant un taux d'inté-

rêt initial plus avantageux à une marge supplémentaire indexée sur un paramètre significatif (excédent brut d'exploitation, option sur titres D) et le prêt à taux variable relayé à taux fixe, dont la seconde phase optionnelle permet de limiter la durée de l'opération à la demande du client.

Par ailleurs, le Crédit national, spécialiste, auparavant, des grandes entreprises, s'oriente de plus en plus vers les PME et le secteur tertiaire. Sur 1 563 entreprises ayant obtenu un prêt en 1986, 90 % employaient moins de 500 salariés, 66 % moins de 100, tandis que 32 % des concours globaux allaient au tertiaire contre 17 % en 1985 et 12 % en 1984.

Enfin, le Crédit national développe, maintenant, une activité directe d'investissement en fonds propres, pour satisfaire les besoins croissants des entreprises dans ce domaine du haut de bilan. Créée au début de 1986, cette activité a démarré rapidement : 160 dossiers ont été déposés, une vingtaine d'opérations décidées pour 100 millions de francs, auxquels il faut ajouter les 30 millions de francs de Sofinova (détenu à 23 % par le Crédit national, et 20 millions de francs de Sofinest (électronique et informatique).

### Nouvelles inculpations à Wall Street

La justice américaine a prononcé trois nouvelles inculpations contre des opérateurs de Wall Street, accusés d'avoir réalisé, illégalement, des millions de dollars de profits pour le compte de la firme de conseil new-yorkaise Kidder Peabody and Co. Sont mis en cause : M. Richard Wigton, directeur adjoint dans cette firme, M. Timothy Tabor, directeur adjoint qui

avait quitté Kidder Peabody pour la grande société de courtage Merrill Lynch, et M. Robert Freeman, chef arbitrageur chez Goldman Sachs and Co. Ces inculpations font suite à celles qui ont été prononcées ces derniers mois pour opérations boursières illégales, la plus importante ayant été celle de M. Ivan Boesky, qui dut payer 100 millions de dollars d'amende.

● **Erratum.** — Dans le communiqué consacré au « doublement des sanctions pour les conducteurs en état d'ivresse » (le Monde du 13 février), il était fait état d'une campagne de mobilisation et d'une répression qui risquent d'être aussi déprimantes que pour le port obligatoire de la ceinture

de sécurité institué en novembre 1986. En réalité, ce sont la campagne de mobilisation et la répression qui ont été instituées à cette date, le port de la ceinture de sécurité étant obligatoire depuis 1979 aux places avant des véhicules, à la ville comme en zone campagne.

Le Monde  
sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Paris : les premiers pas

36.15 TAPEZ LEMONDE

**CHALLENGES**  
LE MAGAZINE DE VOTRE RÉUSSITE PROFESSIONNELLE  
COMMENT LES ENTREPRISES DETECTENT  
LEURS FUTURS "CRACKS"

AGENT DE  
dameco  
**ODOUL**  
Garde-meubles  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris



# Affaires

## Rapprochement franco-allemand dans l'énergie nucléaire

(Suite de la première page.)

C'est la deuxième année consécutive que l'EDF a commandé au constructeur allemand. Cette évolution se fait sentir financièrement. Ainsi KWU, après avoir facturé dans le nucléaire (KWU fait aussi des centrales thermiques) pour 11,4 milliards de deutschemarks en 1984-1985 (environ 34 milliards de francs), n'a pu obtenir que le tiers de cette somme l'an passé. Et il ne lui reste qu'une dizaine de réacteurs à livrer (dont deux n'ont toujours pas de permis de construire).

Quant à FRAMATOME, si les commandes des périodes festives continuent de faire tomber de l'argent dans ses caisses, au fur et à mesure du rapprochement des centrales au réseau (il lui reste à livrer dix-huit réacteurs), son horizon s'obscurcit (le Monde du 6 février).

Et pourtant, à tort ou à raison, tous les industriels sont persuadés qu'il y aura une reprise des ventes dans les années 90. Comme le disait récemment à l'Expansion le patron de Siemens : « A moyen terme tout le monde aura besoin de centrales nucléaires qui fournissent une énergie propre et fiable. Même dans les pays industrialisés il va falloir procéder au remplacement des centrales classiques installées dans les années 50. Il n'est donc pas question de nous séparer de cette activité qui a été jusqu'à présent une réussite ».

Tenir devant donc le leitmotiv des quelques grands constructeurs mondiaux. Tenir, cela signifie concentrer les structures, le plus souvent pour réduire fortement les effectifs (d'où la réorganisation actuelle des activités « énergie » de Siemens). Cela veut dire aussi se battre sur les marchés des services (entretien, maintenance, fourniture du combustible de quelque trois cents sixtante réacteurs en activité).

Français et Allemands sont ainsi en train de discuter avec les Soviétiques pour les aider à rendre leurs centrales plus sûres ; avec une longueur d'avance pour KWU, qui a

déjà renforcé les sécurités d'une centrale vendue par l'URSS à la Finlande. Mais sur un contrat potentiel de plusieurs milliards de francs — seule « retombée » positive de Tchernobyl pour l'industrie — les Français espèrent être présents, même si, après des conversations techniques à la mi-janvier, ils n'ont pas vu cet espoir se confirmer lors de la réunion de la grande commission franco-soviétique des 22 et 23 janvier.

Tenir, c'est aussi diversifier ses activités. KWU a récemment acheté le nucléaire d'EXXON pour prendre pied sur le marché américain du combustible (où les Français ont réussi une remarquable percée grâce à la filiale américaine de la COGEMA) ; tandis que FRAMATOME cherche des occasions jusque dans l'agro-alimentaire.

Le rapprochement franco-allemand, soutenu par les gouvernements, est entré en contact pour voir si elles pouvaient coopérer. Une initiative qui nécessite un rapprochement des techniques, une rentabilité éventuelle et une standardisation, notamment des règles de sécurité.

Les industriels américains mettent en avant des arguments économiques : la part de la construction en usine serait plus importante, la standardisation des pièces et de la sécurité et un amortissement, sur un plus grand nombre de ventes, des coûts indirects de conception et d'ingénierie abaisseraient les prix. On murmure cependant que le projet franco-allemand est plus difficile à faire économiquement que techni-

quement, notamment face au chert. Mais surtout le marché serait plus large. Il permettrait de substituer ces petits réacteurs aux centrales thermiques classiques (dont les plus importantes sont des 600 MW) sans modification des réseaux de distribution d'électricité. Cela n'intéresse ni la France ni l'Allemagne, mais peut-être, en Europe, des pays comme la Suisse, les Pays-Bas, l'Irlande, l'Espagne ou le Portugal.

Aux Etats-Unis, cela pourrait amener au nucléaire des petites compagnies d'électricité qui n'y sont pas encore. Enfin, s'ouvrirait plus largement le marché du tiers-monde

(de dix à quinze pays d'ici à l'an 2000) que l'on croyait condamné par Tchernobyl. Cette catastrophe n'a-t-elle pas au moins démontré les difficultés humaines de l'exploitation ?

Enfin, comme le reconnaît un responsable français, cette « coopération franco-allemande est la seule façon de créer un standard européen et, à terme, de relancer l'industrie nucléaire dans certains pays d'Europe ». Et, de fait, les deux constructeurs ont soumis, la semaine passée, leur projet à la commission franco-allemande de sûreté. Quand on se rappelle les inquiétudes exprimées par les Verts allemands sur la sécurité des réacteurs français, ce

rapprochement ne peut qu'être bénéfique.

Tout cela suppose, bien sûr, que les calculs à terme des industriels soient justes, qu'aucun accident ne vienne, dans les pays occidentaux, endeuiller de nouveau un pays nucléarisé, que les populations ne jugent pas trop élevé le prix éventuel à payer à l'atome civil, qu'enfin les pays du tiers-monde parviennent à un stade de développement tel que leur vendre un réacteur ne soit pas un pari incertain. Même si l'on ne peut que se féliciter de cette coopération industrielle franco-allemande, il y a décidément un certain nombre de « si » dans cet avenir-là.

BRUNO DETHOMAS.

## Une standardisation inévitable des règles de sûreté

Malgré le récent intérêt affiché par certains pays, comme l'Indonésie, pour des réacteurs d'une puissance plus modeste (800 mégawatts) que ceux du parc électronucléaire français, il n'existe pas, à l'heure actuelle, de prototype d'un tel modèle en fonctionnement. Tout est à faire ou presque, même si il est vrai que les bureaux d'études des grands constructeurs mondiaux, américains et européens, ont depuis un certain temps déjà les plans de telles centrales dans leurs cartons. Il y a trois ans, par exemple, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) avait donné son avis sur un projet de 800 mégawatts que Framatome lui avait présenté.

Le constructeur français de centrales nucléaires ne part donc pas les mains vides dans l'aventure que le gouvernement indonésien lui propose de partager avec l'allemand KWU. Seulement voilà, la réunion des compétences des deux industriels implique le lancement d'un certain nombre de travaux complémentaires pour que « collent bien ensemble » les morceaux que les deux parties auront à gérer. S'il paraît acquis que la responsabilité de la centrale nucléaire sera

du ressort de Framatome et que l'ingénierie générale, le bâtiment réacteur, les auxiliaires ou la récupération d'énergie seront plutôt de celle de KWU, il est clair que l'ensemble devra avoir l'aval des services de sûreté français et allemands.

Cela suppose que soit définie avec précision l'installation que souhaitent les Indonésiens. Car, en dépit des travaux antérieurs réalisés par chacun des deux industriels, un certain nombre de choix vont devoir être faits. Ainsi, la circulation de l'eau sous pression du réacteur se fera-t-elle par l'intermédiaire de deux ou de trois boucles de refroidissement ? Y aura-t-il dans le bâtiment réacteur, contrairement à ce qui existe dans les réacteurs allemands, un circuit d'aspiration destiné en cas d'incident à faire baisser la température et la pression dans l'enceinte mais aussi, comme le disent les spécialistes, à « rabattre l'odeur » qui pourrait s'échapper ?

Ne va-t-on pas opter dans ce type de centrale pour un nouveau système de sécurité permettant une injection massive d'eau, directement dans le cœur du réacteur, en cas de rupture du circuit de refroidissement ? Repren-

on pour cette centrale certaines des pièces — notamment les générateurs de vapeur — utilisées par les 1400 mégawatts français ? Quant aux éléments combustibles placés dans le cœur, prendra-t-on ce qui existe déjà pour éviter de nouvelles et coûteuses études ? A l'énumération de ces quelques points, on conçoit donc bien qu'il ne sera guère possible de vendre une telle centrale sans avoir tout passé en revue.

Dans ce contexte, il paraît évident que les services de sûreté des deux pays dirigés, côté allemand, par M. Adolph Birkhoff et, côté français, par M. François Cogné, vont avoir, dit un spécialiste, « un rôle difficile et important à jouer ». D'autant plus difficile que, même si les deux organismes ont « une philosophie de base et une approche de la sûreté analogue », chaque pays a ses habitudes industrielles, ses règlements techniques. La tâche ne sera pas pour autant insurmontable, et on ne voit pas pourquoi des industriels du nucléaire ne pourraient pas travailler ensemble quand d'autres ont réussi à le faire dans l'aéronautique et le spatial.

De plus, MM. Birkhoff et Cogné se connaissent bien. Depuis

plus de dix ans, ils se côtoient régulièrement au sein de la commission franco-allemande sur la sûreté nucléaire mise en place en 1974 par le ministre allemand de l'Intérieur et le ministre français de l'Industrie. Aussi, groupes de travail et experts des deux pays travaillent-ils souvent ensemble et avec une certaine convergence de vues comme l'ont montré les études comparatives faites en 1977-1978 sur la centrale française de Fessenheim et sur la centrale allemande de Neckarwestheim-1 pour les réacteurs de 900 mégawatts (1), et celles, présentées l'été dernier, sur les réacteurs de Cattenom et de Philippsburg-2 pour les 1300 mégawatts (le Monde du 17 septembre 1986). Tout cela devrait donc mettre un peu d'huile dans les rouages et favoriser, comme le remarquait un ingénieur, « la création d'une formidable force de frappe franco-allemande à l'exportation ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Une réactualisation de cette étude sur les 900 mégawatts devrait être prochainement engagée.

### Un avenir pour les 600 MW

Tenir, c'est enfin préparer les produits nécessaires à une éventuelle reprise du marché : les industriels pensent que le 600 MW est de ceux-là. Il y a déjà plusieurs années que les constructeurs y travaillent. Sous l'égide de l'EPRI (Electric Power Research Institute) aux Etats-Unis, un programme de développement de tels réacteurs est en cours depuis la fin de 1984. Westinghouse, General Electric et Babcock and Wilcox participent à ce programme qui doit aboutir en 1989.

De son côté FRAMATOME a, dès 1981, avec l'aide de Techno-Atom et d'EDF, dessiné un réacteur PWR (à eau pressurisée) de 600 MW qui a été soumis aux autorités de sûreté en 1983. Quant à KWU, elle menait des recherches analogues.

Mais le développement et la construction d'un prototype d'un tel produit coûtent cher. Voilà pourquoi depuis plusieurs mois les deux sociétés, sans la moindre interven-

### Moins 3,2% sur le gaz

## La baisse orchestrée des prix de l'énergie

« Il n'y a pas de politique énergétique. Il y a une politique de l'Indice. Et la libéralisation n'y a rien changé ! », s'exclame, il y a quelques jours, un raffineur. Le secteur de l'énergie, un temps lutté par le credo libéral du nouveau gouvernement à « dégrader ses illusions au placard. Après une année d'idylle avec la Rue de Rivoli, qui engrangeait mois après mois les baisses dues à la chute des cours du pétrole, du gaz et du dollar, l'année 1987 avait mal démarré.

Un mois de dérapage — + 36 centimes sur le super en cinq semaines — et le ministre des Finances a montré les dents. Furent alors annoncées sur les pétroliers, franchises interventions sur les établissements publics EDF-GDF, et voilà de nouveau l'énergie chargée de « faire » le bon indice de février.

Après la baisse forcée des tarifs électriques à compter du 1<sup>er</sup> février (-0,5% pour les ménages, alors que l'EDF revendiquait une hausse d'un mois 1,7%), Gaz de France a été, à son tour, prié d'anticiper la diminution de tarifs prévue initialement en avril.

L'établissement a donc réduit ses tarifs domestiques de 3,2% à compter du 12 février. C'est la septième baisse en moins de six mois, et, au total, le prix du gaz pour les ménages domestiques est chuté de près d'un tiers (-29%) depuis le mois d'octobre 1985.

Quant aux pétroliers, qui se croyaient libres de fixer leurs tarifs, ils ont également dû déchanter après leur contre-performance de janvier. Dans un bel ensemble, toutes les grandes compagnies ont annoncé, à compter de ce vendredi 13 février, une réduction de 5 centimes par litre sur le super, succédant à une baisse de 7 centimes depuis le début du mois.

Certes, la conjoncture aide. Le dollar d'abord. Le marché international du brut ensuite, qui, après avoir vivement grimpé de la mi-décembre à la fin janvier, s'est tassé depuis deux semaines — les cours ont perdu environ 1 dollar par baril, après en avoir gagné 4. Contrairement à ce qui se passait jusqu'à l'année dernière, les prix des carburants suivent presque au jour le jour les fluctuations des cours des produits sur le marché international de Rotterdam.

Le prix directeur du marché français est en effet celui pratiqué par les grandes surfaces, qui ont conquis

plus de 30% du marché des carburants, grignotant la part des grandes compagnies. Or les grandes surfaces importent des produits raffinés, et, faute de stocks, sont contraintes de suivre les évolutions du marché au jour le jour. Les compagnies, qui, elles, pourraient théoriquement amortir le mouvement grâce à leurs stocks et à leur marge de raffinage, suivent... 30 centimes au-dessus !

### La conjoncture n'explique pas tout

D'où la hausse de janvier alors que, grâce aux stocks acquis quand les cours étaient au plus bas et grâce aux délais de livraison, les raffineries auraient pu différer quelques semaines la répercussion inévitable à terme de l'envolée des cours internationaux.

Mais la conjoncture n'explique pas tout. On l'a bien vu au début de 1986, les raffineries sont plus pressées de répercuter les hausses que les baisses. S'il n'en a rien été en février, c'est que le ministre des finances a discrètement agité une épée de Damoclès pour amener les compagnies à la raison.

Le projet de création d'un organisme de stockage, poussé par le ministre de l'Industrie et depuis peu, par la Rue de Rivoli, est, en effet, une menace pour les raffineries. Non seulement cette réforme les priverait d'avantages fiscaux non négligeables, mais elle leur ôterait un moyen de pression de taille sur les distributeurs indépendants.

Dépourvus de moyens de stockage propres, ces derniers sont obligés de louer aux raffineries, qui « tiennent » les cuves, des capacités de stockage afin de remplir leurs obligations légales — détenir quatre-vingt-dix jours de consommation. Mais ces contrats sont la plupart du temps liés à des obligations d'achat, les raffineries refusent, ce qui est logique, de « porter » les stocks achetés ailleurs.

M. Michel-Edouard Leclerc a montré un dossier à cet effet, et menace, avec manifestement de succès, de saisir le Conseil de la concurrence si le projet de réforme des conditions de stockage en France n'aboutit pas. Clairement menacés, les raffineries ont donc préféré prendre les devants. Un pétrolier averti en vaut deux.

VÉRONIQUE MAURIS.

### Philips et Sony lancent un « 45 tours » à laser

## Au secours de Stéphanie de Monaco...

Le groupe néerlandais Philips et le japonais Sony ont signé deux nouveaux accords sur le secteur des disques à laser (disques compacts), qui vont donner naissance à deux nouveaux produits.

Le premier porte sur le lancement, en fin de cette année, aux Etats-Unis et en RFA, puis en janvier 1988 en France, d'un « combiné » audio-vidéo capable de lire des vidéo-clips. Le principe est le même que celui du disque compact actuel : le son et l'image sont « numérisés », gravés sur la surface, lus par un laser, et enfin séparés pour être reproduits en parallèle sur un téléviseur et une chaîne hi-fi. Cet appareil, qui coûtera de 4000 à 5000 francs, offrira cinq minutes d'image et vingt minutes de musique. Philips et Sony, qui se sont entendus sur un standard commun, espèrent ainsi ouvrir le marché grand public du vidéo-disque, invention restée jusqu'ici réservée au domaine professionnel (plus de 10000 francs).

Les industriels avaient commencé au début des années 70 à travailler sur la « numérisation » avec le vidéo-disque comme perspective mais, en fin de compte, c'est dans l'audio que cette technologie avait trouvé son débouché. Aujourd'hui, on assiste donc à un retour à la tentative originale.

Le second produit est un disque compact de format 3 pouces (7,5 centimètres) lisible par les lecteurs actuels munis d'un petit adaptateur « bon marché ». Le format actuel des disques (5 pouces, soit 12,7 centimètres) offre seize-vingt-cinq minutes d'enregistrement. Le nouveau, qui aura « un prix attractif », selon les fabricants, offrira vingt minutes et sera donc l'équivalent du « 45 tours ».

Le lancement d'un tel format permettra de séduire le marché de la variété. Pour remplir les disques numériques actuels de 5 pouces, les chanteurs devaient avoir une dizaine de titres. Ce n'est pas le cas des nouveaux venus qui « lancent » les maisons de disques et autres Top 50 à partir d'un seul « tube ». Le disque compact renouvellera ainsi en cause tout le fructueux monde de la variété. Le 3 pouces va sauver Stéphanie de Monaco...

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## AUSSEDAT REY

## LE CHOIX D'UN BON PAPIER

**Des produits d'avenir**  
500 000 tonnes de papier produites chaque année.  
Tous les papiers d'impression écrite notamment les papiers de la nouvelle génération, à haute valeur ajoutée, destinés aux techniques avancées de la communication.  
AUSSEDAT REY est déjà le 1<sup>er</sup> producteur européen de papier de photocopie et de bureautique.

**Une dynamique nouvelle**  
Aujourd'hui 28 % de la production exportée dans plus de 50 pays.  
Démontre un développement à la mesure des efforts entrepris :

- des investissements importants : 1 milliard de francs de 1984 à 1988
- une stratégie d'internationalisation : création fin 1984 avec les Papeteries de Belgique de la société de papiers de spécialités Iridium
- accord de coopération avec la société autrichienne Laykam-Murztaler, un des premiers producteurs européens de papiers couchés.

## Augmentation de capital

Du 2 au 23 février 1987  
Emission de 531 645 actions nouvelles à raison de une action nouvelle pour quatre actions anciennes  
Prix d'émission : 400 F  
dont  
• nominal : 50 F  
• prime d'émission : 350 F  
Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1986

Seul du 26.1.87 - Une note d'information (voir COS n°87-11 du 20 janvier 1987) est mise gratuitement à la disposition du public au siège social de la Société et auprès des Etablissements chargés du placement.

AUSSEDAT REY  
Siège social : 1, rue du Petit-Clamart BP 5 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex France - Tél. : (1) 46.30.21.55

Usine de Soillet



حکومت الامم المتحدة



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## La Redoute

Le Conseil d'administration de la SA La Redoute, auquel siègent les représentants de la famille fondatrice Pollet, d'Athènes, de la Société générale et de MM. Worms et Co., détenant ensemble plus de 40 % du capital et de 60 % des droits de vote, s'est réuni le 10 février 1987, sous la présidence de M. Patrick Pollet.

Il a été décidé à l'unanimité de coopter comme nouvel administrateur M. Jean-Jacques Delort, président du Directoire du Printemps.

Cette cooptation fait suite à l'entrée du Printemps dans le capital de la société. En effet, répondant au souhait du Conseil d'administration de la SA La Redoute d'élargir son rapprochement avec les deux entreprises, Printemps SA a acquis en Bourse des actions de la SA La Redoute, sa participation vient de franchir le seuil de 10 % et consécutive à l'alliance entre deux des principaux groupes français de distribution, leaders sur leur marché respectif et complémentaires dans leurs activités.

SA La Redoute, numéro un de la vente par correspondance, s'est diversifiée dans la vente par magasin, les catalogues spécialisés, la vente des produits

financiers, et s'est implantée à l'étranger, essentiellement en Italie et en Espagne. Son chiffre d'affaires consolidé dépasse 12 milliards de francs.

Le Printemps, dont les enseignes de grands magasins et de magasins populaires sont mondialement connues, est en outre devenu, grâce à ses diversifications, l'un des principaux distributeurs alimentaires français ; il réalise un chiffre d'affaires consolidé de 16 milliards de francs. Sous ses enseignes, avec ses franchises, français et étrangers, le chiffre d'affaires cumulé au détail du Groupe s'élève à plus de 30 milliards.

Ce rapprochement a été préparé par les équipes de direction des deux entreprises. Constatant leur parfaite identité de vues, elles ont souhaité mettre en commun leur savoir-faire et exploiter les complémentarités des deux Groupes, notamment pour une expansion internationale.

Leur objectif commun est de préparer les nouveaux développements que les innovations technologiques et les mutations économiques rendent nécessaires et qui conditionneront dans les décennies à venir le succès des entreprises de distribution.

**SICAV**

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

**EPARGNE-CAPITAL**  
Société d'investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 30 janvier 1987 sous la présidence de Monsieur Thierry COSTE, Président du Conseil d'Administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1985/1986 qui dégagent un résultat distribuable de F 198.343.163,37. Elle a décidé la distribution d'un dividende par action de F 114,87, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 6,89 soit un revenu global par action de F 121,76. Ce dividende se décompose ainsi :

- produits des obligations françaises non indexées, bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations, pour un montant de F 97,26 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 6,89 ;
- autres produits, n'ouvrant pas droit aux exonérations fiscales précédentes, pour un montant de F 17,81.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale a ratifié la nomination de M. Michel ROSTAND en remplacement de M. Jean-Jacques ROSIER, et, conformément à l'article 14 des statuts, a renouvelé pour une durée de six ans, les mandats de tous les administrateurs.

Les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la Société en franchise totale du droit d'entrée pendant trois mois à partir de la date de mise en paiement du dividende.

Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a fixé la date de mise en paiement du dividende au 18 février 1987.

**BNP: la banque est notre métier**

**Le Monde**  
sur minitel

**VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL**

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

**3615 TAPÉZ LEMONDE**

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

**Moët-Hennessy**

**CHIFFRE D'AFFAIRES AU 31 DÉCEMBRE 1986**

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MOËT-HENNESSY a progressé de 4,6% avec 8043 millions de F malgré les effets défavorables de l'évolution du dollar tout au long de l'exercice. A taux de change constant, l'activité du Groupe aurait enregistré une croissance de 13%.

L'année 1986 se caractérise par une forte augmentation des volumes et des parts de marchés pour les Parfums et Produits de Beauté et pour le Champagne. Le secteur Cognac, quant à lui, consolide ses performances de 1985.

Le Conseil d'Administration réuni le 28 janvier 1987 a décidé de mettre en paiement un acompte sur dividende maintenu à 9 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 4,50 F. Cet acompte sera versé à compter du 16 février 1987 par exercice du coupon n° 45.

Le Conseil d'Administration a aussi pris connaissance des résultats estimés du Groupe pour l'année 1986, qui demeurent en ligne avec les prévisions.

SICAV DU CREDIT LYONNAIS  
INVESTIR C'EST D'ABORD BIEN CHOISIR

## LION INSTITUTIONNELS

Société d'investissement à Capital Variable

Un placement obligataire destiné aux investisseurs institutionnels et plus particulièrement aux mutuelles et caisses de retraite.

Exercice clos fin septembre 1986.

● performance : + 23,8 %

dividende net réinvesti.

● revenu global par action : F 2 308,94 composé d'un dividende net de F 2 253,24 et d'un crédit d'impôt de F 55,70. Mise en paiement du dividende depuis le 14 janvier 1987.

Pour réinvestir sans frais votre dividende, date limite le 14 avril 1987 inclus.



CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

## SAINT-GOBAIN EMBALLAGE

Le chiffre d'affaires consolidé de Saint-Gobain Emballage a légèrement progressé en 1986, atteignant 4,45 milliards de francs contre 4,40 milliards de francs en 1985.

L'activité Bouteilles et Pots progresse de 5,4 % à 2 610 millions de francs. La demande demeure soutenue sur la plupart des segments traditionnels et, notamment, les vins fins et les pots alimentaires. L'activité Plastique, avec 1 354 millions de francs, est en diminution de 5,5 % sur l'année 1985. Les difficultés rencontrées sur le marché de la paraffinerie, ainsi que la crise des moyens de paiement des pays hors zone OCDE, ont affecté, en effet, l'ensemble

de l'exercice. Les autres activités (plastiques, machines, bouchage) totalisent, quant à elles, 491 millions de francs, en progression de 0,5 % malgré la cession de la Société Nouvelle de Bouchages Plastiques le 30 novembre 1986.

Le résultat consolidé pour l'exercice 1986 est estimé en hausse d'environ 10 % par rapport au résultat net consolidé de 147 millions de francs réalisé en 1985. Il tient compte, comme annoncé précédemment, d'une charge exceptionnelle de restructuration de l'ordre de 35 millions de francs, liée à la mise en œuvre à Saint-Gobain Emballage d'un plan social portant sur un effectif de 175 personnes.

SICAV DU CREDIT LYONNAIS  
INVESTIR C'EST D'ABORD BIEN CHOISIR

## LION ASSOCIATIONS

Société d'investissement à Capital Variable

Un placement pour les organismes non fiscalisés sur les produits obligataires.

Exercice clos fin septembre 1986.

● performance : + 48,4 %

dividende net réinvesti.

● dividende net : F 974,39 mis en paiement depuis le 15 janvier 1987.



CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

## Marchés financiers

PARIS, 13 février

Soutenu

La semaine s'est achevée sur une note soutenue à la corbeille. En fin de séance, les valeurs françaises affichaient une hausse moyenne de 0,20 %.

Dans la matinée, la cote avait été moins brillante, avec une hausse de 0,05 % seulement.

A la séance officielle, le marché est redevenu actif tandis que l'action Dassault s'envolait. La décision prise par Dassault, la SNECMA et Thomson d'offrir leurs actions pour la construction de l'union de combat « Rafale » était appréciée à la corbeille. Le titre est passé de 1 170 F jeudi à 1 311 F.

Le dépeuplement des ordres Paribas n'était évidemment pas terminé en fin de séance. Les experts s'attendaient à une nouvelle réduction des demandes. Une action devrait être servie pour quatre demandes, estimait-on.

Parmi les titres en hausse appréciable, on relevait même et le CFE (+ 4 %), Provost (+ 3,5 %) et Saint-Louis (+ 3,3 %). Hausses de 3 % de la CGP et de 2,7 % de Schneider.

Dumas, qui ne s'attendait qu'à une très légère hausse de ses bénéfices pour 1986, a baissé de 5,5 %. La plupart des autres titres des BTP ont également perdu du terrain, notamment Spie-Batignolles (- 4 %) et Bouygues (- 2,3 %). Primatex a cédé 2,2 % et Bie 1,2 %.

La cotation d'Applications hydrauliques, filiale de la Générale des eaux, a été suspendue vendredi en raison d'un projet d'opération financière. Selon diverses rumeurs, la Générale des eaux lancerait une OPE sur les actions Applications hydrauliques.

Peu de variations sur le marché obligataire et le MATIF.

Au comparatif des valeurs étrangères, hausse des américaines et baisse des japonaises.

L'or a baissé. A Londres, il est revenu à 395,50 dollars. A Paris, à 400 dollars, avec un lingot à 78 500 F (- 400 F) et un napoléon à 517 F (+ 3 F).

NEW-YORK, 12 février

Fluctuations

L'indice des valeurs industrielles a fluctué irrégulièrement jeudi à Wall Street, dans un marché très actif. En progression initiale de plus de 10 points, il perdait près de 17 points à mi-séance et il s'élevait à 2 165,77, en baisse de 5,19 points.

Quelques 200 millions de titres ont été échangés, contre 172,35 millions lors de la séance précédente. 878 valeurs étaient en hausse, contre 707 en baisse, 433 demeurant inchangées.

Si les investisseurs, en début de séance, ont été encouragés par des rumeurs selon lesquelles les cinq pays industrialisés se concertaient pour essayer de stabiliser leurs monnaies, Wall Street, par la suite, était affecté par une nouvelle affaire de délit d'initié. La justice fédérale accusait à, en 1984, cinq des participants à une conférence de presse d'avoir illégalement utilisé des informations confidentielles en faveur de la société Koller Penbury and Co.

Durant cette séance, des prises de bénéfices ont pesé sporadiquement sur le marché. Les pétroliers, notamment, sont demeurés affectés par la poursuite de la baisse des prix, et les semi-conducteurs par une baisse des commandes. Parmi les valeurs les plus actives figuraient Niagara Mohawk Power (5,775 millions de dollars, estimé à 3,774 millions) et 111 (3,671 millions).

VALEURS	Cours du 11 fév.	Cours du 12 fév.
Alcoa	43 3/8	43 3/8
A.T.T.	52 1/2	52 1/2
Boeing	50 1/4	50 1/4
Case-McNabb Bank	38 5/8	38 5/8
East of West	58 1/4	58 1/4
Eastman Kodak	78 1/8	78 1/8
Exxon	81 1/4	80 5/8
Ford	38 3/4	38 3/4
General Motors	38 3/4	38 3/4
General Motors	78 1/2	78 1/2
IBM	124	124
Johnson & Johnson	82 1/2	82 1/2
L.T.T.	61 3/8	60 3/4
Modell	46	46
Pfizer	48 1/2	48 1/2
Schlumberger	38 1/4	38 1/4
Teeco	38 1/4	38 1/4
Union Carbide	28 1/2	28 1/2
U.S. Steel	24 1/4	23 3/4
Westinghouse	41	41
Xerox Corp.	58 1/4	58 1/4

## CHANGES

Dollar : 6,10 F

Le dollar était orienté à la hausse à la veille du week-end, les opérateurs tablant sur une réunion du groupe des Cinq d'ici à la fin du mois. A Paris, le cours du dollar chutait, à 6,10 F, au-dessous de 3,33 F, tandis que les taux au jour le jour se rapprochaient légèrement à 81/4 %.

FRANCFORT 12 fév. 13 fév.  
Dollar (en DM) ... 1,359 1,35  
TOKYO 12 fév. 13 fév.  
Dollar (en yen) ... 253,98 254

**MARCHÉ MONÉTAIRE**  
(effets privés)  
Paris (13 fév.) ... 83/16-81/4 %  
New-York (12 fév.) ... 6 %

## INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)

11 fév. 12 fév.

Valeurs françaises ... 383 383,5

Valeurs étrangères ... 398,3 398

Cote des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général ... 414,8 412,3

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

11 fév. 12 fév.

Industrielles ... 2 171,94 2 165,77

LONDRES

(Indice Financial Times)

11 fév. 12 fév.

Industrielles ... 1 988,9 1 981

Mines d'or ... 328,7 315

Fonds d'Etat ... 85,88 85,86

TOKYO

12 fév. 13 fév.

Nikkei ... 19 874,89 19 865,17

Indice général ... 1 746,44 1 739,36

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 février

Nombre de contrats : 15 109

COURS	Echéances	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	-	105,25	105,25	105,30
Précédent	-	105,28	105,10	105,15

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

SUEZ ENTRE DANS LE CAPITAL DU CLUB MÉDIER-BAHREZ. Le groupe Suez a apporté au Club Méditerranée la pleine propriété de deux centres de vacances, l'un en Sicile et l'autre en Grèce, deux sites dont le Club était gestionnaire jusqu'à présent. En contrepartie, Suez est entré dans le capital de la firme de Gilbert Trigano à hauteur de 2 %.

Cela porte ainsi à 26 % à 28 % (dont 26 % avec des droits de vote double) la part du capital du Club sous le contrôle des actionnaires membres du conseil d'administration. D'autres transactions de ce genre sont prévues à l'avenir pour renforcer le noyau stable de l'association.

PROCHAINE AUGMENTATION DE CAPITAL DE MICHEL THIERRY. La firme textile Michel Thierry a dégagé un bénéfice net de 14,7 millions de francs pour son exercice clos le 30 septembre 1986, contre 8,2 millions de francs l'année précédente. La société envisage de procéder à une augmentation de capital de 60 millions de francs dès le mois de mars.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEPT MOIS	
	+ ou -	+	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	
SE-UL	6,1040	6,1000	+ 85	+ 100	+ 125	+ 210	+ 590	+ 640
Scm	4,5332	4,5413	+ 26	+ 44	+ 33	+ 82	+ 148	+ 240
Yen (100)	3,9611	3,9602	+ 117	+ 135	+ 22	+ 22	+ 161	+ 240
DM	3,3277	3,3317	+ 99	+ 117	+ 225	+ 248	+ 700	+ 710
Mark	2,5409	2,5387	+ 64	+ 74	+ 131	+ 157	+ 446	+ 510
FR (100)	16,0843	16,1033	+ 30	+ 34	+ 21	+ 171	+ 239	+ 510
FS	3,9385	3,9356	+ 144	+ 144	+ 144	+ 144	+ 144	+ 144
L (1 000)	4,6774	4,6840	- 74	- 45	- 149	- 184	- 193	- 1810
C	5,2384	5,2366	- 286	- 167	- 442	- 381	- 1011	- 810

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 5/8	6 1/2	6 1/4	6 1/2
DM	4	4 1/4	4	4 1/4	4	4 1/4	4 1/4	4 1/4
Mark	5	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8
FR (100)	8	9	9 1/2	9 1/2	8 3/4	9 1/2	9 1/2	9 1/2
L (1 000)	9	10 1/2	10 1/2	10 1/2	9 3/4	10 1/2	10 1/2	10 1/2
C	10	10 7/8	11 1/8	11 1/8	10 1/2	11 1/8	11 1/8	11 1/8
F. franc	8	8 1/2	8 3/8	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 3/4	8 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



inf. milit. 1944

# Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

## 13 FEVRIER

**Cours relevés  
à 14 h 56**

## Règlement mensuel

[illegible]

## Second marché (sélection)

VALEURS	Count prix.	Dernier cours	VALEURS	Count prix.	Dernier cours	VALEURS	Count prix.	Dernier cours
AGP S.A.	1280	1340	Dormont	2588	2850	Molot	369 90	363 90
Alain Mercier	1078	1078	Eden	896	896	Napco-Danone	779	790
ALP	655	681	Emmett	914	914	Orange-Lyonnais	675	686
B.C.M.	820	830	Ernest-Dubouché	3348		Orsay-Guy	100	100
B.L.P.	1300		Etienne Bédard	940	950	Paternite-R.D.	3260	3300
Belland Technologies	1178	1184	Ex S. D'Amboise	400	400	Petit Brossier	284 20	270
Bellini	682	700	Ex S. D'Amboise	798	820	Petrofret	1493	1423
Bellini	1380	1350	Ex S. D'Amboise	900	920	St-Germain Virologie	1319	1321
Calderoni	880	866	Ex S. D'Amboise	910	900	St-Henri Mouton	241	244
Canal	3051		Ex S. D'Amboise	278	278	S.E.P.R.	1426	1426
Canal	876	876	Ex S. D'Amboise	375	380	S.E.P.R.	1300	1302
C.D.M.E.	1061	1064	Ex S. D'Amboise	350	367 70	S.E.P.R.	1893	1893
C.E.M.C.	306	308	Ex S. D'Amboise	325	361	S.E.P.R.	1893	1893
C.E.M.C.	1458	1480	Ex S. D'Amboise	641	656	S.M.T. Group	1527	1609
C.E.L. Informations	1201	1170	Ex S. D'Amboise	820	820	Solenne	363 40	348
C. Océan, Formation	214	210	Ex S. D'Amboise	189 80	189	Sopra	1580	1580
Dalton	3200	3200	Ex S. D'Amboise	755	750	Valeurs de Pénse	363	363

**SICAV** (selection)[illegible]

12/2

[illegible]

## Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Attribution</b>		
Air Liquide .....	88 10	.....
Crédit .....	.....	.....
Créd. Foncier France .....	236	.....
Paroel Ricard .....	.....	.....
Total .....	6 40	.....

## MINITEL

La gestion en direct  
à l'aide de la feuille personnelle

## Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	ACHATS
	préc.	13/2	
Bate-Usie (\$)	9 043	8 108	5 85
ECU	333 880	333 670	
Allemagne (100 DM)	965 880	965 880	
Belgique (100 B)	10 282	10 088	15 40
Bat. Ben (100 L)	255	235 100	
Denmark (100 ind)	86 140	86 140	82
France (100 F)	9 880	9 880	90
Norvège (100 N)	9 188	9 255	8 50
Portugal (100 Esc)	4 578	4 542	4 50
Grèce (100 drachmes)	4 670	4 670	4 50
Italie (1 000 lire)	380 420	383 950	381 50
Irlande (100 Ir£)	-	39 530	
Autriche (100 S)	41 430	41 290	40 80
Suède (100 Kron)	-	-	-
Antilles (100 mfl)	4 710	4 714	4 70
Espagne (100 Ptas)	4 285	4 285	4 28
Portugal (100 esc.)	4 578	4 578	4 58

## Marché libre de l'or

[illegible]

RURES  
: FRÈRES  
VIE SON  
CLIENTE  
SON  
GEMENT  
RESSE:

هكذا من الاجل



55 من الاحل

30 • Samedi 14 février 1987 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Les contrecoups de la rébellion au Suriname. 3 Liban : le Conseil de sécurité tente d'obtenir la levée du siège des camps palestiniens. 4 URSS : les manifestations de « refuzniks ». 5 Turquie : un bilan des services dans les prisons.	6 Après la proposition de M. Giscard d'Estaing sur la réduction du mandat présidentiel.  <b>SPORTS</b> 11 La crise du ski français.	8 La situation de l'éducation surveillée : que faire des jeunes délinquants ? 9 Education : aucun accord entre M. Monory et la FEN. 10 « Le journal d'un amateur », par Philippe Bouchier.	18 Une autobiographie de Kokoschka. 20 Ouverture de la maison de l'architecture. — Communication : la politique sur le prix de TF 1.	26 La réunion du comité monétaire des Douze. — L'ouverture des banques le samedi. 27 La baisse du prix de l'énergie. 28-29 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 23 Annonces classées ..... 25 Carnet ..... 25 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 18 Philatélie ..... 24 Loto ..... 24 Spectacles ..... 22	● Sondage : un président pour cinq ans ? ● SIDA : le point sur l'épidémie. ● Livres : les sélections du « Monde ». Actualité. Immobilier. Météo. Bourse. Télémarketing. Loto. 36.15 Tapaz LEMONDE

## Dimanche sur TF 1

### André Fontaine à « 7 sur 7 »

André Fontaine, directeur du Monde, sera, le dimanche 15 février à 19 heures, l'invité de « 7 sur 7 ». Selon la formule de cette émission, il passera en revue l'actualité de la semaine et répondra aux questions d'Anne Sinclair.

## En Espagne

### Les négociations entre gouvernement et lycéens piétinent

Madrid (AFP). — La grève des lycéens se poursuit en Espagne et le Syndicat des étudiants, l'une des organisations contestataires, a maintenu pour ce vendredi 13 février son appel à une « marche nationale » sur Madrid, avec des délégations venues de tout le pays, des représentants de parents d'élèves et de certains syndicats ouvriers.

Les négociations engagées par le ministre de l'Éducation, M. Maravall, sont en effet à nouveau au point mort. Sa dernière proposition portait sur une réforme des modalités de la sélection à l'entrée à l'Université, examen dont les lycéens réclament la suppression pure et simple. Cette proposition avait été bien accueillie par la Confédération espagnole des associations d'étudiants, organisation considérée comme la moins représentative. Le Syndicat des étudiants, en revanche, l'a repoussée mercredi, et la réunion qui devait avoir lieu jeudi au ministère avec la Coordination, l'autre organisation lycéenne contestataire, n'a pas eu lieu. Les représentants de la Coordination n'avaient pas pu se mettre d'accord sur la composition de leur délégation. Ils ont cependant fait savoir qu'ils rejettent la proposition du ministre.

● Nouveaux incidents à Moscou. — Selon des correspondants occidentaux, une manifestation a été frappée et blessée vendredi matin 13 février par des hommes en civil et deux autres « refuzniks » interpellés lors de leur cinquième tentative de manifestation en une semaine dans le centre de Moscou, rue Arbat.

Par ailleurs, deux journalistes britanniques, M. Martin Walker, du Guardian, et M. Chris Walker, du Times, ont été retenus une demi-heure dans un poste de police. M. Jeremy Harris, de la BBC, a déclaré avoir été molesté par des policiers en uniforme. — (AFP.)

## Capital TV candidat à TV 6

Un candidat outsider à la reprise de TV 6, après Métropole TV, les propriétaires actuels de TV 6 et de Canal Plus (le Monde du 12 janvier), a présenté son dossier le 10 février à la Commission nationale de la communication et des libertés : il s'agit de Capital TV.

Animé notamment par Michel Fiszbin (qui a appartenu à la radio Carbone 14 et à Antenne 1, une télévision pirate parisienne qui émet il y a deux ans), François Bacon, réalisateur de cinéma, et Michel Joubert, administrateur des Ateliers du spectacle, Capital TV veut être « parisienne, nationale, urbaine ». Ce projet de télévision parisienne possède une grille de programmes de cinq heures trente quotidiennes : informations (un budget annuel de 4 millions de francs est prévu), reportages sur les communautés de la capitale, magazines sur les arts plastiques, la bande dessinée, la mode, etc.

Doté d'un capital de 15 millions de francs, Capital TV espère recueillir 100 à 200 millions de francs de recettes publicitaires par an en 1991.

Le numéro du « Monde » daté 13 février 1987 a été tiré à 479 554 exemplaires

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

A B C E F G H

## En République sud-africaine

### 4 000 jeunes Noirs seraient incarcérés en vertu de l'état d'urgence

JOHANNESBURG de notre correspondant

Trois enfants âgés de moins de douze ans sur un total de 281 n'ayant pas encore quinze ans sont actuellement détenus en vertu de l'état d'urgence a révélé, jeudi 12 février, au Parlement le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok. « Je tiens à souligner, a-t-il précisé, qu'il ne s'agit pas de cruauté à l'égard d'enfants innocents mais d'un combat contre le crime d'inspiration révolutionnaire ». La télévision d'Etat a présenté dans son journal du soir des images de gamins armés de cocktails Molotov ou se livrant à des déprédations lors de scènes d'émeute pour justifier le maintien en détention de ces révolutionnaires en herbe qui, comme l'a affirmé M. Vlok, sont victimes « de la propagande communiste qui les encourage à la violence publique, voire au meurtre ».

Le ministre de la loi et de l'ordre n'a fourni aucune autre précision. Il n'a pas non plus donné de chiffres concernant les mineurs incarcérés ayant entre quinze et dix-huit ans.

Le comité de soutien aux parents des détenus (DPSC) estime qu'au total il y a environ 4 000 mineurs emprisonnés et que 10 000 ont été arrêtés depuis le début de l'état d'urgence le 12 juin (Le Monde du 13 février).

M. Vlok a également rendu public une liste de 3 857 noms de personnes détenues depuis plus de trente jours comme l'y oblige la loi. 3 857 noms qui s'ajoutent aux 9 287 déjà connus depuis l'an dernier ou presque puisque le ministre a indiqué qu'il était possible qu'il puisse y avoir des répétitions. A défaut de précision, le total se situe aux environs de 13 000, dans lesquels ne sont pas comptabilisés ceux qui ont été derrière les barreaux pendant une période inférieure à trente jours. Soit un peu plus de la moitié des 25 000, dont parle le DPSC.

« Le système tout entier de détention sans jugement, a dit M. Helen Suzman, député du PFP (Parti fédéral progressiste), est une honte pour le pays civilisé que l'Afrique du Sud prétend être. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

## M. Gabriel Robin au Conseil atlantique ?

Sauf revirement de dernière minute, M. Mitterrand ne devrait pas s'opposer, dit-on au Quai d'Orsay, à la nomination de M. Gabriel Robin comme représentant permanent de la France au Conseil atlantique. Le cas de M. Robin est cependant assez particulier, spécialement au regard du nouveau poste qui devrait être le sien.

Ancien conseiller technique à la présidence de la République durant le septennat de Georges Pompidou puis de M. Giscard d'Estaing, M. Robin avait quitté la fonction de directeur des affaires politiques du Quai, à sa demande, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981.

Depuis, il a pris à plusieurs reprises des positions résolument différentes de celles affichées par le chef de l'Etat, s'agissant en

particulier des rapports Est-Ouest et de l'implantation des euro-missiles de l'OTAN. Notamment dans un article publié par Le Monde du 18 janvier 1983, « Hors des Parshing point de salut », quarante-huit heures avant que le président de la République lance au Bundestag — en pleine campagne électorale allemande — son fameux appel en faveur de l'installation de ces euro-missiles en RFA.

M. Robin est par ailleurs l'auteur d'un livre extrêmement critique pour le chef de l'Etat : le Diplomatisme de Mitterrand ou le triomphe des apparences. C'est M. Giscard d'Estaing qui serait intervenu auprès de M. Mitterrand pour que le président de la République n'oppose pas son veto à la nomination de M. Robin.

## EN BREF

● Trois nouveaux conseillers à la Cour de cassation. Trois magistrats du siège ont été nommés, jeudi 12 février, conseillers à la Cour de cassation, au cours d'une réunion du Conseil supérieur de la magistrature, présidée par M. François Mitterrand. Il s'agit de MM. André Benhamou et Paul Bonodou, tous deux présidents de chambre à la cour d'appel de Paris et de M. Jean-Michel Guth, premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris.

● Le réseau « Arc-en-Ciel ». — Quelques trois cents personnes se réclamant de la gauche alternative, écologiste et autogestionnaire, ont signé, le jeudi 12 février, un « Appel pour un arc-en-ciel », dont l'objectif est de jeter les bases d'un nouveau regroupement en dehors des structures traditionnelles de la gauche. Parmi les premiers signataires de cet appel, aux côtés notamment de

MM. Daniel Cohn-Bendit, Félix Guattari, sociologue, et Alain Lipietz, économiste, figurent, à titre individuel, MM. Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national du PSU, Didier Anger et Yves Cochet, des « Verts », et Pierre Bauby, porte-parole du parti pour une alternative communiste. Selon ses initiateurs, le but de cet appel n'est pas de « regrouper un cartel d'organisations » mais de créer un « réseau » permettant aux différentes sensibilités de s'exprimer à partir des « valeurs d'égalité, d'autonomie, de liberté, de solidarité et de démocratie ».

● Ski nordique : championnats du monde. — Le Suédois Thomas Wassberg a remporté, jeudi 12 février à Oberstdorf (RFA), le titre de champion du monde des 30 kilomètres. Il a devancé le Finlandais Mikko Karonen et le Suédois Christer Majbäck. Philippe Point, premier Français, a terminé trente et une.

## Les pressions du Front national en Languedoc-Roussillon

### M. Blanc (UDF) coupe les vivres aux associations d'aide aux victimes

Le conseil régional de Languedoc-Roussillon a adopté, le samedi 7 février, son budget pour 1987, s'élevant à 1 040 millions de francs, par 34 voix (13 UDF, 12 RPR, 8 FN, 1 non-inscrit) contre 31 (8 PC, 21 PS, 2 MRG). Au cours de la discussion, la subvention aux associations d'aide aux victimes a été supprimée.

MONTPELLIER de notre correspondant

Malgré une lettre signée du garde des sceaux, M. Alain Chandon, soulignant la nécessité de subventionner les associations d'aide aux victimes des infractions pénales, le président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, M. Jacques Blanc (UDF-PR), a coupé les vivres à celles-ci lors du vote du budget. La subvention (110 000 F en 1986) sera donc déduite en 1987 aux cinq organisations départementales qui bénéficiaient toujours du soutien de l'Etat.

M. Alain Jamet, conseiller régional (FN), estime que cette aide aux victimes était « devenue une aide au Parti socialiste. Et 70 % de l'argent public accordé sert à payer des

salaires. Nous, nous pensons qu'il est plus juste de subventionner des bénévoles plutôt que des salariés ». Une thèse que défend également le maire de Narbonne, M. Hubert Mouly (sans étiquette).

Particulièrement concernée par ce coup de ciseaux, la conseilillère municipale de Montpellier, M<sup>me</sup> Christine Laperas (PS), présidente de l'Association départementale, rejette cette argumentation. Elle ne finance que trois postes à mi-temps et même une action soutenue assurant quelque mille consultations annuelles pour ce seul département. Un accord d'ailleurs été donné par le ministère de la justice pour que les prochaines assises nationales des ADIAV se tiennent à Montpellier en juin prochain.

En laissant le Front national mettre ainsi en cause le PS, M. Blanc a-t-il cédé à des pressions de ses turbulents alliés ? Le nouveau vice-président de la commission des finances, est M. Jean Armengol, membre du Front national, et M. Jacques Mulet, qui occupe, au sein du bureau, la place laissée vacante par le député socialiste et maire de Montpellier, M. Georges Frêche, démissionnaire, appartenant lui aussi à l'extrême droite. — (Interim.)

## M. Chirac annonce « des mesures de rétorsion » en cas « d'agression » américaine contre Airbus

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a, pour la première fois, exprimé son sentiment sur la querelle que les Américains cherchent à consommer européen Airbus Industrie, considéré par eux comme un concurrent déloyal, car largement subventionné par les gouvernements.

M. Chirac a déclaré, le 13 février à l'antenne de Sud-Radio, qu'une « éventuelle agression » américaine dans le domaine de l'aéronautique serait « tout à fait injustifiée parce que l'aide publique apportée par les États-Unis à leur industrie aéronautique civile est, en réalité, considérable ». Il a ajouté : « Nous n'avons aucun regret de régies internationales et notamment des règles du GATT absolument aucun complexe. »

« Si les Américains, pris par le nez, nous nous laissent intimider par l'appât de la compétition mondiale. »

toires à notre égard, ils se heurteraient à une très ferme, tenace et saine solidarité de la part de l'Europe qui n'exclut pas alors de vraies mesures de rétorsion », a conclu le premier ministre.

De son côté, le président de la République écrit, dans une lettre adressée aux dirigeants d'Airbus, que « personne ne décidera à la place des Européens de l'avenir de leur industrie aéronautique (...) ». « L'A-320 s'affirme d'ores et déjà dans le monde entier comme un brillant succès technique et commercial », et, poursuit M. Mitterrand, « l'entreprise Airbus est devenue un des symboles de la construction européenne (...) ». Il nous faut maintenant penser à l'avenir sans nous laisser intimider par l'appât de la compétition mondiale. »

Préservez votre dos fragile avec le nouveau sommier

**TRECAFLEX** de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles, d'une progressivité incomparable, inclinable tête et pied (toutes dimensions)

C'EST L'ULTIME ÉTAPE DU PROGRÈS INTERROGEZ VOTRE MÉDECIN

**CAPÉLOU** 37, Avenue de la République 75011 PARIS. Tél. : 43.57.46.35

DISTRIBUTEUR Métro : PARMENTIER

## Sur le vif

### Monsieur s'amuse

Pourquoi il a fait ça, Giscard ? Pourquoi il a lancé ce pavé dans la mare ? Qu'est-ce que ça peut lui faire que le bail de l'Élysée soit réduit à cinq ans plutôt qu'à sept ? Pourquoi ? J'ai demandé à mes copains. Ils m'ont dit que c'était pour s'amuser. Ils le tiennent d'un de ses conseillers. Monsieur avait envie de foutre la pagaille à l'office. Ça lui titille les nerfs, ces odeurs de cuisine.

Faut reconnaître, c'est assez marrant. La seule mesure qui fasse la quasi-unanimité des Français — celle-là, au moins, ils seraient pas obligés de la retirer à peine proposée — vous venez qu'ils ne la prennent pas, nos princes. Normal. Ils savent de quel côté leur pain est beurré. Ils ont pas intérêt à rapprocher le moment où ils risquent de se faire virer.

Enfin, si. Il y a quand même un. C'est-est-ce que je dis ? Il y a deux. Il y a mon Mimi. Lui, il pense qu'à son âge 7 + 5, ça le vieillirait moins que 7 + 7. Et il y a le petit Léo. Lui, c'est pareil. Il pense que 3 x 5, ça fait plus que 2 x 7 et qu'à son âge un an de rab, c'est toujours bon à prendre.

Ce qu'il doit être embêté, là, mon Jacques, dites donc ! Forcément, si on raccourcit, ça va peut-être le prolonger, mon Mimi. Et ça, pas question. Alors il se dit pas quel prétexte inventer pour pas le trancher, la question. Faut qu'il donne une nouvelle interview au Washington Times. Faut qu'il se fasse beau pour aller à son rendez-vous avec lady Di. De quoi on lui parle, là ? Quel intérêt ? Il a d'autres chats à fouetter.

Remarquez, si on raccourcit pas, le père Barre, ça va peut-être le propulser faubourg Saint-Honoré. A lui la vie de château. Moi, la seule chose que j'aimerais savoir, c'est qui il déteste le plus, Chirac, Mon Mimi ou le gros Raymond.

CLAUDE SARRAUTE.

## M. CHEVÈNEMENT invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, membre du bureau exécutif du Parti socialiste, animateur de Solidarité et Démocratie (ex-CERES), sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche 15 février de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maire de Belfort, député PS de l'Alsace, répondra aux questions d'André Pénissier et de Louis Armand, de Monde, et de Gilles Leclerc et de Catherine Mingeot, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-15LM

TRANCHE DU VENDREDI 13  
GROS LOT  
**4 MILLIONS**

DIXIÈME 10F - ENTIER 92F  
TIRAGE LE 16 FÉVRIER



loterie nationale

En Une Demi Heure Chez Vous  
vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer  
par « LAYRAC à domicile »  
en téléphonant à 46.34.21.40  
(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.31.24.30)  
Prix nets • Livraison gratuite

LA REVUE DU  
**MINITEL**

LE MINITEL Ce mois-ci une grande enquête sur les délinquants du Minitel  
SUR ÉCOUTES